

Bulletin officiel n° 48 du 24 décembre 2009

Sommaire

Organisation générale

Simplification administrative

Abrogation de diverses dispositions réglementaires relatives à l'Éducation nationale, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

arrêté du 1-12-2009 - J.O. du 6-12-2009 (NOR : MENG0922729A)

Simplification administrative

Abrogation de circulaires et notes de service relatives à l'Éducation nationale, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche circulaire n° 2009-185 du 7-12-2009 (NOR : MENG0926957C)

Administration centrale du M.E.S.R.

Attributions de fonctions

arrêté du 27-11-2009 (NOR : ESRA0900485A)

Enseignement supérieur et recherche

Diplôme de formation médicale spécialisée et diplôme de formation médicale spécialisée approfondie

(RLR : 432-3c)

Ouverture, au titre de l'année universitaire 2010-2011, des épreuves écrites de contrôle de niveau des connaissances prévues par l'arrêté du 8-7-2008

arrêté du 26-11-2009 (NOR : ESRS0900488A)

Diplôme de formation médicale spécialisée et diplôme de formation médicale spécialisée approfondie

(RLR : 432-3c)

Nombre et répartition des places offertes au titre de l'article 4 de l'arrêté du 8 juillet 2008 modifié - année universitaire 2010-2011

arrêté du 27-11-2009 (NOR : ESRS0900489A)

Diplôme de formation médicale spécialisée et diplôme de formation médicale spécialisée approfondie

(RLR : 432-3c)

Application de l'arrêté du 8 juillet 2008 modifié

circulaire n° 2009-1035 du 30-11-2009 (NOR : ESRS0928200C)

École nationale supérieure Louis-Lumière (RLR : 444-1)

Dates des épreuves du concours d'admission à la formation initiale et nombre maximal de candidats à admettre pour la session 2010

arrêté du 25-11-2009 (NOR : ESRS0900486A)

École nationale des chartes (RLR : 473-0)

Dates et conditions d'organisation des épreuves d'admissibilité des concours d'entrée en 2010

arrêté du 26-11-2009 (NOR : ESRS0900487A)

Mouvement du personnel

Nomination

Directeur de l'agence ITER-France au Commissariat à l'énergie atomique

arrêté du 11-12-2009 (NOR : ESRR0900483A)

Nominations

Représentants de l'administration et du personnel à la C.A.P. des secrétaires administratifs d'administration centrale

arrêté du 7-12-2009 (NOR : MENA0901043A)

Nominations

Composition de la C.A.P. des adjoints techniques d'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale arrêté du 7-12-2009 (NOR : MENA0901044A)

Nominations

Composition de la C.A.P. des adjoints administratifs d'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale arrêté du 7-12-2009 (NOR : MENA0901045A)

Nominations

Composition de la C.A.P. des A.A.E.N.E.S. affectés dans les services centraux de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Jeunesse et des Sports arrêté du 7-12-2009 (NOR : MENA0901046A)

Informations générales

Vacance de poste

Inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche de première classe avis du 5-12-2009 - J.O. du 5-12-2009 (NOR : MENI0922487V)

Vacance de poste

Directeur de l'IUFM de l'académie de Caen avis du 1-12-2009 (NOR : ESRS0900482V)

Vacance de poste

Remplacement d'un membre élu au Conseil national des universités avis du 30-11-2009 (NOR : ESRH0900484V)

Organisation générale

Simplification administrative

Abrogation de diverses dispositions réglementaires relatives à l'Éducation nationale, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

NOR : MENG0922729A

arrêté du 1-12-2009 - J.O. du 6-12-2009

MEN - SG

Vu loi n° 2000-321 du 12-4-2000 modifiée, notamment article 16-1

Article 1 - Sont **abrogés** :

- 1) Les 2° et 4° de l'article 23 et les articles 235 à 239 et 271 à 273 de l'arrêté organique du 18 janvier 1887 ayant pour objet l'exécution de la loi organique de l'enseignement primaire ;
- 2) L'arrêté du 27 février 1918 relatif aux récompenses à attribuer aux instituteurs et aux institutrices ainsi qu'aux personnes étrangères à l'enseignement public pour leur participation aux œuvres complémentaires de l'école ;
- 3) L'arrêté du 7 novembre 1933 relatif aux préparateurs des facultés des sciences ;
- 4) L'arrêté du 27 juin 1945 relatif à l'horaire des établissements du second degré ;
- 5) L'arrêté du 14 février 1948 portant création du titre de délégué cantonal honoraire ;
- 6) L'arrêté du 1er août 1949 autorisant, sous certaines conditions, pour les citoyens des pays étrangers de langue arabe de se présenter en surnombre à l'agrégation d'arabe ;
- 7) L'arrêté du 25 septembre 1952 relatif à l'affectation des instituteurs à un poste d'enseignement par correspondance du premier degré ;
- 8) L'arrêté du 13 avril 1953 portant attribution du diplôme d'État de psychotechnicien ;
- 9) L'arrêté du 25 juin 1953 relatif aux conditions d'admission directe en seconde année à l'école centrale lyonnaise ;
- 10) L'arrêté du 4 octobre 1954 portant dispositions transitoires relatives au diplôme d'État de psychotechnicien ;
- 11) L'arrêté du 9 août 1957 relatif aux conditions d'admission dans les instituts d'études politiques ;
- 12) L'arrêté du 14 janvier 1958 portant délégation de signature aux recteurs à l'effet de signer les arrêtés portant concessions de logement ;
- 13) L'arrêté du 6 novembre 1958 relatif au centre national des œuvres universitaires et scolaires ;
- 14) L'arrêté du 24 juin 1959 portant équivalence du certificat d'aptitude professionnelle d'ajusteur et du brevet élémentaire d'armurier délivré par l'École des mécaniciens de la Flotte Saint-Mandrier, à Toulon ;
- 15) L'arrêté du 24 juin 1959 portant équivalence de divers certificats d'aptitude professionnelle de la métallurgie avec le brevet élémentaire de la Marine délivré par l'École des mécaniciens de la Flotte Saint-Mandrier, à Toulon ;
- 16) L'arrêté du 29 septembre 1959 fixant les structures des services du centre national et des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires ;
- 17) L'arrêté du 29 octobre 1959 fixant l'organisation de la résidence universitaire d'Antony ;
- 18) L'arrêté du 18 juillet 1960 portant équivalence de certificats d'études supérieures avec un diplôme d'études supérieures de mathématiques ;
- 19) L'arrêté du 8 août 1960 relatif aux conditions dans lesquelles sont délivrés les certificats d'exercice visés à l'article 2 du décret n° 60-386 du 22 avril 1960 ;
- 20) L'arrêté du 1er octobre 1960 portant désignation des ordonnateurs et des personnes responsables des marchés pour la réalisation des constructions scolaires jumelées intéressant l'État et les collectivités locales ;
- 21) L'arrêté du 26 septembre 1961 relatif à la participation au concours général des élèves de l'enseignement technique ;
- 22) L'arrêté du 16 janvier 1962 portant habilitation des recteurs d'académie à prononcer en cas de faute grave le retrait d'une bourse ;
- 23) L'article 2 de l'arrêté du 17 mars 1962 relatif à la désignation comme « Personne responsable des marchés » des préfets des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion ;
- 24) L'arrêté du 5 avril 1962 relatif au stage pratique prévu aux articles 33 et 34 du décret n° 59-57 du 6 janvier 1959 ;
- 25) L'arrêté du 7 juin 1962 relatif au principe d'équivalence applicable au CAP de boulanger et au brevet technique du premier degré de l'intendance, spécialité « Boulanger - chef de fabrication » ;
- 26) L'arrêté du 28 juin 1962 relatif aux conditions d'inscription au brevet professionnel ;
- 27) L'arrêté du 2 juillet 1962 portant attribution aux recteurs d'académie de certains pouvoirs disciplinaires ;
- 28) L'arrêté du 4 avril 1963 portant équivalence du certificat d'aptitude professionnelle de mécanographe, option opérateur sur machines à cartes perforées et du brevet militaire premier degré de technicien mécanographe ;
- 29) L'arrêté du 4 avril 1963 portant équivalence du certificat d'aptitude professionnelle de mécanographe, option perceuse vérifieur et du brevet militaire premier degré de perceuse vérifieur ;

- 30) L'arrêté du 11 décembre 1963 relatif aux conditions de délivrance du diplôme d'ingénieur des arts et manufactures ;
- 31) L'arrêté du 28 juillet 1964 portant délégation de pouvoirs ;
- 32) L'arrêté du 30 mars 1965 portant réglementation de l'éclairage dans les locaux scolaires et universitaires ;
- 33) L'arrêté du 28 mars 1966 portant création d'une commission nationale consultative pour le placement dans des emplois de réadaptation et l'affectation dans les établissements de soins, de cure et de postcure, des personnels d'enseignement général, technique et professionnel ;
- 34) L'arrêté du 8 mars 1967 portant désignation des personnes responsables des marchés et des services constructeurs compétents en matière d'équipement universitaire dans les départements d'outre-mer ;
- 35) L'arrêté du 26 juin 1967 portant complément à l'arrêté du 22 juillet 1965 pris en application des dispositions de l'article 5 du décret n° 64-217 du 10 mars 1964 relatif aux maîtres contractuels et agréés des établissements d'enseignement privé ;
- 36) L'arrêté du 7 juillet 1967 portant désignation de personnes responsables des marchés passés au nom de l'État ;
- 37) L'arrêté du 10 juillet 1967 portant désignation de personnes responsables de marchés passés au nom de l'État ;
- 38) L'arrêté du 23 octobre 1967 fixant le modèle du certificat d'études judiciaires délivré par les facultés de droit et des sciences économiques ;
- 39) L'arrêté du 2 janvier 1968 fixant les conditions d'admission sur titres dans les écoles nationales supérieures d'ingénieurs ;
- 40) L'arrêté du 13 août 1968 relatif aux maîtres contractuels et agréés des établissements d'enseignement privé ;
- 41) L'arrêté du 20 novembre 1968 donnant pouvoir aux recteurs de représenter le ministre de l'Éducation nationale aux assemblées générales des chambres des métiers et aux conférences régionales des métiers ;
- 42) L'arrêté du 29 novembre 1968 portant délégation d'attributions aux recteurs d'académie en ce qui concerne les directeurs ou professeurs dans les écoles techniques privées ;
- 43) L'arrêté du 29 novembre 1968 portant délégation d'attributions aux recteurs d'académie en ce qui concerne les établissements privés d'enseignement technique ;
- 44) L'arrêté du 9 décembre 1968 habilitant les recteurs d'académie à choisir les sujets des épreuves organisées en vue de la délivrance du titre de bachelier technicien ;
- 45) L'arrêté du 2 mai 1969 relatif à l'institution d'unités d'enseignement et de recherche au sein du centre universitaire des langues orientales vivantes ;
- 46) L'arrêté du 20 juin 1969 relatif aux conditions de délivrance du certificat de fin d'études professionnelles secondaires ;
- 47) L'arrêté du 31 juillet 1969 relatif au diplôme d'ingénieur de l'école centrale lyonnaise ;
- 48) L'arrêté du 11 septembre 1969 relatif aux agrégations d'histoire et de géographie ;
- 49) L'arrêté du 10 novembre 1969 portant attribution de compétence aux recteurs en matière de gestion de professeurs stagiaires ;
- 50) L'arrêté du 5 janvier 1970 portant délégation de pouvoirs aux recteurs d'académie ;
- 51) L'arrêté du 5 janvier 1970 relatif aux diplômes délivrés par le centre universitaire des langues orientales vivantes au titre de l'année universitaire 1969-1970 ;
- 52) L'arrêté du 16 mars 1970 portant classement du lycée nationalisé mixte classique et moderne de Salins-les-Bains (Jura) parmi les établissements climatiques ;
- 53) L'arrêté du 19 mai 1971 fixant la liste, pour l'année 1970-1971, des sections de promotion supérieure du travail préparant au diplôme universitaire de technologie les candidats engagés dans l'activité professionnelle ;
- 54) L'arrêté du 21 mai 1971 fixant la liste, pour l'année 1970-1971, des sections préparant au diplôme universitaire de technologie les candidats ayant obtenu un diplôme sanctionnant les deux premières années d'enseignement supérieur d'un établissement d'enseignement supérieur public autre que les instituts universitaires de technologie ;
- 55) L'arrêté du 10 mars 1972 fixant les modalités d'attribution des bourses nationales d'études du second degré aux élèves des établissements d'enseignement privés habilités à recevoir des boursiers nationaux ;
- 56) L'arrêté du 14 septembre 1972 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale ;
- 57) L'arrêté du 26 octobre 1972 fixant les modalités de l'élection des représentants du personnel enseignant des établissements d'enseignement technologique au comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi ;
- 58) L'arrêté du 17 novembre 1972 portant délégation de pouvoir aux recteurs d'académie pour la gestion des adjoints d'enseignement ;
- 59) L'arrêté du 18 décembre 1972 portant création à titre temporaire d'une commission administrative paritaire compétente à l'égard des chefs d'établissement ;
- 60) L'arrêté du 25 février 1974 relatif à la catégorie dans laquelle doivent être rangés, dès leur ouverture, les lycées, collèges d'enseignement secondaire et collèges d'enseignement technique dans l'attente de leur classement ;
- 61) L'arrêté du 27 mars 1974 relatif à la situation des enseignants de nationalité étrangère affectés au lycée de Ferney-Voltaire ;
- 62) L'arrêté du 14 mai 1974 portant création de sections au palais de la Découverte ;

- 63) L'arrêté du 21 août 1974 portant désignation du chef du service constructeur pour les opérations d'investissement intéressant l'enseignement supérieur dans le département de l'Oise ;
- 64) L'arrêté du 27 février 1975 relatif à l'installation des organes des deux centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires de Créteil et de Versailles ;
- 65) L'arrêté du 10 juin 1975 relatif à la formation des ingénieurs de l'institut national des sciences appliquées de Rennes ;
- 66) L'arrêté du 1er août 1975 portant désignation d'une personne responsable des marchés et du chef du service constructeur des travaux affectant le lycée français de Bruxelles (Belgique) ;
- 67) L'arrêté du 1er septembre 1975 portant dispositions relatives au diplôme d'ingénieur de l'université de technologie de Compiègne ;
- 68) L'arrêté du 9 février 1976 relatif au certificat d'aptitude à l'administration des entreprises ;
- 69) L'arrêté du 11 mars 1976 portant application des dispositions de l'article 5 du décret n° 64-217 du 10 mars 1964 modifié relatif aux maîtres contractuels et agréés des établissements d'enseignement privé ;
- 70) L'arrêté du 23 août 1976 portant désignation de personnes responsables des marchés pour certaines constructions scolaires intéressant l'enfance inadaptée ;
- 71) L'arrêté du 1er février 1977 portant création de commissions départementales compétentes pour l'attribution d'exonérations de frais de pension aux élèves des écoles nationales de perfectionnement ;
- 72) L'article 6 de l'arrêté du 14 février 1977 relatif au modèle des diplômes du troisième cycle des universités délivrés dans le cadre des arrêtés du 16 avril 1974 ;
- 73) L'arrêté du 25 mars 1977 portant désignation du recteur de l'académie des Antilles et de la Guyane comme personne responsable des marchés pour les opérations d'investissement intéressant l'enseignement supérieur dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane ;
- 74) L'arrêté du 19 août 1977 portant création d'une épreuve facultative d'économie sociale et familiale dans l'ensemble des baccalauréats de technicien ;
- 75) L'arrêté du 24 février 1978 portant approbation du schéma directeur de l'informatisation de la gestion au ministère de l'Éducation ;
- 76) L'arrêté du 20 avril 1978 portant création de la commission de terminologie de la télédétection aérospatiale ;
- 77) L'arrêté du 26 juin 1978 portant création d'une option Matériaux, qualité, laboratoire dans le cadre du centre d'études supérieures des techniques industrielles ;
- 78) L'arrêté du 11 octobre 1978 relatif aux réclamations formulées contre les inscriptions ou omissions sur la liste électorale des commissions administratives paritaires ;
- 79) L'arrêté du 28 février 1979 portant désignation de personnes responsables des marchés ;
- 80) L'arrêté du 1er août 1979 portant autorisation pour un contingent d'étudiants marocains titulaires du diplôme marocain de licence en droit ou ès-sciences économiques de s'inscrire dans les universités françaises en vue des maîtrises correspondantes ;
- 81) L'arrêté du 14 mars 1980 portant délégation de pouvoirs aux recteurs ;
- 82) L'arrêté du 24 juin 1980 relatif aux commissions consultatives mixtes chargées d'exprimer un avis sur le classement et l'avancement des maîtres de l'enseignement primaire privé spécialisé ;
- 83) L'arrêté du 25 juillet 1980 relatif aux conditions de délivrance du brevet professionnel ;
- 84) L'arrêté du 22 septembre 1980 relatif à la publication et à la signalisation des documents administratifs émanant du ministère des Universités ;
- 85) L'arrêté du 13 octobre 1980 relatif à la publication et à la signalisation des documents administratifs émanant du ministère de l'Éducation ;
- 86) L'arrêté du 30 juillet 1981 portant création d'une commission de discipline à l'école nationale supérieure de céramique industrielle ;
- 87) L'arrêté du 21 janvier 1982 portant règlement pédagogique de l'école nationale supérieure de céramique industrielle ;
- 88) L'arrêté du 27 janvier 1982 relatif à la liste des documents exclus du champ de la communication en ce qui concerne le ministère de l'Éducation nationale ;
- 89) L'arrêté du 22 mars 1982 relatif à la commission pour les rentes d'accidents du travail du centre national d'enseignement par correspondance ;
- 90) L'arrêté du 16 avril 1982 relatif à l'admission directe en deuxième année de section de technicien supérieur des élèves ayant suivi l'enseignement dispensé dans les classes de technologie et mathématiques supérieures et spéciales TA ;
- 91) L'arrêté du 16 avril 1982 relatif à l'admission en deuxième année de technicien supérieur Analyses biologiques, Biochimiste, Économie sociale-familiale des élèves ayant suivi l'enseignement dispensé dans les classes de technologie et mathématiques supérieures et spéciales TB' ;
- 92) L'arrêté du 16 avril 1982 relatif à l'admission en deuxième année de section de technicien supérieur chimiste des élèves ayant suivi l'enseignement dispensé dans les classes de technologie et mathématiques supérieures et spéciales TB ;
- 93) L'arrêté du 26 novembre 1982 portant modification du taux de reversement annuel dû par les élèves-professeurs internes des écoles normales supérieures au titre de l'entretien ;

- 94) L'arrêté du 9 mai 1983 portant création, à l'administration centrale, d'un traitement automatisé d'informations nominatives ;
- 95) L'arrêté du 30 août 1983 portant création d'un comité consultatif de l'ingénierie éducative internationale ;
- 96) L'arrêté du 25 octobre 1983 portant organisation, à l'administration centrale, d'un traitement automatisé d'informations nominatives ;
- 97) L'arrêté du 23 décembre 1983 portant application aux concours de recrutement des élèves-instituteurs de la Polynésie française des dispositions de l'article 7 du décret n° 78-873 du 22 août 1978 relatif au recrutement des instituteurs ;
- 98) L'arrêté du 21 février 1984 relatif à l'examen professionnel ouvert à titre transitoire en vue de l'obtention d'un contrat ou d'un agrément définitif par les maîtres de l'enseignement privé du premier degré sous contrat et les maîtres des établissements spécialisés sous contrat simple accueillant des enfants et adolescents handicapés ;
- 99) L'arrêté du 2 mai 1984 portant désignation des personnes responsables des marchés et de leurs délégués pour des investissements imputés sur le budget du ministère de l'Éducation nationale ;
- 100) L'arrêté du 18 juin 1984 relatif aux objectifs et aux programmes pour l'enseignement de l'histoire et de la géographie à l'école primaire ;
- 101) L'arrêté du 17 juillet 1984 relatif à l'informatisation du fichier des postes mis à la disposition du service de l'informatique de gestion et des statistiques ;
- 102) L'arrêté du 5 avril 1985 fixant les conditions de délivrance du diplôme et la durée des études dans les écoles nationales d'ingénieurs de Saint-Étienne et de Tarbes ;
- 103) L'arrêté du 19 juillet 1985 fixant la liste des autorités investies du pouvoir de notation en ce qui concerne les fonctionnaires relevant de la direction des bibliothèques, des musées et de l'information scientifique et technique ;
- 104) L'arrêté du 23 juillet 1985 relatif aux formulaires d'inscription aux examens du baccalauréat du second degré et du baccalauréat de technicien ;
- 105) L'arrêté du 30 juillet 1985 fixant la liste des diplômes de l'enseignement technologique susceptibles d'être préparés en un an par la voie de l'apprentissage par les jeunes déjà titulaires d'un premier diplôme dudit enseignement ;
- 106) L'arrêté du 1er octobre 1985 fixant la liste des organisations syndicales appelées à désigner des représentants aux comités techniques paritaires académiques placés auprès des recteurs d'académie et aux comités techniques paritaires départementaux placés auprès des inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'Éducation nationale et le nombre de sièges attribués à chacune d'entre elles ;
- 107) L'arrêté du 5 décembre 1985 fixant la liste des systèmes d'exploitation et des langages pour l'organisation de certains concours et examens portant sur le traitement de l'information relevant du ministère de l'Éducation nationale ;
- 108) L'arrêté du 14 mars 1986 relatif aux programmes d'éducation physique et sportive des classes de seconde, première et terminale des lycées d'enseignement général et technique et des classes de première et deuxième année du cycle d'études conduisant au baccalauréat professionnel ;
- 109) L'arrêté du 16 juillet 1986 fixant les conditions de délivrance du diplôme et la durée des études de l'école nationale d'ingénieurs de Metz ;
- 110) L'arrêté du 9 octobre 1986 portant création d'un traitement automatisé d'informations nominatives relatif à la gestion des GRETA (gestion administrative et pédagogique des stagiaires, gestion de l'activité des formateurs, fichier des entreprises) ;
- 111) L'arrêté du 22 mai 1987 portant création d'une commission consultative spécifique compétente à l'égard des agents sur contrat relevant de la direction des bibliothèques, des musées et de l'information scientifique et technique ;
- 112) L'arrêté du 31 juillet 1987 portant délégation des pouvoirs du ministre de l'Éducation nationale aux recteurs d'académie en matière d'avancement des chargés d'enseignement de l'éducation physique et sportive ;
- 113) L'arrêté du 6 août 1987 relatif au développement de l'informatique, de la bureautique et des réseaux de communication au sein du ministère de l'Éducation nationale ;
- 114) L'arrêté du 6 octobre 1987 fixant la liste des sections prévues par l'article 38 du décret du 12 mars 1986 portant statuts du corps des astronomes et physiciens et du corps des astronomes adjoints et physiciens adjoints ;
- 115) L'arrêté du 29 octobre 1987 portant création d'un traitement automatisé d'informations nominatives relatif à l'organisation de jeux télématiques ;
- 116) L'arrêté du 11 janvier 1988 fixant les conditions dans lesquelles les établissements d'enseignement public peuvent être habilités par le recteur à mettre en œuvre le contrôle continu pour tout ou partie des formations qu'ils dispensent ;
- 117) L'arrêté du 11 janvier 1988 fixant les conditions dans lesquelles les établissements d'enseignement privés sous contrat peuvent être habilités par le recteur à mettre en œuvre le contrôle continu pour tout ou partie des formations qu'ils dispensent ;
- 118) L'arrêté du 11 janvier 1988 fixant les modalités de prise en compte des résultats du contrôle continu pour les candidats aux certificats d'aptitude professionnelle par la voie scolaire ;
- 119) L'arrêté du 11 janvier 1988 fixant les modalités de prise en compte des résultats du contrôle continu pour les candidats aux brevets d'études professionnelles par la voie scolaire ;
- 120) L'arrêté du 6 juin 1988 fixant les modalités de constitution des jurys pour la délivrance de mentions complémentaires ;

- 121) L'arrêté du 26 juillet 1988 fixant les modalités d'accès par concours des maîtres contractuels ou agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat à l'échelle de rémunération de professeur de lycée professionnel du 1er grade ;
- 122) L'arrêté du 8 août 1988 portant création d'un traitement automatisé d'informations nominatives pour communiquer les résultats des concours de recrutement par Minitel ;
- 123) L'arrêté du 5 janvier 1989 portant délégation de pouvoirs du ministre de l'Éducation nationale aux recteurs d'académie pour la nomination des assistants étrangers de langues vivantes ;
- 124) L'arrêté du 24 janvier 1989 relatif à la diffusion par « EDUTEL » des résultats des permutations d'instituteurs à destination des inspections académiques ;
- 125) L'arrêté du 3 avril 1989 fixant les conditions de délivrance du brevet d'études professionnelles et du certificat d'aptitude professionnelle par la voie des unités capitalisables ;
- 126) L'arrêté du 10 mai 1989 relatif à la commission prévue à l'article 3 du décret n° 84-718 du 17 juillet 1984 relatif aux conditions exceptionnelles d'accès d'enseignants non titulaires en fonctions à l'étranger au corps de professeur d'enseignement général de collège ;
- 127) L'arrêté du 19 mars 1990 relatif à l'établissement d'une grille de notation des enseignants du second degré affectés dans l'enseignement supérieur ;
- 128) L'arrêté du 26 octobre 1990 portant création du centre de liaison et d'information pour le développement des échanges européens concernant les enseignements techniques et professionnels - Euclide ;
- 129) L'arrêté du 11 décembre 1990 relatif à la commission de recours compétente en matière d'attribution de primes pédagogiques à certains personnels de l'enseignement supérieur ;
- 130) L'arrêté du 8 novembre 1991 fixant la liste des commissions, conseils, comités et autres organismes consultatifs du ministère de l'Éducation nationale prévus à l'article 3 du décret n° 90-437 du 28 mai 1990 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'État, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés ;
- 131) L'arrêté du 10 mars 1992 fixant les conditions de vérification de l'aptitude pédagogique des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat reçus aux concours d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs certifiés, des professeurs d'éducation physique et sportive et des professeurs de lycée professionnel du 2ème grade ;
- 132) L'arrêté du 19 mars 1992 fixant les modalités d'organisation du concours de recrutement et de l'examen professionnel des agents des services techniques de l'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale ;
- 133) L'arrêté du 19 mars 1992 fixant les modalités d'organisation du concours de recrutement et de l'examen professionnel des agents des services techniques des services extérieurs du ministère de l'Éducation nationale ;
- 134) L'arrêté du 6 juillet 1992 relatif à la production et à la diffusion du Bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale et de ses publications annexes par le Centre national de documentation pédagogique ;
- 135) L'arrêté du 4 mars 1993 relatif aux modalités d'organisation des concours internes d'accès aux corps des professeurs et des professeurs techniques adjoints et chefs de travaux pratiques de l'École nationale supérieure d'arts et métiers prévus par l'article 6 du décret n° 93-95 du 19 janvier 1993 ;
- 136) L'arrêté du 11 mai 1993 habilitant l'université française du Pacifique à délivrer un diplôme d'études universitaires générales « réo-maohi » ;
- 137) L'arrêté du 23 juillet 1993 fixant les modalités d'organisation du concours de recrutement et de l'examen professionnel des ouvriers professionnels d'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale dans la spécialité Installation sanitaire et thermique, classée dans la branche d'activité Maintenance des bâtiments ;
- 138) L'arrêté du 23 juillet 1993 fixant les modalités d'organisation du concours de recrutement et de l'examen professionnel des ouvriers professionnels d'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale dans la spécialité Aménagement et finition, classée dans la branche d'activité Maintenance des bâtiments ;
- 139) L'arrêté du 23 juillet 1993 fixant les modalités d'organisation du concours de recrutement et de l'examen professionnel des ouvriers professionnels d'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale dans la spécialité Menuiserie en bâtiment et en agencement, classée dans la branche d'activité Maintenance des bâtiments ;
- 140) L'arrêté du 23 juillet 1993 fixant les modalités d'organisation du concours de recrutement et de l'examen professionnel des ouvriers professionnels d'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale dans la spécialité Électricité, électrotechnique, classée dans la branche d'activité Maintenance des bâtiments ;
- 141) L'arrêté du 23 juillet 1993 fixant les modalités d'organisation des concours externe et interne de recrutement des maîtres ouvriers d'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale dans la spécialité Aménagement et finition, classée dans la branche d'activité Maintenance des bâtiments ;
- 142) L'arrêté du 23 juillet 1993 fixant les modalités d'organisation des concours externe et interne de recrutement des maîtres ouvriers d'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale dans la spécialité Installation sanitaire et thermique, classée dans la branche d'activité Maintenance des bâtiments ;
- 143) L'arrêté du 23 juillet 1993 fixant les modalités d'organisation des concours interne et externe de recrutement des maîtres ouvriers d'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale dans la spécialité Menuiserie en bâtiment et en agencement, classée dans la branche d'activité Maintenance des bâtiments ;

- 144) L'arrêté du 23 juillet 1993 fixant les modalités d'organisation des concours externe et interne de recrutement des maîtres ouvriers d'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale dans la spécialité Electricité, électrotechnique, classée dans la branche d'activité Maintenance des bâtiments ;
- 145) L'arrêté du 24 janvier 1994 relatif aux groupes d'experts de la mission scientifique et technique ;
- 146) L'arrêté du 7 février 1995 relatif à la création et à la composition d'une commission pour l'audiovisuel ;
- 147) L'arrêté du 8 février 1995 portant approbation du règlement intérieur du comité technique paritaire central du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ;
- 148) L'arrêté du 4 avril 1995 fixant les modalités d'organisation du concours externe et du concours interne d'accès au corps des conservateurs des musées d'histoire naturelle et des musées d'établissements d'enseignement supérieur ;
- 149) L'arrêté du 3 juillet 1995 définissant les objectifs de formation et le programme de la classe préparatoire aux écoles nationales vétérinaires ;
- 150) L'arrêté du 22 novembre 1995 relatif aux programmes de la classe de sixième des collèges ;
- 151) L'arrêté du 24 juin 1996 relatif à la représentation syndicale à l'Union nationale du sport scolaire ;
- 152) L'arrêté du 9 avril 1997 relatif à l'attestation d'études délivrée en fin d'année aux étudiants des classes préparatoires aux grandes écoles ;
- 153) L'arrêté du 24 avril 1997 portant approbation de la convention créant des centres régionaux associés au Conservatoire national des arts et métiers de Bourgogne ;
- 154) L'arrêté du 9 juillet 1997 portant création d'un comité de suivi de la réforme des premier et deuxième cycles universitaires ;
- 155) L'arrêté du 11 août 1997 relatif à la composition du comité consultatif de l'établissement public du campus de Jussieu ;
- 156) L'arrêté du 11 septembre 1997 relatif aux organisations syndicales aptes à désigner des représentants au comité d'hygiène et de sécurité de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions ;
- 157) L'arrêté du 7 mai 1998 fixant la procédure applicable au recrutement des professeurs des universités et des maîtres de conférences par concours ouverts par établissement et à la procédure d'inscription sur les listes de qualification à ces fonctions ;
- 158) L'arrêté du 14 mai 1998 relatif au comité technique paritaire central du Centre international d'études pédagogiques ;
- 159) L'arrêté du 10 juillet 1998 portant habilitation de l'université Paris-XI à délivrer un titre d'ingénieur diplômé ;
- 160) L'arrêté du 15 juillet 1998 relatif au comité consultatif du développement technologique ;
- 161) L'article 2 de l'arrêté du 30 juillet 1998 portant transformation de laboratoires de l'École pratique des hautes études ;
- 162) L'arrêté du 1er septembre 1998 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission de sélection prévue par l'article 18-1 du décret n° 64-217 du 10 mars 1964 relatif aux maîtres contractuels et agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat ;
- 163) L'arrêté du 21 juin 2000 fixant la liste des commissions prévue à l'article 3 du décret n° 90-437 du 28 mai 1990 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge de l'État.
- Article 2** - Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 1er décembre 2009

Le ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du Gouvernement,
Luc Chatel

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
Valérie Pécresse

Organisation générale

Simplification administrative

Abrogation de circulaires et notes de service relatives à l'Éducation nationale, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

NOR : MENG0926957C
circulaire n° 2009-185 du 7-12-2009
MEN - SG

Texte adressé aux rectrices et recteurs d'académie ; aux vice-recteurs des collectivités d'outre-mer et de la Nouvelle-Calédonie ; au chef du service de l'enseignement de Saint-Pierre-et-Miquelon ; au directeur du service interacadémique des examens et concours de l'Ile-de-France ; aux président(e)s d'université et directrices et directeurs d'établissement public d'enseignement supérieur ; aux président(e)s et directeurs d'établissement public à caractère scientifique et technologique ; aux directrices et directeurs généraux et directrices et directeurs d'établissement public à caractère administratif ; aux inspectrices et inspecteurs d'académie, directrices et directeurs des services départementaux de l'Éducation nationale ; aux inspectrices et inspecteurs de l'Éducation nationale ; aux chefs d'établissement public local d'enseignement ; aux directrices et directeurs d'école

Dans un souci de simplification administrative, la présente circulaire porte abrogation de plus de un millier de circulaires, instructions, notes de service ou notes, devenues obsolètes. Vous en trouverez la liste en annexe. Cette mesure a pour effet de réduire de moitié le nombre de circulaires de nos deux départements ministériels figurant au Recueil des Lois et Règlements.

Pour l'avenir, nous invitons chaque direction ou service de l'administration centrale à procéder, de façon systématique, à la faveur de toute nouvelle publication de texte, aux abrogations rendues nécessaires par l'adoption de nouvelles règles. Cette démarche a pour objectif d'améliorer la sécurité juridique et l'accessibilité du droit, conformément au principe d'égalité devant la loi.

Le ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du Gouvernement,
Luc Chatel
La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
Valérie Pécresse

Annexe

Sont abrogées :

- La circulaire du 14 avril 1855 relative à l'inspection annuelle des établissements libres d'instruction secondaire
- L'instruction du 9 juin 1860 pour l'exécution du décret relatif aux dénominations de lycée et collège
- La circulaire du 24 juillet 1875 relative au cumul des fonctions d'instituteur communal et de secrétaire de mairie
- La circulaire du 20 décembre 1892 relative aux requêtes adressées au ministre par les fonctionnaires de l'instruction publique
- La circulaire du 2 août 1901 relative aux certificats de stage
- La circulaire du 15 novembre 1901 relative aux certificats de stage pour l'enseignement secondaire libre
- La circulaire du 11 février 1903 relative à l'ouverture des écoles primaires privées
- La circulaire du 15 mars 1934 relative à l'application du titre IV de la loi du 25 juillet 1919
- La circulaire du 11 mai 1939 relative aux écoles primaires privées dirigées par des ressortissants étrangers
- La circulaire n° 77 du 5 octobre 1944 relative à la diffusion des circulaires et instructions par la voie du Bulletin-abonnements
- La circulaire n° 78 du 5 octobre 1944 relative à la diffusion des circulaires et instructions par la voie du Bulletin-abonnements
- La circulaire du 20 novembre 1944 relative à la protection des élèves contre les accidents
- La circulaire du 12 décembre 1945 relative à la visite médicale d'admission dans les écoles et les centres médico-scolaires
- La circulaire du 21 janvier 1948 relative au dépistage de la tuberculose
- L'instruction ministérielle du 1er novembre 1948 précisant les conditions à remplir pour être proposé à la nomination aux différents grades de la Légion d'Honneur
- La circulaire n° 1541/1 du 21 février 1950 relative aux accidents survenus aux élèves de l'enseignement technique
- La circulaire du 22 mars 1950 portant lettre rectificative à l'instruction ministérielle du 1er novembre 1948 précisant les conditions à remplir pour être proposé à la nomination aux différents grades de la Légion d'Honneur
- La note de service du 27 juin 1951 relative à la reconnaissance d'emplois d'instituteurs affectés aux œuvres scolaires, post et périscolaires
- La circulaire du 2 novembre 1951 relative au remboursement des frais de voyage et de séjour des professeurs accompagnant des élèves à l'étranger
- La circulaire du 10 janvier 1952 relative à l'application du décret n° 50-133 du 20 janvier 1950
- La circulaire n° 1966 du 21 janvier 1952 relative à la prévention des accidents
- La circulaire du 17 mars 1952 relative à la régularité des dépenses imputées au budget de l'Éducation nationale
- La circulaire du 2 juillet 1952 relative à l'enseignement du secourisme
- La circulaire n° 2129/5 B du 28 août 1952 relative à la session annuelle des brevets professionnels
- La circulaire du 28 novembre 1952 relative à l'avancement des instituteurs et des institutrices affectés aux œuvres scolaires, post et périscolaires
- La circulaire n° 2281 du 17 avril 1953 relative à l'apurement par les trésoriers payeurs généraux des comptes des établissements d'enseignement technique
- La circulaire du 23 juin 1953 relative à l'attribution des congés aux fonctionnaires de l'enseignement du second degré en service dans les DOM
- La circulaire du 15 novembre 1954 relative à la régularisation de la situation, au regard du régime général des assurances sociales, des fonctionnaires ayant quitté leur service sans droit à pension
- La circulaire n° 2615 du 4 janvier 1955 relative à la prévention des accidents
- La circulaire du 19 janvier 1955 relative aux subventions aux établissements privés d'enseignement secondaire
- La circulaire du 22 février 1955 relative au mouvement du personnel de l'enseignement primaire
- La circulaire du 25 mai 1955 relative à l'affiliation à la sécurité sociale des fonctionnaires quittant leur service sans droit à pension ni rente viagère
- La circulaire du 1er juin 1955 relative au contrôle médical des maîtres des écoles maternelles
- La circulaire du 12 octobre 1955 relative à l'indemnité forfaitaire spéciale en faveur des personnels enseignants
- La circulaire du 29 novembre 1955 relative à l'indemnité forfaitaire spéciale en faveur des personnels enseignants
- La circulaire du 11 juillet 1956 relative à l'administration de divers personnels
- La circulaire SSU-3/L 75 du 1er août 1956 relative au contrôle radiologique annuel pour le dépistage de la tuberculose chez le personnel enseignant, administratif, de surveillance et de service des établissements d'enseignement publics et privés
- La circulaire du 20 décembre 1956 relative aux accidents pouvant survenir aux élèves internes et externes
- La circulaire du 16 janvier 1957 relative au régime général des écoles de plein air avec demi-internat
- La circulaire DAG/6 n° 30 du 18 janvier 1957 relative à l'accélération du règlement des dépenses de matériel de l'État
- La circulaire n° 3072 du 19 février 1957 relative à la prévention des accidents du travail dans les centres d'apprentissage
- La circulaire du 23 février 1957 relative au mouvement du personnel de l'enseignement du premier degré
- La circulaire n° 3115 du 30 mars 1957 relative aux accidents aux yeux

- La circulaire du 16 octobre 1957 relative aux retenues pour pensions civiles des instituteurs délégués dans les fonctions de maître auxiliaire d'éducation physique et sportive dans les cours complémentaires
- La circulaire du 4 février 1958 relative à la carte d'identité officielle et à la carte d'entrée dans les musées et les monuments historiques
- La circulaire du 25 avril 1958 relative aux visites d'anciens élèves dans les établissements d'enseignement technique
- La circulaire du 26 avril 1958 relative aux personnels d'enseignement technique des écoles nationales de perfectionnement
- La circulaire du 23 mai 1958 relative aux personnels d'enseignement professionnel des écoles nationales de perfectionnement
- La circulaire du 7 août 1958 relative à la libération des logements de fonctions lors de l'admission à la retraite
- La circulaire du 28 août 1958 relative aux conditions d'inscription aux brevets professionnels pour les malades en établissement de cure ou de postcure
- La circulaire n° 112 du 6 novembre 1958 relative à la mutation des fonctionnaires de l'administration académique
- La circulaire du 6 janvier 1959 relative à la nouvelle réglementation du régime des bourses dans l'enseignement du second degré
- La circulaire du 10 février 1959 relative à l'attribution des palmes académiques
- La circulaire du 5 mars 1959 relative au mouvement du personnel
- La circulaire du 13 mars 1959 relative à l'affiliation rétroactive au régime général des fonctionnaires quittant le service sans droit à pension
- La circulaire n° EPS/1 du 27 avril 1959 relative à la déconcentration de la gestion des crédits des associations sportives
- La circulaire du 6 mai 1959 relative à l'admission à la retraite du personnel de l'enseignement du premier degré
- La circulaire du 8 juin 1959 relative à l'ordonnement des traitements de septembre 1959 des fonctionnaires mutés
- La circulaire du 12 juin 1959 relative à la réorganisation de l'année universitaire
- La circulaire du 8 juillet 1959 relative au règlement des problèmes posés par la fixation de la date de la rentrée scolaire au 15 septembre
- La circulaire du 15 juillet 1959 relative à l'aménagement de la semaine et de la journée scolaires
- La circulaire du 1er octobre 1959 relative aux concessions de logements dans les établissements d'enseignement
- La circulaire du 10 octobre 1959 relative à la validation pour la retraite du séjour effectué à l'école normale primaire en qualité d'auditeur
- La circulaire du 18 novembre 1959 relative à l'inscription des candidats aux brevets professionnels
- La circulaire du 4 décembre 1959 relative à la situation des auxiliaires de service en congé de maladie ou en congé annuel
- La circulaire du 8 décembre 1959 relative à l'habilitation des établissements d'enseignement secondaire à recevoir des boursiers nationaux
- La circulaire du 13 janvier 1960 relative à la production des états de proposition d'admission à la retraite et d'honorariat pour les fonctionnaires de la jeunesse et des sports
- La circulaire du 13 janvier 1960 relative au personnel contractuel de l'enseignement supérieur
- La circulaire du 2 mars 1960 relative au mouvement du personnel de l'enseignement primaire
- La circulaire du 13 mai 1960 relative à la prévention des accidents du travail
- La circulaire du 17 août 1960 relative aux sujétions auxquelles sont soumis les professeurs des facultés de droit et de sciences économiques exerçant la profession d'avocat
- La circulaire du 23 septembre 1960 relative au cycle d'observation
- La circulaire du 30 septembre 1960 relative au concours prêté par les membres de l'enseignement supérieur aux États étrangers et aux États membres de la communauté
- La circulaire du 19 octobre 1960 relative à la comptabilité des opérations relatives au fonctionnement des centres d'accueil organisés dans les établissements d'enseignement
- La circulaire du 20 octobre 1960 relative à l'admissibilité à l'agrégation
- La circulaire n° 3738 du 5 novembre 1960 relative à la prévention des accidents du travail dans l'enseignement technique
- La circulaire du 19 novembre 1960 relative à l'application de l'article 2 de l'arrêté du 8 août 1960
- La circulaire du 21 novembre 1960 relative au cycle d'observation
- La circulaire du 24 novembre 1960 relative à la comptabilité des centres d'accueil des établissements d'enseignement public
- La circulaire du 29 novembre 1960 relative aux actions judiciaires concernant les établissements publics nationaux d'enseignement
- La circulaire du 12 décembre 1960 relative au concours de la journée européenne des écoles
- La circulaire du 28 décembre 1960 relative aux établissements privés recevant des enfants déficients ou inadaptés
- La circulaire du 12 janvier 1961 relative au service du personnel administratif non logé
- La circulaire du 27 janvier 1961 relative à la généralisation du régime des bourses dit des parts unitaires
- La circulaire du 8 février 1961 relative aux rapports entre l'État et les établissements d'enseignement privé. Instruction des demandes de contrats
- La circulaire du 20 février 1961 relative à la règle de paiement après service fait

La circulaire du 8 mars 1961 relative à l'indemnité pour travaux supplémentaires des aides de laboratoire des centres pédagogiques régionaux

La circulaire du 15 mars 1961 relative aux conséquences, en matière de rémunération, de la mutation d'un fonctionnaire

La circulaire du 22 mars 1961 portant autorisation d'absence des élèves pour la participation aux compétitions départementales de l'association sportive scolaire

La circulaire du 5 mai 1961 relative aux frais de mission à l'étranger

La circulaire du 9 mai 1961 relative à la protection sociale de l'enfance en danger

La circulaire du 18 mai 1961 relative à l'organisation des épreuves du baccalauréat

La circulaire du 27 juin 1961 relative à la mise en disponibilité des fonctionnaires exerçant dans un établissement scolaire

La circulaire du 8 juillet 1961 relative à la dénomination du titre d'ingénieur

La circulaire du 24 août 1961 relative aux conditions de travail des instituteurs dans les établissements privés recevant des enfants déficients ou inadaptés.

La circulaire du 24 septembre 1961 portant interdiction des caisses occultes dites noires dans les lycées municipaux

La circulaire du 7 octobre 1961 relative aux règles de gestion des caisses de solidarité dans les lycées municipaux dépourvus d'agent spécial ou d'économiste

La circulaire du 20 octobre 1961 relative aux rémunérations des médecins praticiens payés à l'acte

La circulaire n° 688 du 19 décembre 1961 relative à l'attribution des bourses nationales pour l'année scolaire 1962-1963

La circulaire du 8 janvier 1962 relative aux sanctions à l'encontre du personnel enseignant refusant de se présenter aux examens de contrôle médical

La circulaire du 13 janvier 1962 portant application aux établissements publics d'enseignement de l'instruction du 18 septembre 1961 relative à l'unification des modèles d'imprimés à utiliser pour le mandatement des dépenses de l'État

La circulaire du 18 janvier 1962 relative aux attributions des recteurs

La circulaire du 10 février 1962 relative à la reconstitution des inventaires du mobilier et du matériel dans les établissements d'enseignement classique et moderne

La circulaire du 27 février 1962 relative aux mesures de précaution contre le vol dans les bureaux d'intendance ou d'économat des établissements d'enseignement

La circulaire du 12 mars 1962 relative à l'utilisation par les établissements d'enseignement public des locaux des colonies de vacances

La circulaire du 12 avril 1962 relative aux prêts pour l'amélioration de l'habitat

La circulaire du 9 mai 1962 relative à l'interdiction d'accéder aux demandes des antiquaires

La circulaire du 28 juin 1962 relative à la situation des auxiliaires

La circulaire du 11 juillet 1962 relative à la collaboration entre les services médicaux et sociaux et les centres d'information et d'orientation

La circulaire du 18 juillet 1962 portant application du décret n° 62-217 du 26 février 1962 concernant la prolongation d'activité au-delà de la limite d'âge des instituteurs, des directeurs d'écoles élémentaires, des professeurs et des directeurs de collèges d'enseignement général

La circulaire du 6 septembre 1962 relative à la coordination entre les activités des conseillers d'orientation et celles des psychologues scolaires

La circulaire du 7 septembre 1962 relative à la suppléance des agents de service affectés dans les établissements scolaires

La circulaire du 13 septembre 1962 relative à l'approvisionnement en timbres-poste des services ne disposant pas de la franchise postale

La circulaire du 17 septembre 1962 portant échelonnement indiciaire des adjoints d'enseignement

La circulaire du 19 septembre 1962 relative à la prévention des accidents du travail des élèves des établissements publics d'enseignement technique travaillant aux machines-outils

La note du 15 novembre 1962 relative à l'émission des ordres de reversement, titres de perception et titres de réduction

La circulaire du 27 décembre 1962 relative au recrutement et au contrôle pédagogique du personnel des écoles recevant des enfants déficients ou inadaptés

La circulaire du 25 février 1963 relative à l'application aux établissements publics d'enseignement de l'instruction du 18 septembre 1961 relative à l'unification des modèles d'imprimés à utiliser pour le mandatement des dépenses de l'État

La circulaire du 14 mars 1963 relative aux concessions de logement

La circulaire du 26 avril 1963 fixant les conditions de délivrance des titres d'agent technique breveté et de technicien breveté

La circulaire du 3 juillet 1963 relative à la comptabilité du magasin des marchandises et denrées consommables

La circulaire du 14 octobre 1963 relative à la prévention des accidents dans l'usage des échelles en bois

La circulaire du 23 octobre 1963 relative à la retenue pour heures supplémentaires non assurées du fait de la grève

La circulaire du 31 octobre 1963 relative aux rémunérations accordées à certains personnels à l'occasion de travaux extraordinaires

La circulaire du 15 novembre 1963 relative à la liquidation, au mandatement et au contrôle des traitements des personnels des services extérieurs

La circulaire du 15 novembre 1963 relative au certificat pratique de langue française (premier degré), au diplôme d'études françaises (deuxième degré) et au diplôme supérieur d'études françaises réservés aux étudiants étrangers

La circulaire du 11 décembre 1963 portant habilitation des établissements d'enseignement secondaire privés à recevoir des boursiers nationaux

La circulaire du 23 décembre 1963 relative à l'aide financière de l'État aux établissements d'enseignement privés

La circulaire du 10 janvier 1964 relative aux retenues pour pensions civiles des fonctionnaires titulaires de l'État exerçant dans des établissements d'enseignement privés sous contrat

La circulaire du 22 janvier 1964 relative à l'emploi des élèves à des tâches non prévues par leur programme d'enseignement

La circulaire n° 64-64 du 7 février 1964 relative au recrutement de contractuels pour les services de l'administration académique

La circulaire du 7 février 1964 relative à la rémunération des aides de laboratoire pour travaux supplémentaires

L'instruction n° 4 du 19 février 1964 relative à la codification des établissements placés sous l'autorité du ministère de l'Éducation nationale

La circulaire n° 64-105 du 24 février 1964 relative au changement d'affectation des fonctionnaires de l'administration universitaire entre des services d'administration universitaire installés dans une même ville

La circulaire n° 450 du 25 mars 1964 relative à l'accueil des étudiants des départements d'outre-mer

L'instruction du 1er avril 1964 sur l'établissement des situations d'emploi des crédits délégués

La circulaire n° 64-196 du 17 avril 1964 portant habilitation des établissements privés sous contrat à recevoir des boursiers nationaux

La circulaire du 29 mai 1964 relative au classement des maîtres en fonctions dans les établissements d'enseignement privés sous contrat

La circulaire n° 64-276 du 8 juin 1964 relative aux bourses aux étudiants andorrans de formation française désireux de poursuivre des études en France

La circulaire n° 64-282 du 15 juin 1964 relative au droit à pension des instituteurs détachés

La circulaire n° 64-365 du 27 août 1964 portant application de la circulaire ministérielle du 3 décembre 1963 relative à la nouvelle structure budgétaire des établissements scolaires

La circulaire n° 64-450 du 24 novembre 1964 relative à la validation pour la retraite des services accomplis dans les cadres locaux d'Algérie

La circulaire n° 64-486 du 10 décembre 1964 relative aux modalités de paiement des bourses aux élèves des lycées et collèges ayant l'autonomie financière

La circulaire n° 65-33 du 25 janvier 1965 portant application de l'instruction de 1er décembre 1964 sur le mandatement des cotisations de sécurité sociale

La circulaire n° 65-152 du 5 avril 1965 relative à l'intérêt présenté pour la formation et l'information des gestionnaires des établissements de l'Éducation nationale par les activités de l'association pour le perfectionnement des achats dans les services publics

La circulaire n° 65-166 du 12 avril 1965 relative à la présentation des propositions d'admission à la retraite des instituteurs

La note n° 65-173 du 15 avril 1965 relative à la validation des services de stagiaire

La circulaire n° 65-237 du 10 juin 1965 relative aux modalités de paiement des bourses

La circulaire du 11 juin 1965 relative à la prolongation d'activité

La circulaire n° 65-253 du 23 juin 1965 portant notification de l'immatriculation au fichier central des établissements publics de second degré

La circulaire n° 65-270 du 7 juillet 1965 relative à la responsabilité pécuniaire des comptables publics

La circulaire n° 65-287 du 15 juillet 1965 relative aux autorisations de diriger ou d'enseigner dans des cours privés professionnels ou de perfectionnement

La circulaire n° 65-305 du 9 août 1965 relative à l'organisation des services d'enseignement dans les établissements d'enseignement privés sous contrat

La note n° 65-306 du 9 août 1965 relative au recouvrement des retenues pour pension civile des fonctionnaires placés en position de détachement dans un emploi conduisant à pension du régime général des retraites

La circulaire n° 65-322 du 23 août 1965 relative au reclassement des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat

La circulaire n° 65-348 du 21 septembre 1965 relative aux modalités de scolarisation des enfants inadaptés

La circulaire n° 65-390 du 28 octobre 1965 relative aux modalités de règlement du traitement des personnels

La circulaire n° 65-393 du 29 octobre 1965 relative à l'inspection et à la notation du personnel enseignant des collèges d'enseignement secondaire

La circulaire n° 66-05 du 5 janvier 1966 relative aux enseignements d'adaptation et aux bourses

La circulaire n° 66-08 du 7 janvier 1966 relative aux collèges d'enseignement secondaire

La circulaire n° 66-19 du 20 janvier 1966 portant application de l'article 2 du décret n° 60-386 du 22 avril 1960

La circulaire n° 66-41 du 31 janvier 1966 relative au fichier central des établissements

La circulaire n° 66-105 du 11 mars 1966 relative au fichier central des établissements

La circulaire n° 66-131 du 29 mars 1966 relative à la prolongation d'activité

La circulaire n° 66-133 du 30 mars 1966 relative au mouvement des instituteurs
La circulaire n° 66-238 du 21 juin 1966 portant application de la loi du 31 décembre 1959 pour ce qui concerne l'indemnité des professeurs assistant aux conseils de classe
La circulaire n° 66-261 du 13 juillet 1966 relative au fichier central des établissements
La circulaire n° 66-294 du 10 août 1966 relative aux frais de déplacement des gestionnaires
La circulaire n° 66-299 du 18 août 1966 relative à la fraude sur la qualité des marchandises
La circulaire n° 66-350 du 13 octobre 1966 relative au recouvrement des cotisations à la mutuelle nationale des étudiants de France
La circulaire n° 66-369 du 28 octobre 1966 relative au fichier central des établissements
La circulaire n° 66-382 du 14 novembre 1966 relative à la sécurité sociale des membres non fonctionnaires des jurys d'examen
La circulaire n° VI-67-103 du 24 février 1967 relative au régime complémentaire de retraite des maîtres des établissements d'enseignement privés
La circulaire n° IV-67-139 du 15 mars 1967 relative à la candidature au brevet professionnel
La circulaire n° VI-67-206 du 27 avril 1967 relative aux droits à congés des agents contractuels du ministère de l'Éducation nationale
La circulaire n° IV-67-229 du 18 mai 1967 relative à la situation des maîtres des établissements d'enseignement privés admis au concours de recrutement de l'enseignement du second degré
La circulaire n° IV-67-241 du 25 mai 1967 relative à l'affectation aux services budgétaires des sommes sans emploi du compte « semaine des élèves »
La circulaire n° IV-67-278 du 23 juin 1967 relative aux brevets professionnels départementaux
La circulaire n° II-67-290 du 3 juillet 1967 relative à l'interdiction de pratiques commerciales dans les établissements publics d'enseignement
La circulaire n° IV-67-416 du 16 octobre 1967 relative à la revue « Textes et documents pour la classe »
La circulaire n° II-67-418 du 17 octobre 1967 relative au fichier central des établissements
La circulaire n° IV-67-510 du 7 décembre 1967 relative à la prévention des accidents dans les laboratoires des établissements d'enseignement
La circulaire n° IV-67-530 du 27 décembre 1967 relative à l'organisation et au fonctionnement des sections d'éducation spécialisée
La circulaire du 30 janvier 1968 relative aux constructions scolaires du premier degré dans les DOM
La circulaire n° IV-68-109 du 26 février 1968 relative à l'habilitation des établissements privés sous contrat simple à recevoir des boursiers nationaux
La circulaire n° IV-68-144 du 13 mars 1968 relative au paiement des maîtres en fonction dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
La circulaire n° II-68-199 du 11 avril 1968 relative aux achats d'appareils scientifiques
La circulaire n° IV-68-220 du 26 avril 1968 relative aux risques encourus par les élèves à la sortie des classes
La circulaire n° IV-68-241 du 14 mai 1968 relative à la comptabilité patrimoniale
La circulaire n° 68-259 du 12 juin 1968 relative au régime particulier de bourses aux enfants d'agriculteurs
La circulaire n° IV-68-295 du 10 juillet 1968 relative à la protection des personnes dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques
La circulaire n° IV-68-298 du 10 juillet 1968 relative aux obligations et à la responsabilité des ordonnateurs et des agents comptables en matière d'administration financière et de comptabilité des établissements
La circulaire n° 68-335 du 28 août 1968 relative à l'émission des titres de perception pour le recouvrement des traitements, indemnités et prestations familiales versées en trop aux fonctionnaires en service dans les établissements publics nationaux d'enseignement.
La circulaire n° VI-68-368 du 25 septembre 1968 relative aux pensions dues aux fonctionnaires stagiaires radiés des cadres pour invalidité
La circulaire n° VI-68-370 du 25 septembre 1968 relative à la déconcentration de l'instruction des demandes de validation pour la retraite de services de non-titulaires
La circulaire n° VI-68-402 du 11 octobre 1968 relative au paiement des bourses aux élèves des lycées et collèges ayant l'autonomie financière
La circulaire n° VI-68-415 du 18 octobre 1968 relative à la déconcentration des bourses d'études
La circulaire n° VI-68-425 du 23 octobre 1968 relative à l'attribution des rentes d'accident du travail aux élèves bénéficiant des dispositions du livre IV du code de la sécurité sociale
La circulaire n° VI-68-432 du 30 octobre 1968 relative aux opérations locatives concernant les bureaux des inspecteurs départementaux de l'Éducation nationale
La circulaire n° IV-68-445 du 8 novembre 1968 relative au régime des élèves des classes préparatoires aux grandes écoles
La circulaire n° VI-68-489 du 3 décembre 1968 relative à l'ordonnancement des dépenses d'exercices périmés
La circulaire n° VI-68-490 du 3 décembre 1968 relative à l'ordonnancement des dépenses d'exercices périmés
La circulaire n° VI-68-493 du 6 décembre 1968 relative aux accidents du travail des élèves des instituts universitaires de technologie

La circulaire n° IV-68- 495 du 6 décembre 1968 relative à la déconcentration en matière d'ouverture des écoles techniques privées et des cours privés professionnels et de perfectionnement

La circulaire n° VI-69-22 du 20 janvier 1969 relative aux marchés publics et à la concurrence étrangère

La circulaire n° VI-69-34 du 23 janvier 1969 relative aux concessions de logement

La circulaire n° III-69-39 du 27 janvier 1969 relative au recrutement des personnels enseignants rémunérés sur les budgets de fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur

La circulaire n° II-69-57 du 4 février 1969 relative aux obligations de service de certains personnels enseignants

La circulaire n° IV-69-121 du 4 mars 1969 relative à l'impression de certains diplômes de l'enseignement technique et notamment du baccalauréat de technicien

La circulaire n° VI-69-123 du 5 mars 1969 relative à la date d'échéance des arrérages des rentes d'accidents du travail allouées aux élèves des établissements publics d'enseignement technique

La circulaire n° VI-69-151 du 19 mars 1969 relative à la notification au bureau des pensions du décès d'un fonctionnaire en service

La circulaire n° IV-69-183 du 4 avril 1969 relative à l'admission dans certaines classes de seconde du second cycle technique long

La circulaire n° III-69-215 du 16 avril 1969 relative aux indemnités pour travaux supplémentaires attribuées à certains personnels contractuels relevant de la direction des enseignements supérieurs

La circulaire n° IV-69-203 du 23 avril 1969 relative à la brochure « liste commentée du matériel scientifique »

La circulaire n° VI-69-209 du 25 avril 1969 relative aux cotisations accidents du travail applicables aux maîtres des établissements d'enseignement privés

La circulaire n° 69-728 du 5 mai 1969 relative à la participation des étudiants à la vie des établissements

La circulaire n° VI-69-234 du 13 mai 1969 relative à la réparation des accidents pouvant survenir en cours de stages aux élèves des instituts universitaires de technologie

La circulaire n° IV-69-268 du 3 juin 1969 relative à la procédure disciplinaire

La circulaire n° IV-69-292 du 17 juin 1969 relative aux équipements en matériel des établissements scolaires de second degré

La circulaire n° VI-69-313 du 2 juillet 1969 relative aux heures supplémentaires effectuées par un professeur en dehors de l'établissement d'affectation

La circulaire n° VI-69-319 du 8 juillet 1969 relative à la validation des services auxiliaires pour la retraite

La circulaire n° VI-69-380 du 9 septembre 1969 relative au régime indemnitaire du personnel administratif titulaire des services extérieurs du ministère de l'Éducation nationale en service dans les territoires d'outre-mer

La circulaire n° I-69-397 du 25 septembre 1969 relative au recrutement des personnels de surveillance

La circulaire n° VI-69-415 du 10 octobre 1969 relative à la ponctualité des candidats aux épreuves écrites des concours administratifs

La circulaire n° IV-69-444 du 30 octobre 1969 relative à l'indemnité d'usage

La circulaire n° IV-69-449 du 31 octobre 1969 relative à l'habilitation des établissements d'enseignement secondaire privés hors contrat à recevoir des boursiers nationaux

La circulaire n° IV-69-452 du 4 novembre 1969 relative au cautionnement des comptables

La circulaire n° III-69-461 du 10 novembre 1969 relative à la dispense du baccalauréat de l'enseignement du second degré en vue de l'inscription dans les universités

La circulaire n° V-69-468 du 17 novembre 1969 relative au service hebdomadaire des professeurs d'enseignement général de collège

La circulaire n° V-69-524 du 23 décembre 1969 relative au service hebdomadaire des maîtres de collège d'enseignement général

La circulaire n° IV-70-3 du 5 janvier 1970 relative au recouvrement des créances sur frais scolaires dans les établissements publics d'enseignement

La circulaire n° IV-70-95 du 13 février 1970 relative aux établissements d'enseignement privés

La circulaire n° V-70-107 du 26 février 1970 relative aux mutations d'instituteurs prononcées à titre provisoire

La circulaire n° 70-185 du 2 avril 1970 relative à la perception des frais scolaires dans les lycées et collèges

La circulaire n° 70-199 du 20 avril 1970 relative à la déconcentration

La circulaire n° 70-208 du 27 avril 1970 relative à l'admission en classe de seconde

La circulaire n° 70-214 du 5 mai 1970 relative aux épreuves orales du baccalauréat de l'enseignement de second degré

La circulaire n° 70-221 du 12 mai 1970 relative à la sécurité dans les infirmeries des établissements d'enseignement public

La circulaire n° 70-227 du 19 mai 1970 relative aux pensions civiles et militaires de retraite

La circulaire n° 70-233 du 21 mai 1970 relative aux conditions de mise à disposition et de décharge de service de certains personnels

La circulaire n° 70-234 du 22 mai 1970 relative aux dépenses relatives à l'organisation du baccalauréat

La circulaire n° 70-235 du 25 mai 1970 précisant les conditions d'application de la circulaire n° 70-233 du 21 mai 1970 relative aux conditions de mise à disposition et de décharge de service de certains personnels

La circulaire n° 70-236 du 27 mai 1970 relative au remplacement des professeurs d'enseignement général de collège

La circulaire n° 70-254 du 9 juin 1970 relative à la répartition hebdomadaire des cours susceptible de libérer le samedi après-midi

- La circulaire n° 70-296 du 17 juillet 1970 relative aux décharges de service
- La circulaire n° 70-304 du 23 juillet 1970 relative à la constitution des commissions locales de réforme pour les corps de professeurs d'enseignement général de collège
- La circulaire n° 70-312 du 30 juillet 1970 relative à la préparation des propositions d'avancement des professeurs d'enseignement général de collège
- La circulaire n° 70-349 du 1er septembre 1970 relative aux instructions relatives à l'enseignement des langues vivantes dans les lycées techniques
- La note du 10 septembre 1970 relative à l'agrégation de grammaire
- La circulaire n° 70-375 du 24 septembre 1970 relative aux accidents du travail des élèves des écoles d'ingénieurs des établissements relevant du ministère de l'Éducation nationale
- La circulaire n° 70-383 du 5 octobre 1970 relative au contrôle des machines-outils dans les établissements d'enseignement technique
- La circulaire n° 70-388 du 7 octobre 1970 relative aux concours administratifs
- La circulaire n° 70-415 du 29 octobre 1970 relative aux bourses nationales d'études du second degré aux élèves des classes des établissements d'enseignement privés sous contrat simple
- La circulaire du 3 novembre 1970 relative à la déconcentration des actes de gestion en ce qui concerne le personnel relevant du pouvoir de nomination des recteurs
- La circulaire n° 70-455 du 27 novembre 1970 relative à la situation, au regard de la sécurité sociale, des professeurs britanniques nommés en France au titre des échanges culturels
- La circulaire n° 70-487 du 21 décembre 1970 relative à l'attribution des prestations familiales du régime français aux familles frontalières dont les enfants sont placés dans un établissement situé hors de France, mais proche de la frontière
- La circulaire n° 70-495 du 28 décembre 1970 relative aux concessions de logement dans les établissements publics d'enseignement
- La circulaire n° 71-27 du 22 janvier 1971 relative à la législation sociale des moniteurs de travaux pratiques des facultés et des surveillants d'externat
- La circulaire n° 71-58 du 10 février 1971 relative à la délégation de pouvoir aux recteurs
- La circulaire n° 71-74 du 19 février 1971 relative à la situation au regard de la sécurité sociale des professeurs britanniques exerçant temporairement leur activité en France
- La circulaire n° 71-90 du 8 mars 1971 relative aux visites des élèves dans les parcs naturels régionaux et nationaux
- La circulaire n° 71-95 du 12 mars 1971 portant rappel de dispositions diverses
- La circulaire n° 71-120 du 2 avril 1971 relative à la déconcentration des admissions à la retraite des professeurs d'enseignement général de collège, des instituteurs et des instructeurs
- La note n° 2569 du 24 mai 1971 relative à l'organisation du service de surveillance et à la répartition des emplois de surveillance
- La circulaire n° 71-194 du 8 juin 1971 relative à l'information scolaire et professionnelle dans les établissements de second degré
- La circulaire n° 71-195 du 9 juin 1971 relative au changement de manuels scolaires dans les établissements
- La circulaire n° 71-229 du 9 juillet 1971 relative au paiement des rémunérations durant les congés administratifs des fonctionnaires exerçant dans les DOM ou originaires de ces départements
- Les instructions n° 71-242 du 21 juillet 1971 relatives à l'enseignement des langues vivantes dans les collèges d'enseignement technique
- La circulaire n° 71-275 du 2 septembre 1971 relative au professeur principal en classe de seconde
- La circulaire n° 71-286 du 13 septembre 1971 relative aux prestations familiales du régime français aux familles frontalières dont les enfants sont placés dans un établissement d'enseignement situé hors de France, mais proche de la frontière
- La circulaire n° 71-297 du 24 septembre 1971 relative au délai de reversement au Trésor du pécule perçu par d'anciens officiers de réserve ayant servi en situation d'activité ou d'anciens militaires non officiers de carrière, en vue de la prise en compte, dans leur pension civile de retraite, des services militaires qui avaient donné lieu au paiement de ce pécule
- La circulaire n° 71-326 du 20 octobre 1971 relative à l'attribution du diplôme d'honneur au personnel de service, au personnel de laboratoire et aux conducteurs d'automobile
- La circulaire n° 71-367 du 19 novembre 1971 relative à la rémunération des médecins chargés des examens médicaux des personnels enseignants
- La circulaire n° 72-64 du 22 février 1972 relative aux conditions et aux modalités de nomination aux emplois de sous-directeurs chargés de section d'éducation spécialisée de collège d'enseignement secondaire
- La circulaire n° 72-78 du 1er mars 1972 relative à l'usage des règles à calcul et des tables numériques lors des examens de l'enseignement du second degré
- La circulaire n° 72-103 du 7 mars 1972 relative à la coordination entre les activités des conseillers d'orientation et celles des psychologues scolaires
- La circulaire n° 72-109 du 10 mars 1972 portant indications générales sur la réforme du cycle pratique
- La circulaire n° 72-122 du 15 mars 1972 relative à la procédure de mandatement sans délégation préalable de crédits

- La circulaire n° 72-136 du 29 mars 1972 relative au système d'information relatif aux emplois du temps et aux services d'enseignement des établissements publics du second degré, des écoles normales d'instituteurs et des écoles normales nationales d'apprentissage
- La circulaire n° 72-174 du 20 avril 1972 relative à l'indemnité spéciale attribuée aux professeurs d'enseignement général de collège et aux instituteurs en fonction dans les CEG et les CES
- La circulaire n° 72-198 du 8 mai 1972 relative aux demandes d'ineat
- La circulaire n° 72-223 du 31 mai 1972 relative aux modalités d'attribution des aides financières accordées aux stagiaires de formation professionnelle en stage de promotion
- La circulaire n° 72-233 du 15 juin 1972 relative à l'enseignement du néerlandais dans les établissements du second degré
- La circulaire n° 72-240 du 20 juin 1972 relative à la mise en œuvre de la formation continue des instituteurs
- La circulaire n° 72-278 bis du 22 juin 1972 relative aux autorisations d'absence
- La circulaire n° 72-249 du 26 juin 1972 relative à la sensibilisation aux problèmes de l'environnement au niveau de l'enseignement préélémentaire
- La circulaire n° 72-266 du 3 juillet 1972 relative à la responsabilité des chefs d'établissement en cas d'accidents imputables au port de lunettes
- La circulaire n° 72-267 du 4 juillet 1972 relative aux bourses nationales d'études du second degré
- La circulaire n° 72-270 du 5 juillet 1972 relative aux classes préprofessionnelles de niveau
- La circulaire n° 72-338 du 15 septembre 1972 relative aux rapports entre les représentants de l'Éducation nationale et la presse
- La circulaire n° 72-343 du 19 septembre 1972 relative à la liquidation et au paiement des bourses nationales d'études du second degré
- La circulaire n° 72-356 du 2 octobre 1972 relative aux indemnités susceptibles d'être attribuées aux personnels enseignants des établissements de second degré
- La circulaire n° 72-378 du 12 octobre 1972 relative aux diplômés dont les titulaires ont changé d'état civil
- La circulaire n° 72-379 du 12 octobre 1972 relative aux modalités d'accueil des élèves demi-pensionnaires dans les lycées et collèges nationaux et à la perception des frais scolaires
- La circulaire n° 72-408 du 30 octobre 1972 relative aux conférences d'information sur les questions militaires dans les établissements scolaires
- La circulaire n° 72-458 du 27 novembre 1972 relative au paiement des personnels nouvellement nommés dans les enseignements supérieurs
- La circulaire n° 72-460 du 27 novembre 1972 relative au livret scolaire
- La circulaire n° 72-462 du 30 novembre 1972 relative aux recherches et aux expériences pédagogiques dans les établissements scolaires
- La circulaire n° 72-474 du 4 décembre 1972 relative à l'enseignement du français à l'école élémentaire
- La circulaire n° 72-490 du 12 décembre 1972 portant application du décret n° 72-583 du 4 juillet 1972 relatif au statut particulier des adjoints d'enseignement
- La circulaire n° 72-491 du 15 décembre 1972 relative à la rémunération des cours donnés par des personnels des enseignements supérieurs dans des établissements du second degré
- La circulaire n° 72-1083 et 72-511 bis du 28 décembre 1972 relative à l'affectation temporaire de personnels de l'enseignement supérieur au Centre national de la recherche scientifique et de personnels du Centre national de la recherche scientifique à des fonctions d'enseignement
- La circulaire n° 73-027 du 12 janvier 1973 relative à l'enseignement du français dans les collèges d'enseignement technique
- La circulaire n° 73-043 du 22 janvier 1973 relative aux protocoles d'accord avec des établissements à statut juridique privé
- La circulaire n° 73-129 du 9 mars 1973 portant instruction permanente relative à la notation administrative des professeurs agrégés, certifiés et assimilés, des chargés d'enseignement, des professeurs techniques adjoints de lycée technique et des personnels enseignants des écoles normales nationales d'apprentissage
- La circulaire n° 73-136 du 12 mars 1973 relative au compte financier des établissements scolaires publics pour l'exercice 1972
- La circulaire n° 73-137 du 12 mars 1973 relative à la comptabilité patrimoniale
- La circulaire n° 73-203 du 19 avril 1973 relative à la médecine de soins dans les établissements scolaires
- La circulaire n° 73-220 du 4 mai 1973 relative à la procédure d'octroi des congés de longue durée
- La circulaire n° 73-235 du 18 mai 1973 relative à l'indemnité forfaitaire spéciale
- La circulaire n° 73-243 du 24 mai 1973 relative aux bourses nationales du second degré
- L'instruction n° 73-246 du 28 mai 1973 relative à l'enseignement de l'histoire et de la géographie dans les collèges d'enseignement technique
- La circulaire n° 73-355 du 22 août 1973 relative à l'utilisation des postes d'instituteurs remplaçants
- La circulaire n° 73-368 du 13 septembre 1973 relative aux bourses nationales d'études du second degré
- La circulaire n° 73-271 du 5 octobre 1973 relative à l'organisation des activités physiques, sportives et de plein air universitaires
- La circulaire n° 73-399 du 5 octobre 1973 relative à la déconcentration de l'instruction des demandes de validation pour la retraite de services de non-titulaires

- La circulaire n° 73-409 du 15 octobre 1973 relative aux mesures à prendre en faveur des étudiants à leur retour du service national
- La circulaire n° 73-439 du 30 octobre 1973 relative à l'information des bibliothécaires documentalistes
- La circulaire n° 73-483 du 19 novembre 1973 relative à la situation des certifiés stagiaires
- La circulaire n° 73-527 du 11 décembre 1973 relative aux stages de formation des conseillers principaux et des conseillers d'éducation
- La circulaire n° 73-545 du 13 décembre 1973 relative aux bourses nationales d'études du second degré
- La circulaire n° 73-552 du 19 décembre 1973 relative au régime d'indemnisation des présidents et assesseurs des commissions de contrôle des opérations électorales dans les unités d'enseignement et de recherche
- La note n° 904 du 21 décembre 1973 relative aux obligations de service des professeurs agrégés
- La circulaire n° 74-001 du 3 janvier 1974 relative à la déconcentration en matière d'enseignement technique privé
- La circulaire n° 74-009 du 9 janvier 1974 relative à l'allocation de logement
- La circulaire n° 74-089 du 26 février 1974 relative aux mesures en faveur des enfants de musulmans français anciens supplétifs rapatriés d'Algérie
- La circulaire n° 74-092 du 8 mars 1974 relative aux accidents du travail aux élèves du second cycle technique long
- La circulaire n° 74-109 du 14 mars 1974 relative au programme du groupe de travail « fichier central des établissements »
- La circulaire n° 74-116 du 25 mars 1974 relative à l'indemnité forfaitaire spéciale
- La circulaire n° 74-129 du 28 mars 1974 relative aux mères célibataires
- La circulaire n° 74-161 du 29 avril 1974 relative aux demandes d'autorisation d'enseigner dans des établissements secondaires privés présentées par des étrangers
- La circulaire n° 74-162 du 29 avril 1974 relative à l'indemnisation des présidents et assesseurs des commissions de contrôle des opérations électorales dans les unités d'enseignement et de recherche
- La circulaire n° 74-178 du 13 mai 1974 relative à l'admission dans les collèges d'enseignement technique
- La circulaire n° 74-187 du 17 mai 1974 relative aux expériences de laboratoire
- La circulaire n° 74-193 du 22 mai 1974 relative aux concours administratifs
- La circulaire n° 74-200 du 24 mai 1974 relative au paiement des rémunérations sans ordonnancement préalable
- L'instruction n° 74-201 du 24 mai 1974 relative à la prise en charge et au paiement des rémunérations des personnels de l'Éducation nationale par les centres électroniques régionaux du Trésor
- La circulaire n° 74-219 du 11 juin 1974 relative à la rémunération des instituteurs assurant un enseignement en français en faveur des enfants étrangers non francophones
- La circulaire n° 74-222 du 11 juin 1974 relative à la notation des instituteurs
- La circulaire n° 74-230 du 13 juin 1974 portant application aux établissements d'enseignement privés placés sous contrat de la contribution due au titre du versement destiné aux transports en commun
- La circulaire n° 74-243 du 26 juin 1974 relative au compte financier des établissements publics scolaires
- La circulaire n° 74-325 du 13 septembre 1974 relative aux répercussions de l'abaissement à 18 ans de la majorité civile et électorale
- La circulaire n° 74-390 du 25 octobre 1974 relative au cumul de l'indemnité pour gestions multiples des chefs des services économiques et des indemnités pour frais de déplacement
- La circulaire n° 74-411 du 7 novembre 1974 relative à la retenue sur traitement en cas de grève
- La circulaire n° 74-425 du 19 novembre 1974 relative à la liquidation et à la concession des pensions civiles et militaires de retraite
- La circulaire n° 74-U-017 du 26 novembre 1974 relative à la rémunération allouée aux lecteurs de langues étrangères de l'enseignement supérieur
- La circulaire n° 74-U-021 du 26 novembre 1974 relative au personnel de l'enseignement supérieur servant ou appelé à servir en coopération
- La circulaire n° 74-447 du 3 décembre 1974 relative aux concessions de logement dans les établissements publics scolaires
- La circulaire n° 74-475 du 19 décembre 1974 relative aux bourses nationales d'études du second degré pour l'année 1975-1976
- La circulaire n° 74-487 du 30 décembre 1974 relative à la taxe d'apprentissage
- La circulaire n° 75-029 du 15 janvier 1975 relative aux bourses nationales d'études du second degré
- La circulaire n° 75-057 du 24 janvier 1975 relative à la notation administrative 1974-1975 des professeurs agrégés, certifiés, chargés d'enseignement, professeurs techniques adjoints de lycée technique et professeurs des écoles normales nationales d'apprentissage
- La circulaire n° 75-073 du 6 février 1975 relative à la définition des fonctions des instituteurs participant à la formation des maîtres, conseillers pédagogiques adjoints aux inspecteurs départementaux de l'Éducation nationale pour l'éducation physique et sportive
- La circulaire n° 75-091 du 21 février 1975 relative aux titres de perception concernant la régularisation des rémunérations indûment perçues
- La circulaire n° 75-141 et 75-U-027 du 2 avril 1975 relative à la restauration dans les établissements
- La circulaire n° 75-143 du 3 avril 1975 relative à l'aptitude physique des conseillers d'orientation

- La circulaire n° 75-144 du 4 avril 1975 relative aux postes à pourvoir dans les écoles classées établissement de caractère expérimental
- La circulaire n° 75-154 du 18 avril 1975 relative à la notation administrative des professeurs agrégés, certifiés, chargés d'enseignement, professeurs techniques adjoints de lycée technique et professeurs des écoles normales nationales d'apprentissage
- La circulaire n° 75-160 du 24 avril 1975 relative à l'aide attribuée aux collectivités locales pour la gestion de la demi-pension d'établissements nationalisés
- La circulaire n° 75-164 du 29 avril 1975 relative à l'inscription des apprentis dans les centres de formation d'apprentis
- La circulaire n° 75-173 du 13 mai 1975 relative à la mutation des instituteurs
- La circulaire n° 75-180 du 14 mai 1975 relative aux travaux d'entretien des bâtiments scolaires
- La circulaire n° 75-181 du 15 mai 1975 relative aux charges sociales afférentes aux rémunérations des maîtres des établissements privés sous contrat
- La circulaire n° 75-U-069 du 4 juin 1975 relative aux congés de maternité et aux autorisations d'absence pendant la grossesse ou pour adoption d'enfant
- La circulaire n° 75-229 du 3 juillet 1975 relative à la constitution d'un fonds de matériels scolaires anciens
- La circulaire n° 75-237 et n° 75-U-064 du 9 juillet 1975 relative à la formation professionnelle continue des personnels administratifs, techniques, sociaux, ouvriers et de service
- La circulaire n° 75-314 du 16 septembre 1975 relative à la situation au regard de la législation des accidents de service des professeurs et des instituteurs accomplissant pendant les congés scolaires un stage de perfectionnement en vue d'exercer leurs fonctions à l'étranger
- La circulaire n° 75-326 et 75-U-086 du 26 septembre 1975 relative aux conditions d'accès aux concours administratifs
- La circulaire n° 75-340 du 9 octobre 1975 relative à la rétribution des heures supplémentaires des professeurs d'éducation physique
- La circulaire n° 75-400 du 6 novembre 1975 relative à l'application du chapitre V du décret n° 75-1006 du 31 octobre 1975 complétant le décret n° 69-493 du 30 mai 1969 portant statut des professeurs d'enseignement général de collège
- La circulaire n° 75-423 du 21 novembre 1975 relative à l'attribution de l'indemnité spéciale instituée par le décret n° 69-1150 du 19 décembre 1969 au bénéfice des professeurs d'enseignement général de collège et des instituteurs
- La circulaire n° 75-440 du 28 novembre 1975 relative aux bourses nationales d'études du second degré
- La circulaire n° 75-467 du 18 décembre 1975 relative à l'application du nouveau classement indiciaire des professeurs de collèges d'enseignement technique aux maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat titulaires du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement technique
- La circulaire n° 76-025 du 22 janvier 1976 relative à la concession de logement
- La circulaire n° 76-042 du 30 janvier 1976 relative aux horaires d'éducation physique et sportive dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
- La circulaire n° 76-079 du 19 février 1976 relative à la gestion budgétaire et financière des établissements nationaux d'enseignement du second degré
- La circulaire n° 76-107 du 10 mars 1976 relative à la participation de membres de l'enseignement public à des jurys de concours
- La circulaire n° 76-108 du 11 mars 1976 relative au fonds scolaire des établissements d'enseignement privés sous contrat
- La circulaire n° 76-116 du 18 mars 1976 relative à l'organisation du service des personnels de service des établissements scolaires
- La circulaire n° 76-U-052 du 19 mars 1976 relative à l'appellation des universités
- La circulaire n° 76-121 du 24 mars 1976 relative à la durée de l'heure de cours dans les établissements de second degré
- La circulaire n° 76-125 du 29 mars 1976 relative au développement des services éducatifs des archives
- La circulaire n° 76-135 du 7 avril 1976 relative à l'admission dans les écoles maternelles et élémentaires des enfants porteurs d'un plâtre
- La circulaire n° 76-167 du 30 avril 1976 relative à l'utilisation de produits dangereux
- La circulaire n° 76-173 et n° 76-U-071 du 10 mai 1976 relative aux concours administratifs. Clôture des inscriptions
- La circulaire n° 76-187 du 18 mai 1976 relative au versement des cotisations à l'IRCANTEC
- La circulaire n° 76-196 du 25 mai 1976 relative aux reculs de limites d'âge pour l'accès à la fonction publique des personnels d'enseignement et d'orientation
- La circulaire n° 76-218 du 1 juillet 1976 relative aux heures supplémentaires d'enseignement exigibles des personnels enseignants du second degré
- La circulaire n° 76-227 du 9 juillet 1976 relative au choix des manuels scolaires dans les établissements du second degré
- La circulaire n° 76-257 et n° 76-U-103 du 16 août 1976 relative aux accidents de service des fonctionnaires titulaires maintenus en fonctions au-delà de la limite d'âge
- La circulaire n° 76-282 et n° 76-U-106 du 24 août 1976 relative à la prise en charge des accidents de service survenus au cours d'activités syndicales
- La circulaire n° 76-293 du 14 septembre 1976 relative à la consommation de boissons alcoolisées dans les internats, demi-pensions et cantines scolaires
- La circulaire n° 76-U-113 du 4 octobre 1976 relative à la convention relative aux recombinaisons génétiques « in vitro »

La circulaire n° 76-335 du 8 octobre 1976 relative à la surveillance médicale du personnel enseignant et de service

La circulaire n° 76-344 du 15 octobre 1976 relative à l'admission en première d'adaptation pour les titulaires du BEP hôtellerie

La circulaire n° 76-356 du 20 octobre 1976 relative à l'utilisation de la presse à l'école

La circulaire n° 76-363 du 25 octobre 1976 relative à la terminologie grammaticale pour l'école élémentaire

L'instruction n° 76-364 du 25 octobre 1976 relative au répertoire des fonctions et au plan de classement des documents et archives de l'administration centrale du ministère de l'Éducation

La circulaire n° 76-370 du 26 octobre 1976 relative à la situation des directeurs d'écoles auxquelles sont rattachés les groupes d'aide psychopédagogique

La circulaire n° 76-379 et n° 76-U-128 du 27 octobre 1976 relative aux validations de services

La circulaire n° 76-380 du 3 novembre 1976 relative à la rémunération des personnels faisant fonction de conseiller ou de conseiller principal d'éducation

La circulaire n° 76-393 du 9 novembre 1976 relative à l'accueil dans les conservatoires nationaux de région d'élèves des sections préparant au baccalauréat de technicien musique

La circulaire n° 76-403 du 19 novembre 1976 relative au congé d'adoption

La circulaire n° 76-404 du 23 novembre 1976 relative au recouvrement des recettes et fonds de concours

La circulaire n° 76-432 du 3 décembre 1976 relative au classement des conseillers d'orientation stagiaires

La circulaire n° 76-440 du 10 décembre 1976 relative à l'interdiction des pratiques commerciales dans les établissements publics d'enseignement

La circulaire n° 77-022 du 17 janvier 1977 relative aux déplacements effectués hors de France par des fonctionnaires relevant du ministère de l'Éducation

La circulaire n° 77-050 du 7 février 1977 relative à la lutte contre les poux

La circulaire n° 77-073 du 18 février 1977 relative à la gestion budgétaire et financière des établissements nationaux de second degré

La circulaire n° 77-081 du 23 février 1977 relative aux rapports entre les représentants de l'éducation et la presse

La circulaire n° 77-097 du 16 mars 1977 relative au Bulletin officiel du ministère de l'Éducation, du secrétariat d'État aux Universités et du secrétariat d'État auprès du ministre de la Qualité de la vie : Jeunesse et Sports

La circulaire n° 77-100 du 16 mars 1977 relative à la liaison entre école et collège

La circulaire n° 77-U-042 du 12 avril 1977 relative à l'aide à de jeunes chercheurs universitaires dans le domaine de la recherche médicale

La circulaire n° 77-168 du 3 mai 1977 relative au paiement des traitements des maîtres des établissements d'enseignement privés

La circulaire n° 77-U-050 du 13 mai 1977 relative aux subventions d'équipement à la recherche universitaire

La circulaire n° 77-184 du 24 mai 1977 relative aux manuels scolaires

La circulaire n° 77-208 du 14 juin 1977 relative à l'enseignement de l'orthographe dans les écoles et les collèges

La circulaire n° 77-219 du 22 juin 1977 relative à la perception des droits d'examen du baccalauréat

La circulaire n° 77-224 du 24 juin 1977 relative à l'application aux établissements d'enseignement privés sous contrat de la loi relative à l'éducation

La circulaire n° 77-228 et n° 77-U-060 du 1er juillet 1977 relative à l'affiliation rétroactive au régime général de la sécurité sociale et de l'IRCANTEC du fonctionnaire radié des cadres sans droit à pension civile de retraite

La circulaire n° 77-231 et n° 77-U-064 du 4 juillet 1977 relative au droit à pension des fonctionnaires ayant occupé des emplois supérieurs

La circulaire n° 77-240 du 8 juillet 1977 relative aux heures supplémentaires des maîtres auxiliaires de collège d'enseignement technique exerçant dans les sections d'éducation spécialisée

La circulaire n° 77-U-068 du 19 juillet 1977 relative à la protection sociale des enseignants vacataires de l'enseignement supérieur

La circulaire n° 77-273 du 5 août 1977 relative aux rythmes scolaires dans les collèges

La circulaire n° 77-276 du 12 août 1977 relative aux stages en entreprises des étudiants ivoiriens poursuivant des études de technicien supérieur en France

La circulaire n° 77-278 et n° 77-U-074 du 12 août 1977 relative à la préparation des personnels administratifs, techniques, sociaux, ouvriers et de service aux concours de recrutement et aux examens professionnels

La circulaire n° 77-U-081 du 13 septembre 1977 relative aux prêts d'honneur accordés aux étudiants

La circulaire n° 77-246 et n° 77-336 du 20 septembre 1977 relative aux associations sportives d'établissements d'enseignement du second degré

La circulaire n° 77-343 du 26 septembre 1977 relative aux rapports entre l'État et les établissements d'enseignement privés sous contrat

La circulaire n° 77-345 du 28 septembre 1977 relative à la mise en place de cours de langues et de civilisations nationales en dehors du temps scolaire dans les collèges à l'intention des élèves étrangers scolarisés dans ces établissements

La circulaire n° 77-351 du 29 septembre 1977 relative à l'examen du certificat d'aptitude aux fonctions d'éducateur technique spécialisé

La circulaire n° 77-352 du 29 septembre 1977 relative aux congés de maladie ou de maternité des agents non titulaires

La circulaire n° 77-U-091 du 7 octobre 1977 relative à l'attribution de subventions pour l'acquisition de matériel et de mobilier aux établissements d'enseignement supérieur sur le chapitre 66-70 du budget de l'État

La circulaire n° 77-413 du 28 octobre 1977 relative au mouvement du personnel

La circulaire n° 77-417 du 4 novembre 1977 relative à l'enseignement philosophique dans les classes terminales

La circulaire n° 77-U-110 du 21 novembre 1977 relative au contentieux des accidents du travail de certains personnels des universités

La circulaire n° 77-447 du 22 novembre 1977 relative à l'enseignement de leur langue nationale aux élèves yougoslaves scolarisés dans l'enseignement élémentaire

La circulaire n° 77-463 du 5 décembre 1977 relative à la mise en place d'une épreuve facultative d'économie sociale et familiale dans les différents baccalauréats de technicien

La circulaire n° 77-495 et n° 78-14 du 19 décembre 1977 relative aux horaires d'éducation physique et sportive dans les établissements d'enseignement privés sous contrat

La circulaire n° 77-503 du 23 décembre 1977 relative à la consommation de papier

La circulaire n° 77-506 du 27 décembre 1977 relative à la participation des personnels aux journées de stages courts et à diverses réunions

La circulaire n° 78-U-003 du 9 janvier 1978 relative à la prime de recherche

La circulaire n° 78-057 du 2 février 1978 relative à la situation des maîtres étrangers enseignant leur langue nationale aux enfants immigrés en France

La circulaire n° 78-076 du 16 février 1978 relative aux manuels scolaires de sixième

La circulaire n° 78-091 du 28 février 1978 relative à l'allocation de logement

La circulaire n° 78-100 du 6 mars 1978 relative à l'organisation de la semaine dans les collèges

La circulaire n° 78-114 du 15 mars 1978 relative aux manuels scolaires

La circulaire n° 78-U-023 du 15 mars 1978 relative à l'organisation de la formation professionnelle continue dans les universités

La circulaire n° 78-119 et n° 78-U-025 du 17 mars 1978 relative à la mise en place des fichiers rectoraux d'établissements et du répertoire national des établissements

La circulaire n° 78-128 et n° 78-U-022 du 21 mars 1978 relative à la formation professionnelle continue des personnels administratifs, techniques, sociaux, ouvriers et de service et au rôle des comités techniques paritaires académiques

La circulaire n° 78-139 bis du 30 mars 1978 relative au financement de la construction des CIO

La circulaire n° 78-161 et n° 78-U-036 du 25 avril 1978 relative aux règles à suivre en cas d'assignation ou de citation directe d'un conducteur de véhicule administratif

La circulaire n° 78-173 du 19 mai 1978 relative à l'indemnité de réinstallation des personnels rapatriés d'outre-mer

La circulaire n° 78-177 du 26 mai 1978 relative à la prise en compte des services accomplis dans les établissements d'enseignement privés dans l'ancienneté d'échelon des instituteurs

La circulaire n° 78-187 du 8 juin 1978 relative à l'imputation des dépenses afférentes aux contrôles médicaux obligatoires et aux frais de déplacement pour les personnels des établissements d'enseignement privés

La circulaire n° 78-203 du 21 juin 1978 relative au paiement d'avance sur frais de changement de résidence

La circulaire n° 78-205 du 21 juin 1978 relative aux incidences financières de l'organisation des examens et concours

La circulaire n° 78-212 du 28 juin 1978 relative à la codification des bénéficiaires des indemnités pour heures supplémentaires

La circulaire n° 78-U-049 du 28 juin 1978 relative à l'inscription sur les listes spéciales d'aptitude à la première classe du corps de maîtres-assistants de certaines disciplines

La circulaire n° 78-224 du 13 juillet 1978 relative à l'institution d'une carte d'étudiant en apprentissage

La circulaire n° 78-234 du 20 juillet 1978 relative au contrôle financier des établissements d'enseignement privés sous contrat

La circulaire n° 78-254 du 9 août 1978 relative à la date d'installation des fonctionnaires stagiaires en congé pour couches et allaitement le jour de la rentrée scolaire

La circulaire n° 78-271 du 31 août 1978 relative au choix des maîtres affectés aux classes du cycle préparatoire

La circulaire n° 78-U-067 du 22 septembre 1978 relative à l'acquittement de la redevance radio-télévision des récepteurs utilisés par les établissements publics d'enseignement supérieur

La circulaire n° 78-382 du 13 novembre 1978 relative à la prise en charge par l'administration des frais d'impression des bulletins de vote aux commissions administratives paritaires

La circulaire n° 78-387 du 16 novembre 1978 relative aux bourses nationales d'études du second degré

La circulaire n° 78-432 du 4 décembre 1978 relative aux recettes relatives aux versements de fonds sur dépenses des ministères à annuler

La circulaire n° 78-U-086 du 4 décembre 1978 relative à la comptabilisation des diverses subventions et des opérations de dépenses correspondantes dans les établissements publics à caractère scientifique et culturel

La circulaire n° 78-448 du 13 décembre 1978 relative aux demandes de renseignements concernant l'application pratique des textes réglementaires

La circulaire n° 78-454 du 15 décembre 1978 relative à la carte d'étudiant en apprentissage

- La circulaire n° 79-U-005 du 9 janvier 1979 relative aux examens et concours nationaux
- La circulaire n° 79-U-011 du 14 février 1979 relative à la comptabilisation des diverses subventions et des opérations de dépenses correspondantes dans les établissements publics à caractère administratif
- La circulaire n° 79-082 du 1er mars 1979 relative au classement des maîtres auxiliaires
- La circulaire n° 79-100 du 19 mars 1979 relative au contrôle des emplois des chapitres budgétaires 31-31 et 31-95
- La circulaire n° 79-115 du 3 avril 1979 relative au financement de l'apprentissage
- La circulaire n° 79-134 du 24 avril 1979 relative à la codification des bénéficiaires des indemnités pour heures supplémentaires
- La circulaire n° 79-135 du 25 avril 1979 relative aux manuels scolaires
- La circulaire n° 79-136 du 26 avril 1979 relative à la gestion normalisée des heures supplémentaires
- La circulaire n° 79-U-037 du 7 juin 1979 relative à la rémunération de personnels participant à des travaux de recherche
- La circulaire n° 79-190 du 15 juin 1979 relative à la situation, au regard de la sécurité sociale, des professeurs britanniques exerçant temporairement leur activité en France
- La circulaire n° 79-U-040 du 27 juin 1979 relative à la prime de recherche scientifique
- La circulaire n° 79-202 et 79-U-042 du 29 juin 1979 fixant la liste des machines comptables ouvrant droit à la prime de technicité
- La circulaire n° 79-205 du 5 juillet 1979 relative au contrôle des emplois du temps et des services d'enseignement
- La circulaire n° 79-217 du 12 juillet 1979 relative à la déconcentration de l'attribution des autorisations d'absence
- La circulaire n° 79-219 du 16 juillet 1979 relative à l'organisation de séquences éducatives en entreprise
- La circulaire n° 79-224 du 19 juillet 1979 relative au classement des maîtres auxiliaires
- La circulaire n° 79-228 du 19 juillet 1979 relative aux simplifications administratives
- La circulaire n° 79-236 du 23 juillet 1979 relative à l'inscription dans les lycées des élèves redoublants des classes terminales
- La circulaire n° 79-238 et 79-U-053 du 3 août 1979 relative à la protection sociale des stagiaires de formation professionnelle continue
- La circulaire n° 79-240 du 3 août 1979 relative aux indemnités dues aux enseignants exerçant dans les classes préprofessionnelles de niveau et les classes préparatoires à l'apprentissage
- La circulaire n° 79-249 du 13 août 1979 relative à l'organisation de la semaine scolaire dans les lycées et les lycées d'enseignement professionnel
- La circulaire n° 79-283 et n° 79-U-058 du 7 septembre 1979 relative aux prêts aux fonctionnaires et agents de l'État pour l'amélioration de l'habitat
- La circulaire n° 79-305 du 21 septembre 1979 relative à la participation de la Croix-Rouge à certaines activités éducatives et socio-éducatives
- La circulaire n° 79-360 du 19 octobre 1979 relative à la subvention accordée par le fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles aux établissements publics et privés d'enseignement préélémentaire et élémentaire
- La circulaire n° 79-361 du 22 octobre 1979 relative à la gestion des emplois et des crédits de personnels en 1980
- La circulaire n° 79-363 du 22 octobre 1979 relative au contrôle des emplois des chapitres 31-07, 31-94, 31-96 et 36-60 et à la gestion financière du chapitre 31-96
- La circulaire n° 79-371 du 30 octobre 1979 relative au contrôle des emplois des chapitres budgétaires 31-31 et 31-95
- La circulaire n° 79-392 du 14 novembre 1979 relative à la mise en place du tableau de bord de l'inspecteur d'académie et des fiches de dialogue concernant la gestion de l'enseignement du premier degré
- La circulaire n° 79-402 du 19 novembre 1979 relative aux bureaux gestionnaires des chapitres supportant les dépenses des établissements d'enseignement privés à compter du 1er janvier 1980
- La circulaire n° 79-409 du 28 novembre 1979 relative à l'utilisation des calculatrices électroniques au collège
- L'instruction permanente n° 79-418 et n° 79-U-091 du 29 novembre 1979 relative à la gestion du personnel de l'administration scolaire et universitaire
- La circulaire n° 79-420 du 30 novembre 1979 relative à la carte d'étudiant en apprentissage
- La circulaire n° 79-461 du 27 décembre 1979 relative à la gestion des emplois et des crédits de personnel en 1980
- La circulaire n° 79-462 du 28 décembre 1979 relative à l'inspection des maîtres en fonctions dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
- La circulaire n° 80-023 du 15 janvier 1980 relative au prix de formation des métiers d'art
- La circulaire n° 80-033 du 18 janvier 1980 relative à l'information sur les certificats médicaux
- La circulaire n° 80-048 du 29 janvier 1980 relative à l'allocation de logement
- La circulaire n° 80-068 et n° 80-35 du 8 février 1980 relative à la conduite des activités d'éducation physique dans les classes maternelles
- La circulaire n° 80-080 du 14 février 1980 relative à l'accès des maîtres contractuels des établissements d'enseignement privés à l'échelle de rémunération des professeurs de chaires supérieures
- La circulaire n° 80-082 du 15 février 1980 relative à la composition des jurys pour les épreuves du diplôme d'État d'éducateur spécialisé et de différents certificats d'aptitude
- La circulaire n° 80-47 du 20 février 1980 relative à la rétribution des professeurs d'enseignement général de collège qui participent à des activités scolaires sportives

- La circulaire n° 80-100 du 25 février 1980 relative à la participation des maîtres des établissements d'enseignement secondaire privés au fonctionnement des associations sportives
- La circulaire n° 80-118 du 10 mars 1980 relative à l'application aux établissements d'enseignement privés sous contrat de la loi relative à l'éducation
- La circulaire n° 80-133 du 17 mars 1980 relative à la situation indemnitaire de certains maîtres contractuels ou agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat
- La circulaire n° 80-U-021 du 18 mars 1980 relative aux étudiants employés par les établissements publics à caractère scientifique et culturel
- La circulaire n° 80-164 du 8 avril 1980 relative à l'indemnité spéciale instituée par le décret n° 69-1150 du 19 décembre 1969 en faveur de certains instituteurs et professeurs d'enseignement général de collège
- La circulaire n° 80-166 du 9 avril 1980 relative au tableau de bord de l'inspecteur d'académie pour la gestion de l'enseignement du premier degré
- La circulaire n° 80-199 du 7 mai 1980 relative aux manuels scolaires
- La circulaire n° 80-203 du 12 mai 1980 relative au classement d'échelon des personnels d'information et d'orientation
- La circulaire n° 80-206 du 13 mai 1980 relative à l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés
- La circulaire n° 80-210 et n° 80-U-033 du 19 mai 1980 relative aux congés de maternité et d'adoption des personnels ouvriers mensualisés
- La circulaire n° 80-227 et n° 80-U-036 du 3 juin 1980 relative au règlement amiable des recours contre les tiers responsables d'accidents survenus à des fonctionnaires
- La circulaire n° 80-238 du 10 juin 1980 relative à l'accès aux informations concernant les rémunérations des fonctionnaires
- La circulaire n° 80-239 du 10 juin 1980 relative à l'accès des maîtres contractuels des établissements d'enseignement privés sous contrat en tant que professeurs qualifiés à l'échelle de rémunération des adjoints d'enseignement chargés d'enseignement
- La circulaire n° 80-U-040 du 17 juin 1980 relative à la présentation des comptes financiers
- L'instruction n° 80-257 du 18 juin 1980 relative à l'utilisation des locaux des établissements d'enseignement pour les besoins de la formation continue
- La circulaire n° 80-297 du 9 juillet 1980 relative au remboursement de fonds de concours versés à tort par un tiers ou une collectivité locale
- La circulaire n° 80-315 du 18 juillet 1980 relative aux modalités de réintégration des professeurs d'enseignement général de collège après congé postnatal
- La circulaire n° 80-320 du 22 juillet 1980 relative aux subventions accordées par l'État aux établissements d'enseignement privés sous contrat pour la réalisation d'investissements destinés aux enseignements complémentaires préparant à la formation professionnelle
- La circulaire n° 80-341 du 1er août 1980 relative à l'application, aux professeurs d'enseignement général de collège, des dispositions du décret n° 80-109 du 30 janvier 1980
- La circulaire n° 80-344 du 5 août 1980 relative à la répartition et à l'organisation du service dans les collèges
- La circulaire n° 80-350 du 20 août 1980 relative à l'assistance technique aux chefs de travaux de collège d'enseignement technique
- La circulaire n° 80-372 du 9 septembre 1980 relative aux frais de changement de résidence des professeurs d'enseignement général de collège intégrés par voie de permutation dans un DOM ou venant d'un DOM
- La circulaire n° 80-393 du 18 septembre 1980 relative à l'accès dans les salles d'examen
- La circulaire n° 80-401 du 24 septembre 1980 relative au règlement des indemnités pour conseils de classe aux professeurs du second degré participant à des échanges internationaux
- La circulaire n° 80-410 du 30 septembre 1980 relative aux stages en entreprise des conseillers d'orientation
- La circulaire n° 80-454 du 23 octobre 1980 relative aux nominations et mutations
- La circulaire n° 80-465 du 27 octobre 1980 relative aux séquences éducatives en entreprise ;
- La circulaire n° 80-479 du 7 novembre 1980 relative à l'organisation des services d'enseignement dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
- La circulaire n° 80-314 du 20 novembre 1980 relative à l'enseignement de l'éducation physique et sportive dans les classes musicales à horaires aménagés et les sections préparant au baccalauréat de technicien musique
- La circulaire n° 80-497 du 21 novembre 1980 relative à la convocation des réservistes membres de l'enseignement
- La circulaire n° 80-504 du 25 novembre 1980 portant application des dispositions du décret n° 80-109 du 30 janvier 1980 modifiant le décret n° 51-1423 du 5 décembre 1951 relatif aux règles suivant lesquelles doit être déterminée l'ancienneté du personnel nommé dans l'un des corps de fonctionnaires de l'enseignement relevant du ministère de l'Éducation nationale
- La circulaire n° 80-505 du 25 novembre 1980 relative à l'affectation collective de défense
- La circulaire n° 80-506 du 25 novembre 1980 relative aux cotisations acquittées au profit des institutions gestionnaires des régimes de retraites complémentaires pour les maîtres des établissements privés sous contrat
- La circulaire n° 80-323 du 28 novembre 1980 relative à l'accès à l'échelle de rémunération des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive dans les établissements d'enseignement privés sous contrat

La circulaire n° 80-518 du 8 décembre 1980 relative aux bourses nationales d'études du second degré

La circulaire n° 80-354 du 24 décembre 1980 relative aux conditions exceptionnelles d'accès à l'échelle de rémunération des professeurs adjoints d'éducation physique et sportive pour les maîtres contractuels ou agréés enseignant l'éducation physique et sportive dans les établissements d'enseignement privés sous contrat

La note de service n° 81-017 du 12 janvier 1981 relative à la demande de communication de documents signalés au Bulletin officiel émanant des services extérieurs du ministère de l'Éducation

La note de service n° 81-024 du 15 janvier 1981 relative à la préparation de la rentrée 1981 dans les établissements d'enseignement préélémentaire, élémentaire et spécialisé

La circulaire n° 81-045 du 26 janvier 1981 relative à la protection sociale des agents non titulaires

La note de service n° 81-057 du 2 février 1981 relative à l'allocation de logement

La circulaire n° 81-U-003 du 13 février 1981 relative aux crédits spéciaux pour rémunération de personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service et d'étudiants employés par les établissements

La note de service n° 81-093 du 20 février 1981 relative à l'organisation de réunions entre les chefs d'établissement

La note de service n° 81-094 du 20 février 1981 relative au recrutement des agents auxiliaires des collèges et des lycées

La note de service n° 81-095 du 20 février 1981 relative à la communication aux chefs d'établissement des critères utilisés par les services académiques pour la répartition des moyens entre les établissements

La note de service n° 81-104 du 26 février 1981 relative à l'épreuve facultative d'économie sociale et familiale dans les baccalauréats de technicien

La note de service n° 81-118 du 6 mars 1981 relative aux frais de déplacement et à la rémunération des personnels appelés à intervenir dans la formation des instituteurs

La note de service n° 81-133 du 19 mars 1981 relative au règlement des dommages matériels résultant des collisions entre des véhicules non assurés appartenant à l'État et des véhicules assurés

La note de service n° 81-154 et n° I/81-U-1019 du 7 avril 1981 relative à l'allocation de logement à caractère social des jeunes travailleurs

La note de service n° 81-157 et n° I/81-U-1020 du 9 avril 1981 portant application du décret n° 80-792 du 2 octobre 1980 portant accélération du règlement des droits à pension de retraite de l'État

La note de service n° 81-160 du 10 avril 1981 relative à l'achat de manuels scolaires et d'ouvrages pédagogiques dans les collèges et les lycées d'enseignement professionnel pour l'année scolaire 1981-1982

La note de service n° 81-187 et n° I/81-U-1024 du 6 mai 1981 relative à la prise de fonction des personnels administratifs à la rentrée scolaire

La note de service n° 81-191 du 8 mai 1981 relative aux cotisations acquittées au profit des institutions gestionnaires des régimes de retraites complémentaires au titre des rémunérations perçues par les maîtres en fonctions dans les établissements privés liés à l'État par contrat

La note de service n° 81-192 du 8 mai 1981 relative au service des maîtres contractuels en fonction dans les établissements d'enseignement privés sous contrat d'association

La note de service n° 81-193 et n° 81-118 du 11 mai 1981 relative à l'éducation physique et sportive à l'école élémentaire

La circulaire n° 81-222 du 5 juin 1981 relative au rôle des directeurs d'école en cas de grève des enseignants

La note de service n° 81-233 du 22 juin 1981 relative aux retenues sur traitement

La note de service n° 81-261 du 15 juillet 1981 relative à la mise à jour du répertoire national des établissements pendant l'année scolaire et universitaire 1981-1982

La circulaire n° 81-264 du 17 juillet 1981 relative à la préparation des séquences éducatives pour l'année scolaire 1981-1982

La note de service n° 81-266 du 20 juillet 1981 relative à la convention de règlement des dommages matériels résultant des collisions entre des véhicules non assurés appartenant à l'État et des véhicules assurés

La note de service n° 81-273 du 22 juillet 1981 relative aux modalités d'émission de certains titres de perception par les services du ministère de l'Éducation nationale

La note de service n° 81-276 du 22 juillet 1981 relative à l'application du décret du 2 octobre 1980 relatif au règlement des droits à pension de retraite de l'État

La note de service n° 81-351 du 21 septembre 1981 relative à l'application aux agents publics et anciens agents publics de la loi n° 81-736 du 4 août 1981 portant amnistie

La note de service n° 81-353 du 22 septembre 1981 relative au régime des congés de maladie des maîtres d'internat stagiaires et des surveillants d'externat stagiaires

La note de service n° 81-394 du 13 octobre 1981 relative aux modalités du versement des intérêts moratoires sur les cotisations patronales remboursées par l'État au titre des régimes de retraites complémentaires des maîtres sous contrat simple de l'enseignement privé

La note de service n° 81-414 du 26 octobre 1981 relative à l'application aux élèves de la nouvelle classe de seconde de la législation sur les accidents du travail

La circulaire n° 81-438 du 5 novembre 1981 relative à l'organisation de l'EPS au ministère de l'Éducation nationale

La note de service n° 81-523 du 21 décembre 1981 relative aux demandes de validation pour la retraite de services de non-titulaire déposées par des instituteurs en Algérie, après l'indépendance et avant le 1er janvier 1970, à l'occasion de leur intégration au titre de la loi du 5 avril 1937

La note de service n° 81-534 du 28 décembre 1981 relative à la rémunération des assistants étrangers de langues vivantes

La circulaire n° 82-001 du 4 janvier 1982 relative à l'accueil des étudiants étrangers dans les universités
La note de service n° 82-020 du 13 janvier 1982 relative aux prestations et versements facultatifs en faveur des maîtres de l'enseignement privé
La circulaire n° 82-024 du 15 janvier 1982 relative aux subventions allouées aux échanges internationaux d'élèves réalisés dans le cadre des appariements d'établissements scolaires
La circulaire n° 82/2 et n° 82-048 du 29 janvier 1982 relative à la mise en œuvre d'une politique d'intégration en faveur des enfants et adolescents handicapés
La note de service n° 82-087 du 23 février 1982 relative au matériel informatique proposé en nature par des entreprises à des établissements d'enseignement
La note de service n° 82-094 du 25 février 1982 relative à la sécurité des machines-outils
La note de service n° 82-098 du 26 février 1982 relative à la notation administrative des personnels enseignants du second degré
La note de service n° 82-106 du 4 mars 1982 relative à la rémunération des assistants étrangers de langues vivantes en service dans les établissements scolaires du ministère de l'Éducation nationale
La note de service n° 82-149 du 31 mars 1982 relative à la notation administrative de certains personnels
La note de service n° 82-164 du 8 avril 1982 relative à l'enseignement de la langue et de la civilisation arabes aux enfants algériens fréquentant les écoles élémentaires françaises
La note de service n° 82-169 du 13 avril 1982 relative aux créances d'établissements d'enseignement public
La note de service n° 82-172 du 16 avril 1982 relative à l'admission dans certaines classes de seconde spécifique du second cycle technique long
La note de service n° 82-176 du 26 avril 1982 relative aux stages interacadémiques sur les classes transplantées
La note de service n° 82-177 du 27 avril 1982 relative aux demandes d'information en matière de droits à pension
La note de service n° 82-188 du 3 mai 1982 relative à la formation professionnelle continue des fonctionnaires et agents non titulaires de l'État
La note n° 82-9 du 3 mai 1982 relative à la présentation des documents soumis au cabinet
La note de service n° 82-190 du 4 mai 1982 relative à la réintégration des institutrices et instituteurs en position de détachement à l'étranger
La note de service n° 82-197 du 10 mai 1982 relative à l'achat de manuels scolaires et d'ouvrages pédagogiques dans les collèges et les lycées d'enseignement professionnel
La note de service n° 82-207 du 18 mai 1982 relative au régime de sécurité sociale des fonctionnaires de l'État en service dans les TOM et à Mayotte
La circulaire n° 82-229 du 2 juin 1982 relative à la participation de l'Éducation nationale au plan gouvernemental de formation et d'insertion des jeunes de seize et dix-sept ans
La circulaire n° 82-230 du 2 juin 1982 relative aux objectifs pour la vie scolaire dans les collèges
La note de service n° 82-251 du 14 juin 1982 relative aux bourses nationales
La note de service n° 82-260 du 18 juin 1982 relative à la formation de techniciens supérieurs à la machine-outil
La note de service n° 82-276 du 1er juillet 1982 relative au cadre financier des opérations de formation continue des personnels enseignants, d'éducation et de direction des lycées et des lycées d'enseignement professionnel
La note de service n° 82-283 du 7 juillet 1982 relative à l'organisation de séquences éducatives pour les élèves de lycée d'enseignement professionnel
La note de service n° 82-307 du 20 juillet 1982 relative à l'enseignement des gestes élémentaires de survie dans les collèges
La circulaire n° 82-312 du 21 juillet 1982 relative à l'inscription sur les listes spéciales d'aptitude à la première classe des corps de maîtres-assistants de certaines disciplines
La note de service n° 82-313 du 21 juillet 1982 relative à la procédure d'installation des agents comptables des établissements publics nationaux d'enseignement
La circulaire n° 82-393 du 16 septembre 1982 relative au travail à temps partiel des personnels relevant de la direction de l'organisation et des personnels administratifs, ouvriers et de service
La circulaire n° 82-409 du 23 septembre 1982 relative aux constructions scolaires du second degré
La note de service n° 82-410 du 23 septembre 1982 relative au recouvrement des frais de copies de documents administratifs communiqués par les administrations de l'État
La note de service n° 82-416 du 24 septembre 1982 relative aux assistants de langue vivante
La circulaire n° 82-478 du 27 octobre 1982 relative aux missions du chef d'établissement
La note de service n° 82-497 du 3 novembre 1982 relative à la mise à disposition de services extérieurs de l'État et aux pouvoirs des commissaires de la République
La circulaire n° 82-545 du 22 novembre 1982 relative au temps partiel pour les personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service, en fonction à l'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale
La note de service n° 82-580 du 10 décembre 1982 relative aux désordres susceptibles d'engager la responsabilité des constructeurs d'un établissement scolaire du second degré
La circulaire n° 82-620 du 29 décembre 1982 relative à l'expérience de titulaires remplaçants pour les personnels relevant de la direction de l'organisation et des personnels administratifs, ouvriers et de service

La note de service n° 83-005 du 5 janvier 1983 relative à l'accueil dans les administrations des jeunes de 16 à 18 ans en formation alternée

La note de service n° 83-019 du 11 janvier 1983 relative aux concessions de logement dans les établissements d'enseignement

La note de service n° 83-026 du 18 janvier 1983 relative à l'enseignement de la langue et de la civilisation arabes aux enfants algériens

La note de service n° 83-044 du 25 janvier 1983 relative à l'organisation du service des conseillers d'orientation et des directeurs de centre d'information et d'orientation

La circulaire n° 83-056 du 31 janvier 1983 relative au remboursement des frais de transport aux étudiants handicapés

La note de service n° 83-061 du 31 janvier 1983 relative à la validation pour la retraite des services effectués à temps partiel

La note de service n° 83-120 du 9 mars 1983 relative à l'exercice des fonctions à temps plein à l'expiration d'une période de travail à temps partiel des personnels des catégories A et B de l'administration scolaire et universitaire

La circulaire n° 83-121 du 9 mars 1983 relative aux délégations rectorales de signature

La note de service n° 83-131 du 22 mars 1983 relative à la notation administrative des personnels enseignants du second degré pour l'année scolaire 1982-1983

La note de service n° 83-140 du 28 mars 1983 relative aux conditions d'avancement et de reclassement de certains personnels de l'enseignement privé

La circulaire n° 83-143 du 28 mars 1983 relative au règlement des honoraires de médecins et des frais médicaux

La note de service n° 83-159 du 8 avril 1983 relative à l'emploi des instituteurs suppléants

La note de service n° 83-165 du 13 avril 1983 relative à la scolarisation des enfants immigrés

La note de service n° 83-194 du 4 mai 1983 relative à l'enseignement supérieur dans le nouveau contexte de la formation professionnelle continue

La note de service n° 83-210 du 20 mai 1983 relative à la surveillance des épreuves écrites des concours d'admission dans les écoles normales supérieures et les écoles nationales supérieures d'ingénieurs

La note de service n° 83-211 du 24 mai 1983 relative aux mesures d'assouplissement en vue d'une meilleure utilisation du temps scolaire dans le second cycle long

La note de service n° 83-220 du 26 mai 1983 relative à la sensibilisation des élèves aux problèmes du Tiers Monde

La circulaire n° 83-221 du 30 mai 1983 relative aux possibilités de travail à temps partiel pour les personnels des établissements d'enseignement supérieur

La note de service n° 83-255 du 1er juillet 1983 relative aux bâtiments démontables à usage scolaire

La note de service n° 83-260 du 6 juillet 1983 relative aux modalités de paiement des bourses nationales d'études

La note de service n° 83-267 du 11 juillet 1983 relative aux bourses nationales d'études du second degré pour l'année scolaire 1983-1984

La note de service n° 83-274 du 12 juillet 1983 relative aux journées de prérentrée scolaire dans les écoles maternelles et primaires

La circulaire n° 83-275 du 18 juillet 1983 relative à l'emploi des maîtres contractuels et auxiliaires dans les établissements d'enseignement privés sous contrat

La note de service n° 83-293 du 2 août 1983 relative aux cumuls de rémunérations

L'instruction n° 83-323 du 8 septembre 1983 relative à l'organisation économique et financière des lycées et collèges

La note de service n° 83-357 du 22 septembre 1983 relative à l'imputation budgétaire et comptable des rémunérations des personnels affectés dans les établissements d'enseignement supérieur

La note de service n° 83-389 du 4 octobre 1983 relative aux imprimés comptables

La circulaire n° 83-415 du 19 octobre 1983 relative à la formation des inspecteurs départementaux de l'Éducation nationale chargés de l'adaptation et de l'intégration scolaires

La note de service n° 83-452 du 10 novembre 1983 relative aux correspondances adressées à la sous-direction des pensions

La note de service n° 83-463 du 17 novembre 1983 relative à la gestion des crédits relatifs aux projets d'actions éducatives dans les écoles élémentaires et maternelles

La note de service n° 83-472 du 23 novembre 1983 relative à la demande de validation pour la retraite de services de non-titulaire émanant d'adjoints d'enseignement

La circulaire n° 83-482 du 25 novembre 1983 relative à l'attribution des bourses d'enseignement supérieur à certains étudiants étrangers originaires d'un État membre de la communauté européenne

La note de service n° 83-490 du 30 novembre 1983 relative aux opérations de mutation des personnels des catégories A et B de l'administration scolaire et universitaire et des intendants universitaires

La note de service n° 83-538 du 26 décembre 1983 relative à l'organisation de l'examen pour l'obtention du baccalauréat de technicien

La note de service n° 84-002 du 3 janvier 1984 relative à la préparation de la rentrée 1984 dans les écoles

La note de service n° 84-012 du 5 janvier 1984 relative aux bourses nationales d'études du second degré pour l'année scolaire 1984-1985

La circulaire n° 84-025 du 13 janvier 1984 relative à l'imputation au compte de commerce « Union des groupements d'achats publics » du produit de la vente après réforme des véhicules et engins automobiles provenant des services civils de l'État

La circulaire n° 84-026 du 13 janvier 1984 relative aux risques et dangers qui peuvent résulter de causes naturelles

La note de service n° 84-062 du 16 février 1984 relative à l'imputation des dépenses de stages

La note de service n° 84-080 du 6 mars 1984 relative à la contribution de solidarité

La circulaire n° 84-086 du 7 mars 1984 relative au dispositif de titulaires remplaçants pour les personnels de la direction de l'organisation et des personnels administratifs, ouvriers et de service

La note de service n° 84-087 du 7 mars 1984 relative au remboursement des retenues pour pension indûment versées au Trésor

La note de service n° 84-088 du 7 mars 1984 relative à l'inaccessibilité des toitures-terrasses des établissements scolaires et universitaires

La circulaire n° 84-103 du 16 mars 1984 relative au renforcement des échanges entre les établissements d'enseignement supérieur de France et des autres pays européens

La note de service n° 84-106 du 19 mars 1984 relative au remboursement aux employeurs de la rémunération et des frais de déplacement de leurs salariés participant aux commissions, conseils, comités et aux jurys d'examens

La note de service n° 84-121 du 5 avril 1984 relative au maintien d'un rythme régulier de travail au cours du troisième trimestre de l'année scolaire

La note de service n° 84-123 du 9 avril 1984 relative à l'exécution des décisions de justice ayant prononcé la condamnation de l'État

La circulaire n° 84-134 du 16 avril 1984 relative au développement de l'enseignement des sciences de gestion

La note de service n° 84-168 du 7 mai 1984 relative à l'assouplissement de la gestion du temps scolaire

La note de service n° 84-199 du 4 juin 1984 relative à la prescription des créances des établissements publics d'enseignement au titre des frais scolaires

La note de service n° 84-203 du 7 juin 1984 relative à l'organisation économique et financière des établissements publics d'enseignement et de formation dépositaires d'équipements informatiques

La note de service n° 84-227 du 29 juin 1984 relative à la mise en œuvre de la contribution de solidarité

La note de service n° 84-231 du 3 juillet 1984 relative aux bourses nationales d'études du second degré

La circulaire n° 84-232 du 3 juillet 1984 portant création d'un paragraphe budgétaire de dépenses

La note de service n° 84-235 du 5 juillet 1984 portant abrogation de la note de service n° 80-533 du 22 décembre 1980 et création de structures nouvelles

La note de service n° 84-253 du 17 juillet 1984 relative à l'accélération du règlement des droits à pension de retraite de l'État

La note de service n° 84-265 du 23 juillet 1984 relative à la mise en œuvre du suivi des opérations exécutées dans le cadre des contrats de plan État-régions

La circulaire n° 84-286 bis du 8 août 1984 relative à la décentralisation du remboursement des frais de transport des étudiants handicapés

La circulaire n° 84-295 du 10 août 1984 relative à l'organisation de l'épreuve d'éducation physique et sportive des brevets de technicien

La circulaire n° 84-320 du 3 septembre 1984 relative au rattachement au profit du budget de l'Éducation nationale du produit des cessions d'actifs

La note de service n° 84-364 du 2 octobre 1984 relative aux intérêts moratoires relatifs aux créances sur collectivités publiques

La note de service n° 84-372 du 10 octobre 1984 relative aux progiciels informatiques destinés à la gestion dans les établissements scolaires du second degré

La note de service n° 84-412 du 30 octobre 1984 relative à l'imputation des dépenses afférentes aux rémunérations principales des personnels auxiliaires

La note de service n° 84-440 du 12 novembre 1984 relative à l'imputation budgétaire concernant les dépenses de personnel

La circulaire n° 84-481 du 13 décembre 1984 relative à l'aménagement du temps scolaire dans le premier degré

La note de service n° 85-031 du 15 janvier 1985 relative au paiement d'avance sur frais de changement de résidence

La note de service n° 85-037 du 25 janvier 1985 relative à la validation pour la retraite de services de non-titulaires de professeurs de l'enseignement supérieur de nationalité étrangère

La circulaire n° 85-061 du 14 février 1985 relative à la mise en place en 1984-1985 de la première année de la préprofessionnalisation aux métiers de l'enseignement, de la formation et de l'éducation dans les premiers cycles universitaires

La note de service n° 85-065 du 18 février 1985 relative à l'accès aux salles de composition lors des épreuves écrites des examens et concours relevant du ministère de l'Éducation nationale

La note de service n° 85-084 du 7 mars 1985 relative à l'imputation des dépenses de stages

La circulaire n° 85-103 du 13 mars 1985 relative aux rapports entre l'État, les collectivités territoriales et les établissements d'enseignement privés

La note de service n° 85-134 du 11 avril 1985 relative à la gestion des personnels paramédicaux et sociaux du service social scolaire et de santé scolaire

La circulaire n° 85-192 du 22 mai 1985 relative à l'enseignement et à l'apprentissage des droits de l'homme

La note de service n° 85-198 du 31 mai 1985 relative à la législation sur les accidents du travail des élèves de l'enseignement technique

La note de service n° 85-199 du 31 mai 1985 relative au règlement des droits à pension
La note de service n° 85-222 du 12 juin 1985 relative à l'achat de manuels scolaires ou d'ouvrages pédagogiques dans les collèges et les lycées d'enseignement professionnel publics, les collèges et les lycées d'enseignement professionnel privés sous contrat d'association et les classes préparatoires à l'apprentissage de centres de formation d'apprentis pour l'année scolaire 1985-1986
La note de service n° 85-236 du 27 juin 1985 relative à la carte « jeunes » dans les établissements du second degré
La note de service n° 85-239 du 2 juillet 1985 relative aux précautions à prendre pour l'exécution de travaux pouvant entraîner des dangers d'incendie
La note du 10 juillet 1985 relative au versement des retenues pour pensions dues par les fonctionnaires régis par le code des pensions civiles et militaires de retraite en détachement
La note de service n° 85-259 du 23 juillet 1985 relative à l'exécution des décisions rendues par les juridictions administratives
La note de service n° 85-282 du 7 août 1985 relative à l'enseignement des sciences expérimentales au collège
La note de service n° 85-289 du 12 août 1985 relative à la délivrance des BTS par unités de contrôle capitalisables
La note de service n° 85-360 du 17 octobre 1985 relative à la constitution des dossiers de pension
La note de service n° 85-421 du 20 novembre 1985 relative à la validation de services et au règlement de certaines situations résultant des événements d'Afrique du Nord, de la guerre d'Indochine ou de la Seconde Guerre mondiale
La note de service n° 85-473 du 20 décembre 1985 annexée à la circulaire de préparation de la rentrée 1986
La note de service n° 85-479 du 23 décembre 1985 relative au barème de mutation des personnels de l'administration scolaire et universitaire
La circulaire n° 86-024 du 10 janvier 1986 relative aux bourses de voyage
La note de service n° 86-036 du 20 janvier 1986 relative à la gestion comptable et budgétaire des établissements
La circulaire n° 86-065 du 13 février 1986 relative à la modification du dispositif de protection sociale en matière d'accidents du travail applicable aux étudiants
La note de service n° 86-070 du 17 février 1986 relative à la formation professionnelle continue des personnels enseignant l'éducation physique et sportive
La note de service n° 86-091 du 28 février 1986 relative à l'opération « Apprendre le geste qui sauve » aux élèves des classes de sixième
La circulaire n° 86-114 du 12 mars 1986 relative au fonctionnement et au devenir des équipes mobiles d'ouvriers professionnels dans le cadre de la décentralisation
La circulaire n° 86-116 du 13 mars 1986 relative à la rénovation des GRETA
La circulaire n° 86-125 du 13 mars 1986 portant instruction complémentaire à la note de service n° 85-474 du 20 décembre 1985 en ce qui concerne les classes préprofessionnelles de niveau
La note de service n° 86-127 du 14 mars 1986 relative au rôle et aux missions des proviseurs adjoints, ex-censeurs des études
La note de service n° 86-137 du 14 mars 1986 relative aux attributions et au fonctionnement des conseils d'école et de secteur
La circulaire n° 86-143 du 18 mars 1986 relative à l'enregistrement des sujets des thèses au fichier central des thèses
La note de service n° 86-195 du 13 juin 1986 relative au règlement des excédents de bourses d'études par mandat-lettre « Sévigné »
La note de service n° 86-196 du 20 juin 1986 relative à l'achat de manuels dans les collèges et lycées professionnels privés sous contrat d'association
La note de service n° 86-219 du 17 juillet 1986 relative aux bourses nationales d'études du second degré
La note de service n° 86-230 du 28 juillet 1986 relative à la protection des fonctionnaires à l'occasion de leurs fonctions
La note de service n° 86-233 du 19 août 1986 relative au congé de maternité ou d'adoption et aux autorisations d'absences liées à la naissance pour les fonctionnaires et agents de l'État
La note de service n° 86-271 du 25 septembre 1986 relative aux imprimés utilisés pour le mandatement des dépenses de l'État
La circulaire n° 86-293 du 9 octobre 1986 relative aux subventions aux établissements
La note de service n° 86-301 du 14 octobre 1986 relative à la constitution des dossiers de pension
La circulaire n° 86-309 du 17 octobre 1986 relative à la préparation de diplômes par l'apprentissage
La circulaire n° 86-321 du 28 octobre 1986 relative aux obligations des élèves-instituteurs en cas de départ de l'école normale et des anciens élèves-instituteurs en cas de rupture de leur engagement de servir en qualité de fonctionnaire de l'État
La circulaire n° 86-345 du 14 novembre 1986 relative à l'organisation et à la gestion des examens et concours
La circulaire n° 86-354 du 21 novembre 1986 relative au développement de la fonction achat au sein de l'Éducation nationale
La circulaire n° 86-367 du 25 novembre 1986 relative à la déconcentration de certains actes de gestion des personnels gérés par la direction des personnels enseignants
La note de service n° 86-386 du 9 décembre 1986 relative à l'organisation des concours de recrutement de conseiller d'administration scolaire et universitaire

La note de service n° 86-388 du 11 décembre 1986 relative à l'apurement des comptes financiers des établissements publics d'enseignement

La note de service n° 86-390 du 12 décembre 1986 relative à la préparation de la rentrée 1987 dans les classes de quatrième et troisième technologiques

La circulaire n° 87-036 du 30 janvier 1987 relative à la nomination des maîtres exerçant dans les établissements d'enseignement privés sous contrat

La note de service n° 87-091 du 20 mars 1987 relative à la validation des services de non-titulaire pour la retraite

La circulaire n° 87-093 du 23 mars 1987 relative à la coordination de l'action de l'enseignement supérieur au niveau académique et au niveau régional en matière de formation professionnelle

La circulaire n° 87-115 du 16 avril 1987 relative à l'assouplissement de la carte scolaire

La note de service n° 87-129 du 29 avril 1987 relative aux actions en direction des enfants et adolescents de la communauté rapatriée d'origine nord-africaine

La note de service n° 87-136 du 14 mai 1987 relative à la communication, par voie télématique, des résultats de certains concours de recrutement

La note de service n° 87-138 du 15 mai 1987 relative à l'action sociale en faveur des agents de l'État et aux chèques-vacances

La note de service n° 87-161 du 11 juin 1987 relative aux manuels scolaires

La note de service n° 87-165 du 11 juin 1987 relative à l'affectation définitive des lauréats du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré ou du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique interne, titulaires d'un poste d'enseignement ou d'éducation

La note de service n° 87-166 du 12 juin 1987 relative à la prise en charge et au paiement des rémunérations à la rentrée scolaire 1987

La note de service n° 87-167 du 12 juin 1987 relative à l'achat de manuels et d'ouvrages pédagogiques dans les collèges et lycées professionnels privés sous contrat

La note de service n° 87-169 du 15 juin 1987 relative à l'exposition nationale du travail « Les meilleurs ouvriers de France »

La circulaire n° 87-194 du 3 juillet 1987 relative à l'éducation physique et sportive à l'école primaire

La circulaire n° 87-208 du 16 juillet 1987 relative à l'aménagement des heures de cours et de travaux pratiques dans l'enseignement supérieur

La note de service n° 87-249 du 12 août 1987 relative au choix des sujets des épreuves écrites et pratiques du BTS

La note de service n° 87-276 du 21 septembre 1987 portant instruction permanente relative à l'organisation des circonscriptions d'inspecteur départemental de l'Éducation nationale

La note de service n° 87-290 du 28 septembre 1987 relative aux formules de virement à utiliser pour le mandatement des dépenses à compter du 1er janvier 1988

La circulaire n° 87-316 du 9 octobre 1987 relative aux bourses de service public

La note de service n° 87-338 du 23 octobre 1987 relative à l'organisation des diplômes d'études en langue française du premier et du second degré (DELF) et du diplôme approfondi de langue française (DALF) dans les centres ouverts à l'étranger

La note de service n° 87-381 du 3 décembre 1987 relative aux conditions d'âge pour l'admission en quatrième technologique

La circulaire n° 87-432 du 17 décembre 1987 relative à la préparation de la rentrée 1988 dans les écoles

La note de service n° 87-435 du 18 décembre 1987 relative à la motivation des actes administratifs

La note de service n° 88-004 du 7 janvier 1988 relative aux bourses nationales d'études du second degré pour l'année scolaire 1988-1989

La note de service n° 88-016 du 21 janvier 1988 relative aux exercices périmés et à la prescription quadriennale

La note de service n° 88-019 du 25 janvier 1988 relative à la nouvelle réglementation générale des diplômes nationaux des brevets d'études professionnelles et certificats d'aptitude professionnelle

La circulaire n° 88-029 du 28 janvier 1988 relative à la déconcentration de la gestion des secrétaires d'administration scolaire et universitaire et aux compétences respectives de l'administration centrale et des recteurs d'académie en matière de mutations

La note de service n° 88-041 du 12 février 1988 relative à la modification des dispositions relatives à l'hypothèque légale sur les biens des comptables publics

La circulaire n° 88-070 du 18 mars 1988 relative aux demandes de délégation présentées par les enseignants de statut universitaire

La note de service n° 88-086 du 1er avril 1988 relative à l'affectation et formation initiale des lauréats de l'agrégation, du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré, du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique (concours externes et internes) et du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive à la rentrée 1988

La note de service n° 88-096 du 12 avril 1988 relative à la déconcentration de la gestion des instituteurs

La note de service n° 88-100 du 15 avril 1988 relative à la délégation permanente de pouvoirs pour certaines opérations de gestion des inspecteurs d'académie et des inspecteurs principaux de l'enseignement technique

La circulaire n° 88-113 du 25 avril 1988 relative à la réglementation sur les cumuls applicables aux enseignants de l'enseignement supérieur

La note de service n° 88-115 du 27 avril 1988 relative à la définition des épreuves de langues régionales au baccalauréat de l'enseignement du second degré, au baccalauréat technologique et au baccalauréat professionnel à compter de la session 1989

La note de service n° 88-116 du 2 mai 1988 relative à l'indemnisation des frais de déplacement des membres des jurys participant aux concours de recrutement de personnels enseignants, d'éducation et d'orientation

La note de service n° 88-119 du 2 mai 1988 relative au jugement des comptes de certaines catégories d'établissements publics nationaux

La note de service n° 88-123 du 4 mai 1988 relative à la notation administrative des personnels nommés ou délégués dans les emplois de direction d'établissement d'enseignement

La note de service n° 88-124 du 4 mai 1988 relative au recrutement de lecteurs et de maîtres de langues étrangères

La note de service n° 88-134 du 6 mai 1988 relative à la notation et à l'avancement des conseillers d'administration scolaire et universitaire et des intendants universitaires, à la titularisation des conseillers d'administration scolaire et universitaire stagiaires et à la situation des personnels détachés

L'instruction du 6 mai 1988 relative aux visites d'établissements et aux enquêtes effectuées par l'inspection générale

La note de service n° 88-146 du 20 juin 1988 relative aux modalités de constitution et de transmission des dossiers de pension

La circulaire n° 88-201 du 10 août 1988 relative à la limitation des prescriptions d'achat de fournitures scolaires

La note de service n° 88-214 du 7 septembre 1988 relative à l'archivage de dossiers de validation de services de non-titulaires

La note de service n° 88-227 du 14 septembre 1988 fixant les modalités relatives à l'établissement des demandes de validation de services auxiliaires pour la retraite

La note de service n° 88-238 du 21 septembre 1988 relative à l'inscription en France d'élèves français précédemment scolarisés dans un établissement de la direction de l'enseignement français en Allemagne

La note de service n° 88-265 du 13 octobre 1988 relative à la protection sociale des fonctionnaires en service ou en mission à l'étranger

La circulaire n° 88-266 du 14 octobre 1988 relative à la globalisation et à l'optimisation des moyens en emplois ATOS

La note de service n° 88-283 du 7 novembre 1988 relative à la gestion, dans les établissements, de l'aide à l'innovation pédagogique

La note de service n° 88-294 du 14 novembre 1988 relative à la nomination au tour extérieur dans le corps des professeurs d'enseignement général de collège

La note du 18 novembre 1988 relative à la mise en place de programmes académiques de communication

La circulaire n° 88-339 du 15 décembre 1988 relative à la rentrée dans le premier degré

La note de service n° 88-357 du 21 décembre 1988 relative à la notation administrative des personnels de direction des établissements d'enseignement et de formation

La circulaire n° 89-026 du 31 janvier 1989 relative au fonds d'aide à l'innovation dans le premier degré

La circulaire n° 89-028 du 31 janvier 1989 relative au recouvrement des dommages subis par les véhicules administratifs affectés aux services académiques

L'instruction n° 89-034 du 2 février 1989 relative à l'exécution des décisions rendues par les juridictions administratives condamnant l'État au paiement d'une indemnité et au paiement des frais de justice

La circulaire n° 89-035 du 2 février 1989 relative aux actions spécifiques destinées aux élèves de l'école élémentaire en difficulté passagère

La note de service n° 89-038 du 7 février 1989 relative à la sensibilisation, à l'information et à la formation des personnels de la communauté scolaire concernant les actions à mener auprès des élèves pour les prémunir contre les agressions et abus sexuels

La note de service n° 89-043 du 13 février 1989 relative à l'intervention de personnels en activité ou d'instituteurs retraités dans les écoles primaires dans le cadre des actions de soutien aux élèves en difficulté

La lettre-circulaire n° 0042 du 7 mars 1989 relative à la déconcentration de la répartition des crédits de fonctionnement des services académiques

La note de service n° 89-070 du 15 mars 1989 portant modalités de préparation et de délivrance des brevets d'études professionnelles et des certificats d'aptitude professionnelle par contrôle continu

La note de service n° 89-072 du 20 mars 1989 relative à la notation administrative des personnels de direction d'établissement d'enseignement et de formation

La note de service n° 89-117 du 18 mai 1989 relative au règlement des droits à pension de retraite

La circulaire n° 89-120 du 19 mai 1989 relative à la place des personnels ouvriers et de service au sein de la communauté éducative et à la relance des équipes mobiles d'ouvriers professionnels

La circulaire n° 89-122 du 23 mai 1989 relative aux appariements d'établissements scolaires

La note de service n° 89-130 du 5 juin 1989 relative à la déconcentration de l'autorisation des cumuls d'emplois des personnels de la direction des personnels administratifs, ouvriers et de service

La note de service n° 89-131 du 5 juin 1989 relative à la modernisation des formules de virement des dépenses du secteur public local

- La note de service n° 89-153 du 22 juin 1989 relative à l'accueil des appelés objecteurs de conscience dans les établissements de l'Éducation nationale
- La note de service n° 89-246 du 24 juillet 1989 relative à l'organisation et au fonctionnement des services académiques d'inspection de l'apprentissage
- La note de service n° 89-257 du 4 août 1989 relative aux versements de fonds sur dépenses ordinaires des services civils
- La circulaire n° 89-278 du 7 septembre 1989 relative à la situation des personnels non titulaires recrutés pour faire face à des besoins occasionnels
- La note de service n° 89-300 du 28 septembre 1989 relative à la transformation en circonscriptions mixtes de toutes les circonscriptions d'IDEN
- La note de service n° 89-310 du 9 octobre 1989 relative à l'éducation au développement
- La circulaire n° 89-331 du 27 octobre 1989 relative aux statuts du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences
- La note de service n° 89-342 du 13 novembre 1989 relative aux modalités de validation des acquis des jeunes engagés dans le Crédit Formation et postulant un diplôme délivré par le ministère de l'Éducation nationale
- La circulaire n° 89-358 du 24 novembre 1989 relative à l'accès des maîtres contractuels des établissements d'enseignement privés sous contrat
- La note de service n° 89-375 du 7 décembre 1989 relative à l'application des dispositions des articles L.15, quatrième alinéa et R.29 du code des pensions civiles et militaires de retraite aux directeurs d'école maternelle et élémentaire touchés par une mesure de fermeture de classe
- La note de service n° 89-376 du 7 décembre 1989 relative à l'application des dispositions des articles L.15, quatrième alinéa et R.29 du code des pensions civiles et militaires de retraite aux personnels de direction des établissements d'enseignement et aux conséquences des dispositions du décret n° 88-342 du 11 avril 1988 fixant le régime de rémunération applicable à ces personnels
- La circulaire n° 90-010 du 10 janvier 1990 relative à la mobilité des chercheurs entre les établissements publics scientifiques et technologiques et l'enseignement supérieur
- La note de service n° 90-050 du 27 février 1990 relative aux cotisations d'accident du travail dues pour les élèves et étudiants des établissements d'enseignement
- La note de service n° 90-060 du 13 mars 1990 relative à la déontologie qui s'applique aux services et à l'utilisation des serveurs télématiques des rectorats, inspections académiques, établissements scolaire et de formation de l'Éducation nationale
- La note de service n° 90-075 du 27 mars 1990 relative à la répartition des compétences en matière de traitement des demandes de congés bonifiés
- La note de service n° 90-093 du 24 avril 1990 relative à la notation des personnels de direction au cours de l'année 1989-1990
- La note de service n° 90-115 du 25 mai 1990 relative à la mise en place des projets d'école
- La note de service n° 90-120 du 30 mai 1990 relative à l'attribution d'une prime pour les boursiers accédant en classe de première et en première année de baccalauréat professionnel à compter de l'année 1990-1991
- La circulaire n° 90-135 du 22 juin 1990 relative à l'amélioration des délais de paiement des bourses d'enseignement supérieur
- La note de service n° 90-136 du 22 juin 1990 relative à l'achat de manuels scolaires et d'ouvrages pédagogiques dans les collèges et lycées professionnels privés sous contrat d'association pour l'année scolaire 1990-1991
- La note de service n° 90-257 du 24 septembre 1990 relative au service hebdomadaire des professeurs d'enseignement général de collège
- La circulaire n° 90-284 du 19 octobre 1990 relative à la délégation de compétence aux recteurs d'académie en matière de nominations d'enseignants invités
- La circulaire n° 90-290 du 26 octobre 1990 relative aux intoxications alimentaires en milieu scolaire
- La note de service n° 90-299 du 20 novembre 1990 relative aux modalités d'application du décret n° 90-822 du 10 septembre 1990 portant règlement général du baccalauréat technologique et aux dispenses d'épreuves dont peuvent bénéficier certains candidats à compter de la session 1991
- La note de service n° 90-300 du 21 novembre 1990 relative à l'arrondissement au franc le plus proche des créances de l'État et des organismes publics constatées au moyen d'un ordre de recettes
- La note de service n° 90-337 du 13 décembre 1990 relative aux prestations familiales et notamment à l'allocation de logement social destinée aux jeunes salariés perçues par les personnels de droit public rémunérés sur le budget de l'État
- La note de service n° 91-010 du 11 janvier 1991 relative à l'accueil des titulaires de contrats emploi-solidarité dans les établissements scolaires
- La note de service n° 91-013 du 18 janvier 1991 relative au paiement à la commande pour les achats d'ouvrages et publications vendus à l'unité
- La note de service n° 91-27 du 5 février 1991 relative au recouvrement des créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine
- La note de service n° 91-041 du 21 février 1991 relative à la délégation des pouvoirs du ministre de l'Éducation nationale aux recteurs d'académie en matière de gestion des personnels enseignants

La note du 11 mars 1991 relative aux orientations pour la mise en œuvre de la nouvelle politique pour l'école

La note de service n° 91-093 du 17 avril 1991 relative aux contrôles effectués par les agents comptables sur les frais de déplacement

La note de service n° 91-095 du 17 avril 1991 relative au financement par crédit-bail d'équipements économisant l'énergie

La circulaire n° 91-097 du 19 avril 1991 relative à l'utilisation des crédits délégués pour l'acquisition de manuels scolaires et à la limitation des prescriptions d'achat de fournitures scolaires

La circulaire n° 91-103 du 29 avril 1991 relative aux études doctorales

La note de service n° 91-118 du 14 mai 1991 relative aux règles de calcul du capital décès dû aux ayant droit des fonctionnaires décédés avant l'âge de soixante ans

La circulaire n° 91-117 du 14 mai 1991 relative à l'informatique et à la nouvelle politique pour l'école primaire

La note de service n° 91-116 du 14 mai 1991 relative à la gestion des contrats emploi-solidarité pour 1991

La note de service n° 91-127 du 7 juin 1991 relative à l'accélération de la procédure de paiement des bourses nationales d'études du second degré pour l'année scolaire 1991-1992

La note de service n° 91-130 du 7 juin 1991 relative à l'ensemble des actions intégrées au projet d'école

La circulaire n° 91-214 du 17 juillet 1991 relative au système de prêts aux étudiants à titre expérimental à partir de l'année scolaire 1991-1992

La note de service n° 91-244 du 3 septembre 1991 relative à l'achat des manuels scolaires et des ouvrages pédagogiques pour l'année scolaire 1991-1992

La circulaire n° 91-259 du 24 septembre 1991 relative aux orientations nationales de la formation continue des adultes pour les trois prochaines années

La circulaire du 8 octobre 1991 relative à l'opération Éducation nationale-Justice circonstancielle

La note de service n° 91-291 du 8 novembre 1991 relative aux épreuves du concours d'accès au cycle préparatoire au second concours interne de recrutement des professeurs des écoles

La note du 13 novembre 1991 relative à la périodicité du recrutement dans certaines sections des concours de recrutement de professeurs du second degré

La note de service n° 91-295 du 14 novembre 1991 relative aux épreuves d'histoire-géographie et d'éducation civique du diplôme national du brevet

La circulaire n° 91-300 du 15 novembre 1991 relative au centre de responsabilité de la formation des ATOS

La note de service n° 91-312 du 29 novembre 1991 relative au contenu de la formation dans le cycle préparatoire au second concours interne de professeurs des écoles organisée dans les IUFM

La note de service n° 91-313 du 29 novembre 1991 relative à l'élaboration des sujets d'expression française aux examens de BEP et CAP

La circulaire n° 91-324 du 10 décembre 1991 relative aux actions organisées pour la prévention des risques majeurs et la protection de l'environnement

La circulaire n° 91-338 du 17 décembre 1991 relative aux modalités pratiques d'application du décret n° 91-803 du 20 août 1991 donnant compétence au recteur pour viser ou signer des diplômes sanctionnant des formations d'enseignement supérieur ou des diplômes d'État et aussi en ce qui concerne des diplômes d'ingénieur

La circulaire n° 91-344 du 31 décembre 1991 relative à la déconcentration de la procédure de visa des diplômes délivrés par certains établissements d'enseignement supérieur privés reconnus par l'État

La note de service n° 92-051 du 3 janvier 1992 relative au rattachement des crédits de fonds de concours

La circulaire n° 92-059 du 20 janvier 1992 relative aux diplômes professionnels, quel que soit le niveau de formation des élèves, qui peuvent être préparés par la voie scolaire ou par la voie de l'apprentissage

La circulaire n° 92-073 du 3 février 1992 relative aux projets de service public de quartier

La note de service n° 92-078 du 4 février 1992 relative à l'usage des comptes courants postaux

La circulaire n° 92-079 du 5 février 1992 relative à l'orientation vers les formations technologiques et professionnelles

La note de service n° 92-092 du 25 février 1992 relative à l'orientation des élèves dans le cadre de la rénovation pédagogique des lycées

La circulaire n° 92-099 du 4 mars 1992 relative au suivi des rapports des inspections générales

La circulaire n° 92-139 du 31 mars 1992 relative à l'application du décret n° 91-1112 du 23 octobre 1991 relatif au congé de mobilité dont peuvent bénéficier les maîtres des établissements privés sous contrat

La circulaire n° 92-143 du 31 mars 1992 relative à la mission d'insertion des établissements scolaires

La note du 1er avril 1992 relative aux congés de mobilité et aux congés de formation

La note de service n° 92-143 du 30 avril 1992 relative à la déconcentration de la notation et de l'avancement d'échelon pour les professeurs certifiés, professeurs d'EPS et chargés d'enseignement d'EPS affectés dans l'enseignement supérieur

La note de service n° 92-151 du 12 mai 1992 relative à la période probatoire des maîtres des établissements d'enseignement privés admis aux concours organisés par la direction des personnels enseignants des lycées et collèges

La note de service n° 92-157 du 20 mai 1992 relative à l'utilisation des crédits délégués pour l'acquisition de manuels scolaires

La note de service n° 92-159 du 21 mai 1992 relative à la déconcentration de la procédure de rétablissement de crédits de dépenses ordinaires

- La circulaire n° 92-187 du 25 juin 1992 relative au plan d'action contre le chômage de longue durée et recrutement des vacataires
- La note de service n° 92-206 du 13 juillet 1992 relative à la répartition des personnels entre les bases de données académique et la 29ème base de la DPE
- La note de service n° 92-208 du 15 juillet 1992 relative à la prise en charge des frais de transport et de séjour pour participation aux conseils départementaux ou académique de l'Éducation nationale
- La circulaire n° 92-222 du 27 juillet 1992 relative aux appelés du service national en établissements scolaires au titre de la politique de la ville
- La note du 5 août 1992 portant instructions relatives aux modalités des épreuves d'admission du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (concours interne)
- La note de service n° 92-235 du 19 août 1992 relative à la mise en place de l'identifiant de l'Éducation nationale au sein du système EPP
- La note de service n° 92-238 du 20 août 1992 relative à la déconcentration de la procédure d'autorisation de cumuls pour les personnels relevant de la DPE
- La note de service n° 92-264 du 4 septembre 1992 relative à la mission d'insertion de l'Éducation nationale et lutte contre le chômage
- La circulaire n° 92-268 du 10 septembre 1992 relative à la pratique du bizutage
- La circulaire n° 92-280 du 22 septembre 1992 relative à la pratique du bizutage
- La circulaire n° 92-287 du 29 septembre 1992 relative à l'accès à la préparation d'un CAP par les formations intégrées
- La note de service n° 92-295 du 14 octobre 1992 relative à la déconcentration des congés de non-activité pour raisons d'études des chargés d'enseignement et adjoints d'enseignement
- La note de service n° 92-300 du 21 octobre 1992 relative aux contrats emploi-solidarité
- La circulaire n° 92-316 du 30 octobre 1992 relative aux nouvelles modalités d'incorporation et de gestion des objecteurs de conscience
- La note du 2 novembre 1992 relative à l'application de l'arrêté du 26 décembre 1990 fixant les modalités du stage professionnel que doivent effectuer les étudiants de diplôme d'études approfondies en psychologie
- La circulaire n° 92-334 du 13 novembre 1992 relative à l'amélioration de la sécurité des établissements scolaires
- La circulaire n° 92-361 du 4 décembre 1992 relative au régime des diplômes de langue française destinés aux personnes de nationalité étrangère
- La circulaire n° 92-360 du 7 décembre 1992 relative à la politique éducative dans les zones d'éducation prioritaires
- La circulaire n° 92-372 du 23 décembre 1992 relative à l'institution d'une réduction d'impôt sur le revenu pour la scolarisation d'enfants à charge dans les établissements secondaires et supérieurs
- La note de service n° 92-374 du 23 décembre 1992 relative à l'affiliation rétroactive au régime général de la sécurité sociale pour les fonctionnaires quittant le service sans droit à pension
- La note de service n° 93-101 du 2 février 1993 relative aux bourses nationales d'études du second degré pour l'année scolaire 1993-1994
- La note de service n° 93-112 du 11 février 1993 relative à l'emploi de militaires du contingent au titre de la politique de la ville autorisant la mise à disposition par le ministère de la Défense d'appelés du service national dans les établissements scolaires
- La circulaire n° 93-130 du 24 février 1993 relative au programme de lutte contre le chômage de longue durée et aux contrats emploi-solidarité
- La note de service n° 93-138 du 1er mars 1993 relative à la gestion partagée des enseignants mis à disposition
- La circulaire n° 93-154 du 12 mars 1993 relative à la rénovation pédagogique au lycée à partir de la rentrée 1993
- La circulaire n° 93-168 du 18 mars 1993 relative aux missions des OEA, des OP, des MO et des techniciens
- La circulaire n° 93-183 du 25 mars 1993 relative à l'insertion sociale et professionnelle des élèves et à la sensibilisation aux questions liées à l'emploi
- La circulaire n° 93-201 du 25 mars 1993 relative aux modes de communication reconnus dans l'éducation des jeunes sourds
- La circulaire n° 93-188 du 26 mars 1993 relative aux prix Eugène-Monnier de l'Académie d'architecture
- La note de service n° 3 du 4 mai 1993 relative à la notation des enseignants de l'ENSAM pour l'année universitaire 1992-1993
- La note du 12 juillet 1993 relative à l'intégration exceptionnelle de personnels non titulaires des services extérieurs du MEN, du MESR et du MJS dans des corps de fonctionnaires de catégorie C
- La note de service n° 93-126 du 22 juillet 1993 relative aux schémas concertés de développement des formations post-baccalauréat
- La note de service n° 93-259 du 6 août 1993 relative aux échanges de jeunes en formation professionnelle initiale et continue entre la France et la République fédérale d'Allemagne, organisés dans le cadre de la rénovation franco-allemande du 5 février 1990
- La note de service n° 93-260 du 6 août 1993 relative à l'expérimentation animale dans les lycées
- La circulaire n° 93-261 du 6 août 1993 relative aux modalités de reclassement des maîtres auxiliaires dans un corps de fonctionnaires de l'enseignement relevant du ministère de l'Éducation
- La note de service n° 93-283 du 27 septembre 1993 relative à la relecture actualisée des programmes d'histoire-géographie de 3ème technologique

- La circulaire n°93-284 du 28 septembre 1993 relative aux objectifs et aux principes de la participation de l'EN au développement des pratiques de bilan d'adultes
- La circulaire n° 93-285 du 28 septembre 1993 relative aux vacances effectuées dans les EPLE par des cadres au chômage
- La note de service n° 93-308 du 28 octobre 1993 relative aux modalités des épreuves d'anglais aux examens des BTS.
- La note de service n° 93-321 du 19 novembre 1993 relative aux activités artistiques dans les lycées professionnels
- La note de service n° 93-325 du 25 novembre 1993 relative à la définition de l'épreuve anticipée d'histoire-géographie dans les séries STI, STL et SMS du baccalauréat technologique
- La note de service n° 93-339 du 2 décembre 1993 relative au baccalauréat général : évaluation des enseignements de spécialité dans les classes terminales de la voie générale
- La note de service n° 93-342 du 10 décembre 1993 relative aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics à passer directement commande à l'Imprimerie nationale
- La circulaire n° 6 du 17 février 1994 relative aux charges d'infrastructures, de maintenance et d'entretien des locaux des bibliothèques universitaires
- La note du 17 mars 1994 relative à la taxe d'apprentissage et des dépenses libératoires de son paiement qui ne peuvent être affectées qu'après l'application d'un barème de répartition établi en fonction de l'activité principale de l'entreprise (APE)
- La note de service n° 94-145 du 6 avril 1994 relative aux appelés du service national qui servent dans les établissements scolaires
- La note de service n° 94-153 du 22 avril 1994 relative à l'organisation des élections aux commissions administratives paritaires
- La note de service n° 94-201 du 11 juillet 1994 relative à la procédure de validation des acquis professionnels pour l'obtention des diplômes technologiques et professionnels délivrés par l'Éducation nationale
- La note de service n° 94-203 du 13 juillet 1994 relative à l'accès des maîtres contractuels ou agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat à la hors-classe de l'échelle de rémunération de professeur des écoles
- La circulaire n° 94-213 du 25 juillet 1994 relative à l'utilisation des guide-barème applicable pour l'attribution de diverses prestations aux personnes handicapées
- La circulaire n° 19 du 26 juillet 1994 relative à la validation des acquis professionnels
- La circulaire n° 22 du 19 août 1994 relative aux expertises des projets d'implantation et d'extension universitaires
- La circulaire n° 94-225 du 5 septembre 1994 relative à l'extension de l'indemnité de sujétions spéciales ISS
- La circulaire n° 94-226 du 6 septembre 1994 relative à l'organisation des études dirigées à l'école élémentaire
- La note de service n° 94-245 du 5 octobre 1994 relative aux dispenses d'épreuves et aux bénéficiaires de notes dont peuvent bénéficier les candidats des séries du baccalauréat technologique à compter de la session 1995
- La circulaire n° 24 du 6 octobre 1994 relative aux bourses de séjour à l'École française d'Athènes
- La note de service n° 94-256 du 26 octobre 1994 relative à la procédure d'habilitation pour les ouvertures de section de préparation au diplôme de conseiller en économie sociale familiale dans l'enseignement privé
- La circulaire n° 94-269 du 15 novembre 1994 relative à la reproduction à usage collectif d'ouvrages pédagogiques dans les EPLE
- La note de service n° 95-046 du 28 février 1995 relative à la nouvelle application informatique mise au point par le ministère du Budget, appelée VISA III, concernant la concession des pensions civils et militaires de retraite
- La note de service n° 95-049 du 3 mars 1995 relative à la labellisation des espaces langues du réseau des GRETA
- La circulaire n° 8 du 8 mars 1995 relative à la réorganisation des filières technologiques d'enseignement supérieur
- La note de service n° 95-066 du 16 mars 1995 relative aux actions entreprises en matière d'insertion professionnelle des jeunes
- La circulaire n° 95-079 du 29 mars 1995 relative au nouveau contrat pour l'école et à la production par un groupe de travail d'un document présentant un bilan des pratiques et une typologie des livrets utilisés, afin d'aider les enseignants dans le choix du livret scolaire
- La note de service n° 95-083 du 5 avril 1995 relative à l'utilisation du formulaire de mathématiques dans les CAP
- La note de service n° 95-096 du 21 avril 1995 relative à la réception par les élèves de terminale de leur carte d'immatriculation à la sécurité sociale
- La circulaire n° 95-12 du 27 avril 1995 relative à la prise en charge des enfants, adolescents et adultes autistes
- La circulaire n° 95-106 du 3 mai 1995 relative à la régularisation des agents ayant acquis des droits à l'ASA
- La note de service n° 95-111 du 4 mai 1995 relative à la généralisation de l'expérimentation menée au collège en sixième et sur l'expérimentation nouvelle engagée en cinquième dans 368 collèges
- La circulaire n° 15 du 9 mai 1995 relative au contenu de l'organisation à venir des enseignements des premier et deuxième cycles des études médicales
- La circulaire n° 95-119 du 11 mai 1995 relative aux conditions d'agrément à respecter pour le renouvellement des conseils académiques des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public (CAAECEP)
- La note de service n° 95-162 du 7 juillet 1995 relative aux travaux d'initiative personnelle encadrés mis en place en première année dans la filière Biologie, chimie, physique et sciences de la terre (BCPST) à la rentrée 1995
- La circulaire n° 95-203 du 19 septembre 1995 relative au remplacement progressif des différentes catégories de cartes de séjour temporaires par une vignette autocollante apposée sur le passeport

La note de service n° 95-222 du 13 octobre 1995 relative aux épreuves orales de travaux pratiques de biologie et de physique et chimie des concours d'accès aux écoles vétérinaires ouverts aux élèves de classes préparatoires

La circulaire n° 95-223 du 13 octobre 1995 relative à la reproduction à usage pédagogique d'œuvres protégés dans les EPLE

La note de service n° 95-230 du 18 octobre 1995 relative à l'indemnisation du chômage des personnels non titulaires (contractuels, maîtres auxiliaires, MI-SE, auxiliaires...) précédemment employés à temps complet et qui se voient proposer un nouveau recrutement à temps incomplet

La circulaire n° 95-241 du 27 octobre 1995 relative à la réglementation anti-bizutage

La note de service n° 95-272 du 7 décembre 1995 relative à la répartition des dossiers informatiques du personnel relevant de la DPE entre les 29 bases de données relevant du système EPP

La circulaire n° 95-285 du 21 décembre 1995 relative aux études dirigées et encadrées dans les collèges

La note de service n° 96-004 du 4 janvier 1996 relative à l'organisation de l'épreuve pratique du baccalauréat sciences et technologies tertiaires

La note de service n° 96-019 du 9 janvier 1996 relative à l'assurance chômage des personnels recrutés par les EPLE sur leur budget propre soit sur des contrats emploi-solidarité, soit sur des contrats de droit public, financés par les ressources de la formation continue (GRETA)

La note de service n° 96-033 du 2 février 1996 relative aux épreuves de langue vivante des concours d'accès aux écoles vétérinaires ouverts aux étudiants des classes préparatoires organisées dès la session de 1996

La note de service n° 96-044 du 9 février 1996 relative à l'organisation de l'épreuve pratique du baccalauréat SMS

La note de service n° 96-052 du 15 février 1996 relative à la majoration spéciale pour assistance constante d'une tierce personne

La circulaire n° 96-103 du 15 avril 1996 relative à l'éducation à la citoyenneté

La note de service n° 96-128 du 6 mai 1996 relative aux ateliers de pratiques artistiques dans le second degré

La circulaire n° 96-130 du 6 mai 1996 relative à la formation initiale des enseignants à la prévention de la violence dans les établissements scolaires

La circulaire n° 96-133 du 10 mai 1996 relative aux formations des voies générale, technologique et professionnelle dans les lycées

La circulaire n° 96-146 du 22 mai 1996 relative aux enseignants-chercheurs affectés à un institut ou une école faisant partie d'une université

La note de service n° 96-152 du 28 mai 1996 relative aux définitions des priorités ministérielles pour l'année 1996-1997

La note de service n° 96-157 du 29 mai 1996 relative à la mise en œuvre de contrats d'innovation dans certains établissements scolaires dans le cadre du plan de lutte contre la violence afin de permettre de développer des pratiques de pédagogie différenciée au sein de certains établissements

La circulaire n° 96-158 du 31 mai 1996 relative aux jeunes et l'alcool

La note de service n° 96-160 du 10 juin 1996 relative à l'équipement des laboratoires de physique en seconde année de classes préparatoires PC, PSI, TPC

La note de service n° 96-184 du 9 juillet 1996 relative aux fonds de concours

La note de service n° 96-187 du 9 juillet 1996 relative à l'instruction des dossiers d'indemnisation des frais occasionnés aux stagiaires de la formation préparant aux diplômes relevant de l'adaptation et de l'intégration scolaires

La note de service n° 96-197 du 16 juillet 1996 relative aux diplômes de langue française destinés aux personnes de nationalité étrangère (DELF-DALF)

La note du 30 octobre 1996 relative à l'amélioration des relations entre les administrations et le public

La note de service n° 96-292 du 13 décembre 1996 relative à l'indemnité de charges administratives des directeurs de CIO

La note de service n° 97-014 du 8 janvier 1997 relative à la labellisation des centres permanents de l'EN, des dispositifs permanents de formation individualisée et des systèmes de réponse individualisée de formation

La note de service n° 97-015 du 13 janvier 1997 relative à la dématérialisation des virements papier

La note de service n° 97-019 du 15 janvier 1997 relative à la gestion des moyens et des personnes intervenant dans le cadre de la mission générale d'insertion des jeunes

La circulaire n° 97-172 du 22 août 1997 relative à l'exercice d'activités privées par des personnels titulaires et non titulaires relevant de la DAP

La circulaire n° 97-174 du 22 août 1997 relative à la prime spéciale d'installation attribuée à certains personnels débutants

La note de service n° 97-200 du 16 septembre 1997 relative au calendrier d'entrée en vigueur des nouvelles réglementations générales relatives aux examens des BTS, baccalauréat professionnel et BP

La note de service n° 97-201 du 17 septembre 1997 relative à la liquidation des créances de l'État

La note de service n° 97-203 du 17 septembre 1997 relative à la mise en œuvre de la nouvelle réglementation générale du baccalauréat professionnel

La circulaire n° 97-215 du 9 octobre 1997 relative à un appel à projets en matière de formation continue universitaire

La note de service n° 97-216 du 10 octobre 1997 relative aux initiatives citoyennes à l'école pour apprendre à vivre ensemble

La circulaire n° 97-233 du 31 octobre 1997 relative aux zones d'éducation prioritaires

La note du 6 novembre 1997 relative aux actions pédagogiques sur la convention de l'ONU des droits de l'enfant au collège et au lycée

La circulaire n° 97-251 du 24 novembre 1997 relative à un appel à projets pour développer la formation continue dans les écoles et instituts extérieurs aux universités

La note de service n° 97-256 du 3 décembre 1997 relative à la mise en œuvre de la nouvelle réglementation générale du brevet professionnel

La circulaire n° 97-263 du 16 décembre 1997 relative à la mise en œuvre du dispositif emplois-jeunes dans les EPLE et les écoles relevant du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie

La circulaire n° 98-004 du 9 janvier 1998 relative à l'organisation de la rentrée scolaire 1998 dans les collèges

La note de service n° 98-008 du 14 janvier 1998 relative à la préparation au passage à la monnaie unique

La note de service n° 98-017 du 5 février 1998 relative aux emplois-jeunes dans les établissements d'enseignement privé

La circulaire n° 98-064 du 26 mars 1998 relative à la semaine nationale des initiatives citoyennes à l'école pour apprendre à vivre ensemble du 11 au 16 mai 1998

La circulaire n° 98-069 du 30 mars 1998 relative à la formation des anciens aides-éducateurs

La note de service n° 98-082 du 9 avril 1998 relative aux règles générales de fonctionnement des commissions de spécialistes

La circulaire n° 98-087 du 15 avril 1998 relative aux conditions exceptionnelles d'intégration de personnels non titulaires du ministère de l'Éducation nationale et du ministère de la Jeunesse et des Sports dans des corps de fonctionnaires de catégorie B

La note de service n° 98-099 du 12 mai 1998 relative au recrutement des professeurs des universités et maîtres de conférences

La note de service n° 98-103 du 19 mai 1998 relative à la généralisation de la déconcentration expérimentale d'un certain nombre d'actes de gestion concernant les professeurs et les maîtres de conférences des universités

La circulaire n° 98-118 du 22 mai 1998 relative aux orientations de la politique contractuelle conclue pour quatre ans entre l'État et les établissements d'enseignement supérieur

La circulaire n° 98-116 du 26 mai 1998 relative à la première inscription en premier cycle des bacheliers et étudiants originaires des DOM-TOM pour l'année scolaire 1998-1999

La circulaire n° 98-129 du 19 juin 1998 relative aux orientations pédagogiques pour les enseignements généraux et professionnels adaptés dans le second degré

La circulaire n° 98-136 du 23 juin 1998 relative au recrutement de jeunes docteurs, agents de développement des nouvelles technologies dans les IUFM

La circulaire n° 98-140 du 7 juillet 1998 relative à l'éducation à la citoyenneté dans les enseignements primaire et secondaire

La circulaire n° 98-145 du 10 juillet 1998 relative à la mise en place des réseaux d'éducation prioritaire et les contrats de réussite

La circulaire n° 98-147 du 16 juillet 1998 relative à la mise en place du dispositif emplois-jeunes dans les établissements d'enseignement supérieur

La circulaire n° 98-150 du 17 juillet 1998 relative aux emplois-jeunes (conditions d'emploi des aides-éducateurs)

La note du 17 août 1998 relative au mémento juridique relatif aux emplois-jeunes (aides-éducateurs, salariés) dans les EPLE et les écoles de l'enseignement public

La note de service n° 98-173 du 2 septembre 1988 relative à l'autorisation faite aux recteurs à délivrer des attestations de reconnaissance de niveau d'études des diplômés étrangers généraux

La circulaire n° 98-177 du 3 septembre 1998 relative au droit en vigueur en matière de lutte contre le bizutage

La note de service n° 98-189 du 16 septembre 1998 relative aux diverses recommandations en matière de dispositifs académiques de remplacement et mise en place d'un comité de suivi chargé de faire le point sur l'avancement de la mise en œuvre de vingt mesures visant à préserver les heures d'enseignement destinées aux élèves

La circulaire n° 98-210 du 27 octobre 1998 relative à l'entrée et au séjour des scientifiques étrangers en France

La note du 30 octobre 1998 relative aux actions pédagogiques liées aux droits de l'enfant dans le cadre de la journée internationale des droits de l'enfant du 20 novembre 1998

La circulaire n° 98-229 du 18 novembre 1998 relative au programme personnalisé d'aide et de progrès en CE 2 et 6ème

La circulaire n° 98-263 du 29 décembre 1998 relative à la rentrée 1999 dans les enseignements élémentaire et secondaire

La note de service n° 99-020 du 15 février 1999 relative au fonctionnement des commissions académiques et nationale d'examen des candidatures d'une personne handicapée en vue de son recrutement à l'Éducation nationale

La circulaire n° 99-049 du 12 avril 1999 relative à l'intégration de certains personnels non titulaires des services déconcentrés et des établissements relevant du MEN et du MJS dans des corps de catégorie A

La note de service n° 99-069 du 12 mai 1999 relative au recrutement de travailleurs handicapés dans la fonction publique de l'État

La circulaire n° 99-105 du 12 juillet 1999 relative au soutien pédagogique mis en œuvre sous forme d'heures de remise à niveau en classe de sixième et d'aide individualisée en cinquième

La circulaire n° 99-138 du 24 septembre 1999 relative au fonds de soutien pour la câblage et la mise en réseau des établissements scolaires

La note de service n° 99-145 du 30 septembre 1999 relative à la validation pour la retraite des services accomplis en qualité d'allocataire-moniteur normalien

La circulaire n° 99-156 du 8 octobre 1999 relative aux conditions dans lesquelles les aides-éducateurs peuvent exercer leur droit à poursuivre, dans le cadre de leur contrat emploi-jeune, un parcours personnalisé de professionnalisation

La circulaire n° 99-175 du 2 novembre 1999 relative à la prévention des conduites à risques dans les établissements scolaires

La circulaire n° 99-194 du 3 décembre 1999 relative à la préparation et au suivi des volets éducation des contrats de ville (période 2000-2006)

La note du 16 décembre 1999 relative aux nouveaux dispositifs contre l'exclusion

La circulaire n° 99-206 du 16 décembre 1999 relative au recrutement de personnels sous contrat emploi consolidé (CEC)

La circulaire n° 99-212 du 20 décembre 1999 relative au nouveau dispositif de formation continue des personnels enseignants du premier et second degré, des personnels d'éducation et d'orientation

La circulaire n° 99-213 du 20 décembre 1999 relative au nouveau dispositif de formation continue des personnels administratifs, techniques et d'encadrement

La note de service n° 2000-031 du 25 février 2000 relative à l'organisation des travaux personnels encadrés en classe de première des séries générales

La circulaire n° 2000-043 du 23 mars 2000 relative au recrutement d'emplois-jeunes cadre de vie par les EPLE

La note de service n° 2000-057 du 4 mai 2000 relative aux ateliers de pratique artistique et ateliers d'expression artistique (AEA)

La note de service n° 2000-077 du 5 juin 2000 relative aux modalités d'attribution du diplôme national du brevet aux candidats des établissements d'enseignement agricole

La note de service n° 2000-081 du 8 juin 2000 relative à la mise à niveau informatique en classe de seconde

La circulaire n° 2000-093 du 23 juin 2000 relative aux mesures « collège des années 2000 » à privilégier à la rentrée 2000

La circulaire n° 2000-099 du 29 juin 2000 relative à l'exercice des droits syndicaux pour les emplois-jeunes dans les EPLE et les écoles

La circulaire n° 2000-100 du 29 juin 2000 relative à la formation et professionnalisation des aides-éducateurs recrutés par les EPLE

La circulaire n° 2000-108 du 17 juillet 2000 relative au bizutage

La note de service n° 2000-122 du 31 août 2000 relative à la cotisation pour la retraite des fonctionnaires détachés dans l'Espace économique européen

La note de service n° 2000-133 du 1er septembre 2000 relative au dispositif des contrats emploi consolidé (CEC)

La circulaire n° 2000-139 du 4 septembre 2000 relative au conseil académique des aides-éducateurs

La circulaire n° 2000-147 du 21 septembre 2000 relative à la mise en place de la contraception d'urgence dans les EPLE

La note de service n° 2000-159 du 29 septembre 2000 relative à l'aménagement des programmes et horaires des classes préparatoires scientifiques de la filière BCPST

La circulaire n° 2000-201 du 13 novembre 2000 relative à l'harmonisation des procédures d'admission dans les sections de techniciens supérieurs

La circulaire n° 2000-205 du 16 novembre 2000 relative à l'évaluation nationale en CE2

La note de service n° 2000-210 du 22 novembre 2000 relative à la formation à la prévention des risques d'origine électrique

La note de service n° 2001-027 du 8 février 2001 relative à la présentation des nouveaux livrets scolaires des séries générales

La circulaire n° 2001-046 du 21 mars 2001 relative aux actions éducatives et innovantes à caractère scientifique et technique et aux ateliers scientifiques et techniques

La note de service n° 2001-048 du 21 mars 2001 relative à la validation du brevet informatique et internet (B2i) de niveau 2

La circulaire n° 2001-051 du 21 mars 2001 relative à la préparation de la rentrée scolaire 2001 dans le premier degré

La circulaire n° 2001-076 du 25 avril 2001 relative à la Journée mondiale « sans tabac » le 31 mai 2001

La circulaire n° 2001-094 du 30 mai 2001 relative à la préparation de la rentrée 2001 en lycée professionnel

La circulaire n° 2001-105 du 8 juin 2001 relative à la préparation de la rentrée 2001 dans les collèges

La note de service n° 2001-108 du 13 juin 2001 relative à l'enseignement complémentaire d'éducation physique et sportive dans le cycle terminal des voies générale et technologique

La circulaire n° 2001-118 du 25 juin 2001 relative à la mise en œuvre des recommandations du médiateur de l'Éducation nationale

La note de service n° 2001-140 du 18 juillet 2001 relative aux bourses nationales d'études du second degré de lycée - année 2001-2002

La note du 27 juillet 2001 relative aux objectifs pédagogiques terminaux pour les items de la 2ème partie du 2ème cycle des études médicales

La circulaire n° 2001-148 du 27 juillet 2001 relative à l'évaluation et à l'aide aux apprentissages en grande section de maternelle et en cours préparatoire

La circulaire n° 2001-159 du 29 août 2001 relative au développement de l'engagement associatif et des initiatives étudiantes

La circulaire n° 2001-186 du 26 septembre 2001 relative à l'expertise des projets de constructions universitaires

La circulaire n° 2001-217 du 24 octobre 2001 relative aux bourses de stage en entreprise pour les élèves des sections de techniciens supérieurs

La circulaire n° 2001-267 du 27 décembre 2001 relative à la notation des professeurs agrégés affectés dans l'enseignement supérieur

La circulaire n° 2002-008 du 9 janvier 2002 relative à la déconcentration de la gestion des personnels des corps techniques de catégorie C de la filière ITRF

La circulaire n° 2002-027 du 6 février 2002 relative aux subventions d'investissement aux établissements publics d'enseignement supérieur et aux collectivités locales

La circulaire n° 2002-075 du 10 avril 2002 relative à la préparation de la rentrée 2002 dans le premier degré

La circulaire n° 2002-077 du 11 avril 2002 relative à la préparation de la rentrée 2002 en lycée professionnel

La circulaire n° 2002-084 du 17 avril 2002 relative aux modalités de gestion des emplois-jeunes des EPLE et des écoles de l'enseignement public

La circulaire n° 2002-090 du 24 avril 2002 relative au recrutement et à l'intégration des travailleurs handicapés

La circulaire n° 2002-104 du 30 avril 2002 relative au recrutement et à la formation des personnels des écoles, collèges et lycées « langues régionales »

La note de service n° 2002-110 du 30 avril 2002 relative aux travaux personnels encadrés dans les séries générales et technologiques - année 2002-2003

La circulaire n° 2002-120 du 29 mai 2002 relative à la lutte contre les sectes mise en place au sein de l'Éducation nationale

La circulaire n° 2002-126 du 5 juin 2002 relative à la mise en œuvre du code des marchés publics dans les EPLE

La circulaire n° 2002-138 du 14 juin 2002 relative aux obligations de l'État en matière de couverture du risque décès des maîtres contractuels et agréés

La circulaire n° 2002-174 du 8 août 2002 relative à la mise en œuvre de la réduction des délais de paiement dans les marchés publics

La note de service n° 2002-250 du 8 novembre 2002 relative au recrutement dans le corps des CASU

La note de service n° 2002-259 du 20 novembre 2002 relative à l'engagement des jeunes

La circulaire n° 2003-050 du 28 mars 2003 relative à la préparation de la rentrée 2003 dans les écoles, collèges et lycées

La note de service n° 2003-118 du 31 juillet 2003 relative au relèvement du salaire minimum de croissance (SMIC)

La note de service n° 2003-128 du 20 août 2003 relative à la conservation des notes obtenues à l'examen du baccalauréat général ou technologique

La circulaire n° 2003-133 du 1er septembre 2003 relative à l'éducation prioritaire

La circulaire n° 2003-178 du 23 octobre 2003 relative au statut des infirmières et infirmiers de l'éducation nationale

La note du 23 janvier 2004 relative aux bourses pour étudiants arabisants pour l'année scolaire 2004-2005

La circulaire n° 2004-015 du 27 janvier 2004 relative à la préparation de la rentrée 2004 dans les écoles, les collèges et les lycées

La circulaire n° 2004-100 du 22 juin 2004 relative aux bourses de collège - année 2004-2005

La note de service n° 2004-107 du 29 juin 2004 relative aux bourses nationales d'étude du second degré - année 2004-2005

La circulaire n° 2004-111 du 9 juillet 2004 relative au risque décès

La note de service n° 2006-077 du 25 avril 2006 fixant la liste des thèmes de travaux personnels encadrés de la classe de première des séries générales en vigueur à la rentrée de l'année scolaire 2006-2007

La note du 26 décembre 2007 relative au prix de l'Éducation nationale « Cannes 2008 »

La circulaire n° 2008-1010 du 12 mars 2008 relative à la notation pour l'année 2007-2008 des professeurs agrégés affectés dans l'enseignement supérieur

La note de service n° 2008-134 du 6 octobre 2008 relative à l'opération Pièces jaunes 2009

La note de service n° 2008-156 du 27 novembre 2008 relative à la campagne de solidarité et de citoyenneté de la Jeunesse au plein air

Organisation générale

Administration centrale du M.E.S.R.

Attributions de fonctions

NOR : ESRA0900485A
arrêté du 27-11-2009
ESR - SAAM A1

Vu décret n° 87-389 du 15-6-1987, modifié par décret n° 2005-124 du 14-2-2005 ; décret n° 2007-1001 du 31-5-2007 ; décret n° 2006-572 du 17-5-2006 ; arrêté du 17-5-2006 modifié ; arrêté du 23-5-2006 modifié

Article 1 - L'annexe E de l'arrêté du 23 mai 2006 susvisé est modifiée ainsi qu'il suit :

- DGESIP/DGRI A3

Mission de la parité et de la lutte contre les discriminations

Au lieu de :

Ginette Vagenheim

Lire :

N... à compter du 15 novembre 2009

Article 2 - Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 27 novembre 2009

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

et par délégation,

Le secrétaire général

Pierre-Yves Duwoye

Enseignement supérieur et recherche

Diplôme de formation médicale spécialisée et diplôme de formation médicale spécialisée approfondie

Ouverture, au titre de l'année universitaire 2010-2011, des épreuves écrites de contrôle de niveau des connaissances prévues par l'arrêté du 8-7-2008

NOR : ESRS0900488A
RLR : 432-3c
arrêté du 26-11-2009
ESR - DGESIP A-MFS

Vu code de l'Éducation ; code de la Santé publique ; arrêté du 8-7-2008 modifié

Article 1 - Les médecins et les pharmaciens étrangers relevant des dispositions de l'article 1 de l'arrêté du 8 juillet 2008 susvisé, candidats à une affectation, au cours de l'année universitaire 2010-2011, sur un poste de faisant fonction d'interne, dans le cadre d'une formation conduisant à un diplôme de formation médicale spécialisée ou à un diplôme de formation médicale spécialisée approfondie se présentent aux épreuves écrites de contrôle de niveau des connaissances prévues à l'article 4 du même arrêté.

Article 2 - En vue de ces épreuves, ces candidats s'inscrivent auprès des services de coopération et d'action culturelle français à l'étranger, à compter de la publication du présent arrêté et au plus tard le 15 janvier 2010.

Les apatrides et les personnes ayant en France le statut de réfugié déposent leur dossier d'inscription auprès de l'unité de formation et de recherche de médecine de l'université de Strasbourg, 4, rue Kirschleger à Strasbourg.

Le dépôt du dossier d'inscription donne lieu à la remise d'une convocation aux épreuves.

Article 3 - Les formulaires d'inscription aux épreuves et la liste des pièces à produire au dossier peuvent être obtenus auprès des services de coopération et d'action culturelle à l'étranger. Ils peuvent aussi être téléchargés sur les sites internet des ambassades et sur le site internet de l'unité de formation et de recherche de médecine de l'université de Strasbourg. Les apatrides et les candidats justifiant du statut de réfugié, résidant en France, doivent joindre une copie lisible d'un titre de séjour en cours de validité.

Tout dossier incomplet ou non parvenu à la date de clôture des inscriptions est irrecevable.

Article 4 - La date des épreuves, organisées simultanément dans tous les centres d'examen, est fixée au 11 mars 2010 à 11 heures, heure de Paris : la première épreuve : de 11h à 12h30 ; la seconde épreuve : de 12h45 à 14h15.

Les lieux des épreuves sont : l'ambassade de France et/ou les consulats généraux français du pays dans lequel le candidat s'est inscrit aux épreuves ; l'unité de formation et de recherche de médecine de l'université de Strasbourg pour les apatrides et les personnes ayant le statut de réfugié qui résident en France.

Article 5 - Les candidats passent deux épreuves comportant chacune 60 questions à choix multiples. Elles portent sur les programmes prévus au 4e alinéa de l'article 4 de l'arrêté du 8 juillet 2008 susvisé.

Article 6 - À l'issue de ces épreuves, le conseil scientifique de médecine ou de pharmacie se constitue en jury et dresse, par discipline et spécialité, la liste des candidats retenus dans la limite du double du nombre de places ouvertes par discipline, spécialité et inter-région. Ce nombre de places et leur répartition seront fixés par un arrêté publié à une date ultérieure.

Article 7 - La directrice des politiques de mobilité et d'attractivité, le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et la directrice de l'hospitalisation et de l'organisation des soins sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Fait à Paris, le 26 novembre 2009

Pour le ministre des Affaires étrangères et européennes
et par délégation,

La directrice des politiques de mobilité et d'attractivité
Hélène Duchêne

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
et par délégation,

Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle
Patrick Hetzel

Pour la ministre de la Santé et des Sports
et par délégation,

La directrice de l'hospitalisation et de l'organisation des soins
Annie Podeur

Enseignement supérieur et recherche

Diplôme de formation médicale spécialisée et diplôme de formation médicale spécialisée approfondie

Nombre et répartition des places offertes au titre de l'article 4 de l'arrêté du 8 juillet 2008 modifié - année universitaire 2010-2011

NOR : ESRS0900489A
RLR : 432-3c
arrêté du 27-11-2009
ESR - DGESIP A-MFS

Vu code de l'Éducation ; code de la Santé publique ; arrêté du 8-7-2008 modifié, notamment article 4

Article 1 - Le nombre de places offertes, au titre de l'année universitaire 2010-2011, pour l'accès prévu par l'arrêté du 8 juillet 2008 modifié susvisé aux diplômes de formation médicale spécialisée et diplômes de formation médicale spécialisée approfondie est fixé par discipline et spécialité pour chaque inter-région et subdivision, selon les tableaux annexés au présent arrêté.

Article 2 - Pour l'inter-région Ile-de-France, la répartition des postes par université est consultable sur le site internet de l'unité de formation et de recherche médicale de l'université de Strasbourg : <http://www-ulpmed.u-strasbg.fr>.

Article 3 - Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle et la directrice de l'hospitalisation et de l'organisation des soins sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Fait à Paris, le 27 novembre 2009

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
et par délégation,

Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle
Patrick Hetzel

Pour la ministre de la Santé et des Sports

Par empêchement simultané de la directrice de l'hospitalisation et de l'organisation des soins
et du chef de service

La sous-directrice des ressources humaines du système de santé
Emmanuelle Quillet

Annexe I

Postes offerts au titre des diplômes de formation médicale spécialisée - Année universitaire 2010-2011

FORMATIONS PROPOSÉES	ILE-DE-FRANCE	INTER-RÉGION NORD-EST				INTER-RÉGION NORD-OUEST			
		Strasbourg Dijon	Reims	Besançon	Nancy Caen	Rouen	Lille	Amiens	
1 - POUR LES MÉDECINS									
Spécialités médicales									
Anatomie et cytogologie pathologiques	6						1		
Cardiologie et maladies vasculaires	11	2			1	3	1		
Dermatologie et vénéréologie	1	1			1				
Endocrinologie, diabète, maladies métaboliques	6	1							
Gastroentérologie et hépatologie	17	1				1	1	1	
Génétique médicale									
Hématologie 6				1					
- Option 1 : Hématologie-Maladies du sang									
- Option 2 : Onco-hématologie	1						1		
Médecine interne	9	2					2	1	
Médecine nucléaire	2						1		
Médecine physique et de réadaptation	5						2	1	
Néphrologie 4							1	1	1
Neurologie 9						2	1		
Oncologie 6								1	
- Option 1 : Oncologie médicale	11						1		1
- Option 2 : Oncologie radiothérapique	12								
- Option 3 : Onco-hématologie	4								
Pneumologie 4		1			1	2	2		
Radiodiagnostic et imagerie médicale	29	2				2	3	10	
Rhumatologie 4									

FORMATIONS PROPOSÉES	INTER-RÉGION OUEST						INTER-RÉGION RHONE-ALPES - AUVERGNE			
	Brest	Rennes	Tours	Angers	Nantes	Poitiers	Clermont-Ferrand	Grenoble	Lyon	Saint-Étienne
1 - POUR LES MÉDECINS										
Spécialités médicales										
Anatomie et cytologie pathologiques				1				1		
Cardiologie et maladies vasculaires			1	1	1	1	2	3	1	
Dermatologie et vénéréologie										
Endocrinologie, diabète, maladies métaboliques			1	1			1	1	1	
Gastroentérologie et hépatologie										
Génétiq ue médicale							1		2	
Hématologie								1		
- Option 1 : Hématologie-Maladies du sang								1		
- Option 2 : Onco-hématologie				1				1		
Médecine interne				1			1	2		
Médecine nucléaire				1				1		
Médecine physique et de réadaptation				1					1	
Néphrologie 1		1					2	1	1	
Neurologie									1	
Oncologie										
- Option 1 : Oncologie médicale				1				2		
- Option 2 : Oncologie radiothérapique				1						
- Option 3 : Onco-hématologie										
Pneumologie				1			2	2	1	
Radiodiagnostic et imagerie médicale				1			4	4	2	
Rhumatologie	1								1	
Spécialités chirurgicales										
Chirurgie générale										
- Version : osseuse								4		
- Version : viscérale				1				5		
Neurochirurgie				1			1		3	1
Ophthalmologie										
Oto-rhino-laryngologie et chirurgie cervico-faciale								3		1

FORMATIONS PROPOSÉES	INTER-RÉGION SUD			INTER-RÉGION SUD-EST			ANTILLES-GUYANE
	Montpellier A	x-Marseille	Nice	Bordeaux	Limoges	Toulouse	
1 - POUR LES MÉDECINS							
Spécialités médicales							
Anatomie et cytologie pathologiques							
Cardiologie et maladies vasculaires				1			2
Dermatologie et vénéréologie							
Endocrinologie, diabète, maladies métaboliques		1			1		
Gastroentérologie et hépatologie		1			1		
Génétiq ue médicale							
Hématologie							
- Option 1 : Hématologie-Maladies du sang							
- Option 2 : Onco-hématologie							
Médecine interne		1		2			
Médecine nucléaire							
Médecine physique et de réadaptation	2						
Néphrologie 1		1				3	
Neurologie		1			3	1	
Oncologie				2			1
- Option 1 : Oncologie médicale							
- Option 2 : Oncologie radiothérapique							
- Option 3 : Onco-hématologie	1						
Pneumologie		1			1		1
Radiodiagnostic et imagerie médicale	1				2		1
Rhumatologie 1						1	
Spécialités chirurgicales							
Chirurgie générale					2		1
- Version : osseuse	3			2			1
- Version : viscérale	1			2			1
Neurochirurgie							
Ophthalmologie							1
Oto-rhino-laryngologie et chirurgie cervico-faciale							1

Annexe II

Postes offerts au titre des diplômes de formation médicale spécialisée approfondie - Année universitaire 2010-2011

FORMATIONS PROPOSÉES	ILE-DE-FRANCE				INTER-RÉGION NORD-EST					INTER-RÉGION NORD-OUEST		
	Strasbourg	Dijon	Reims	Besançon	Nancy	Caen	Rouen	Lille	Amiens			
1 - POUR LES MÉDECINS												
Spécialités médicales												
Anatomie et cytologie pathologiques												
Cardiologie et maladies vasculaires	3				1		3	1				
Dermatologie et vénéréologie												
Endocrinologie, diabète, maladies métaboliques												
Gastroentérologie et hépatologie	1						3	1				
Génétique médicale												
Hématologie 4												
- Option 1 : Hématologie-Maladies du sang		1										
Médecine interne	1	1									1	
Médecine nucléaire												
Médecine physique et de réadaptation								1				
Néphrologie 3		2					1				1	
Neurologie 4	1						1					
Oncologie								1				
- Option 1 : Oncologie médicale												1
- Option 2 : Oncologie radiothérapique												
- Option 3 : Onco-hématologie												
Pneumologie 4	2						2				1	
Radiodiagnostic et imagerie médicale	3		2				2	5				
Rhumatologie 3												
Spécialités chirurgicales												
Chirurgie générale												
- Version : osseuse	1											
- Version : viscérale	4											
Neurochirurgie 6	2										1	
Ophthalmologie 2												
-Oto-rhino-laryngologie et chirurgie cervico-faciale												
	1											

FORMATIONS PROPOSÉES	INTER-RÉGION OUEST					INTER-RÉGION RHONE-ALPES - AUVERGNE				
	Brest	Rennes	Tours	Angers	Nantes	Poitiers	Clermont-Ferrand	Grenoble	Lyon	Saint-Étienne
1 - POUR LES MÉDECINS										
Spécialités médicales										
Anatomie et cytologie pathologiques										
Cardiologie et maladies vasculaires	1		2			1		1		1
Dermatologie et vénéréologie										
Endocrinologie, diabète, maladies métaboliques										
Gastroentérologie et hépatologie								1		
Génétique médicale										
Hématologie										
- Option 1 : Hématologie-Maladies du sang	1									
Médecine interne										
Médecine nucléaire										
Médecine physique et de réadaptation										
Néphrologie										
Neurologie 2			1					1		1
Oncologie										
- Option 1 : Oncologie médicale										
- Option 2 : Oncologie radiothérapique	1									
- Option 3 : Onco-hématologie										
Pneumologie										
Radiodiagnostic et imagerie médicale				2				1		
Rhumatologie										
Spécialités chirurgicales										
Chirurgie générale										
- Version : osseuse										
- Version : viscérale										
Neurochirurgie									1	
Ophthalmologie			1							
Oto-rhino-laryngologie et chirurgie cervico-faciale										

FORMATIONS PROPOSÉES	INTER-RÉGION SUD		INTER-RÉGION SUD-OUEST		ANTILLES- GUYANE
	Montpellier Aix-Marseille	Nice	Bordeaux Limoges	Toulouse	
1 - POUR LES MÉDECINS					
Spécialités médicales					
Anatomie et cytologie pathologiques					
Cardiologie et maladies vasculaires	4		1		
Dermatologie et vénéréologie					
Endocrinologie, diabète, maladies métaboliques					
Gastroentérologie et hépatologie	3				
Génétique médicale					
Hématologie	1				
- Option 1 : Hématologie-Maladies du sang					
Médecine interne		1			
Médecine nucléaire				2	
Médecine physique et de réadaptation	1				
Néphrologie					
Neurologie	1				
Oncologie			1		
- Option 1 : Oncologie médicale					
- Option 2 : Oncologie radiothérapique					
- Option 3 : Onco-hématologie					
Pneumologie					
Radiodiagnostic et imagerie médicale	5				
Rhumatologie					
Spécialités chirurgicales					
Chirurgie générale					
- Version : osseuse	1				
- Version : viscérale	2				
Neurochirurgie	1				
Ophthalmologie					
Oto-rhino-laryngologie et chirurgie cervico-faciale					
Anesthésie-réanimation				2	
Gynécologie médicale					
Gynécologie-obstétrique	3		1		
Médecine du travail					
Pédiatrie	1		1		
Psychiatrie					

Santé publique									
Santé publique et médecine sociale									
Biologie médicale (pour les médecins)						1			
Addictologie									
Allergologie et immunologie clinique									
Cancérologie									
Médecine de la douleur et médecine palliative									
- Option 1 : Médecine de la douleur									
- Option 2 : Médecine palliative									4
Médecine d'urgence									
Médecine vasculaire									
Néonatalogie					1 1				
Nutrition									
Pathologie infectieuse et tropicale, clinique et biologique									
Pharmacologie clinique et évaluation des thérapeutiques									
Chirurgie infantile					1		1		
Chirurgie maxillo-faciale et stomatologie									
Chirurgie orthopédique et traumatologie					4				
Chirurgie plastique, reconstructrice et esthétique									
Chirurgie thoracique et cardio-vasculaire					1				
Chirurgie urologique									
Chirurgie vasculaire									
Chirurgie viscérale et digestive									
Gériatrie									
Réanimation médicale									
2 - POUR LES PHARMACIENS :									
Biologie médicale (pour les pharmaciens)									

Annexe III
Tableau récapitulatif des postes offerts au titre des diplômes de formation médicale spécialisée
Année universitaire 2010-2011

FORMATIONS PROPOSÉES	NOMBRE DE POSTES
1 - POUR MÉDECINS	
Spécialités médicales	
Anatomie et cytologie pathologiques	9
Cardiologie et maladies vasculaires	31
Dermatologie et vénéréologie	3
Endocrinologie, diabète, maladies métaboliques	9
Gastroentérologie et hépatologie	27
Génétique médicale	1
Hématologie	10
- Option 1 : Hématologie-Maladies du sang	1
- Option 2 : Onco-hématologie	4
Médecine interne	21
Médecine nucléaire	5
Médecine physique et de réadaptation	12
Néphrologie	17
Neurologie	18
Oncologie	10
- Option 1 : Oncologie médicale	16
- Option 2 : Oncologie radiothérapique	13
- Option 3 : Onco-hématologie	5
Pneumologie	19
Radiodiagnostic et imagerie médicale	62
Rhumatologie	7
Spécialités chirurgicales	
Chirurgie générale	5
- Version : osseuse	10
- Version : viscérale	13
Neurochirurgie	22
Ophtalmologie	21
Oto-rhino-laryngologie et chirurgie cervico-faciale	13
Anesthésie-réanimation	67
Gynécologie médicale	3
Gynécologie-obstétrique	36
Pédiatrie	38
Psychiatrie	20
Biologie médicale (pour les médecins)	4
Nombre total de postes pour les candidats médecins :	552
2 - POUR PHARMACIENS	
Biologie Médicale (pour les pharmaciens)	4
Nombre total de postes pour les candidats pharmaciens :	4
Total général :	556

Annexe IV

**Tableau récapitulatif des postes offerts au titre des diplômes de formation médicale spécialisée approfondie
Année universitaire 2010-2011**

FORMATIONS PROPOSÉES	NOMBRE DE POSTES
1 - POUR LES MÉDECINS	
Spécialités médicales	
Anatomie et cytologie pathologiques	6
Cardiologie et maladies vasculaires	23
Dermatologie et vénéréologie	1
Endocrinologie, diabète, maladies métaboliques	2
Gastroentérologie et hépatologie	19
Génétique médicale	1
Hématologie	5
- Option 1 : Hématologie-Maladies du sang	2
Médecine interne	13
Médecine nucléaire	2
Médecine physique et de réadaptation	8
Néphrologie	7
Neurologie	12
Oncologie	2
- Option 1 : Oncologie médicale	1
- Option 2 : Oncologie radiothérapique	3
- Option 3 : Onco-hématologie	1
Pneumologie	14
Radiodiagnostic et imagerie médicale	32
Rhumatologie	3
Spécialités chirurgicales	
Chirurgie générale	
- Version : osseuse	2
- Version : viscérale	10
Neurochirurgie	11
Ophtalmologie	3
Oto-rhino-laryngologie et chirurgie cervico-faciale	1
Anesthésie-réanimation	27
Gynécologie médicale	3
Gynécologie-obstétrique	20
Médecine du travail	1
Pédiatrie	22
Psychiatrie	29
Santé publique	1
Santé publique et médecine sociale	

Biologie médicale (pour les médecins)	3
Addictologie	1
Allergologie et immunologie clinique	3
Cancérologie	15
Médecine de la douleur et médecine palliative	
- Option 1 : Médecine de la douleur	1
- Option 2 : Médecine palliative	
Médecine d'urgence	29
Médecine vasculaire	1
Néonatalogie	12
Nutrition	1
Pathologie infectieuse et tropicale, clinique et biologique	6
Pharmacologie clinique et évaluation des thérapeutiques	1
Chirurgie infantile	9
Chirurgie maxillo-faciale et stomatologie	1
Chirurgie orthopédique et traumatologie	19
Chirurgie plastique, reconstructrice et esthétique	1
Chirurgie thoracique et cardio-vasculaire	14
Chirurgie urologique	15
Chirurgie vasculaire	3
Chirurgie viscérale et digestive	19
Gériatrie	14
Réanimation médicale	19
Nombre total de postes pour les candidats médecins :	474
2 - POUR LES PHARMACIENS	
Biologie médicale (pour les pharmaciens)	2
Nombre total de postes pour les candidats pharmaciens :	2
Total général :	476 postes

Enseignement supérieur et recherche

Diplôme de formation médicale spécialisée et diplôme de formation médicale spécialisée approfondie

Application de l'arrêté du 8 juillet 2008 modifié

NOR : ESRS0928200C

RLR : 432-3c

circulaire n° 2009-1035 du 30-11-2009

ESR - DGESIP A-MFS

Texte adressé aux présidentes et présidents d'université, sous couvert des rectrices et recteurs d'académie, chancelières et chanceliers des universités ; aux directrices et directeurs d'agence régionale de l'hospitalisation (pour information et diffusion aux directrices et directeurs des établissements de santé) ; aux préfets de région, directions régionales des affaires sanitaires et sociales, directions de la santé et du développement social (pour information) ; aux préfets de département, directions départementales des affaires sanitaires et sociales (pour information)

La note en date du 20 janvier 2009, que vous trouverez en annexe, a présenté l'économie du nouveau dispositif de formation à l'attention des médecins et pharmaciens étrangers souhaitant suivre en France une spécialisation ou un complément de spécialisation, dont la mise en place est prévue pour la rentrée universitaire 2010-2011 par l'arrêté cité en objet.

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette procédure, il est apparu souhaitable de préciser un certain nombre de points.

I - Recevabilité des candidatures en vue d'un D.F.M.S. ou d'un D.F.M.S.A.

Les conditions de candidature sont fixées aux articles 2, 3 et 11 de l'arrêté du 8 juillet 2008 modifié.

Pour pouvoir s'inscrire en D.F.M.S., le médecin ou le pharmacien étranger, titulaire d'un diplôme permettant l'exercice de la profession dans le pays d'origine ou d'obtention du diplôme, doit être en cours de formation médicale ou pharmaceutique spécialisée.

Pour pouvoir s'inscrire en D.F.M.S.A., le médecin ou le pharmacien étranger doit être titulaire d'un diplôme de médecin ou de pharmacien spécialiste permettant l'exercice de la spécialité dans le pays d'origine ou d'obtention du diplôme.

Un candidat ayant obtenu un D.F.M.S. peut, dans la continuité de cette validation et après accord du coordonnateur inter-régional de la spécialité, s'inscrire à une formation de D.F.M.S.A. sans avoir à repasser les épreuves de contrôle des connaissances, sous réserve d'être titulaire du diplôme de spécialité et d'une autorisation d'exercice de celle-ci dans le pays d'origine ou d'obtention. Dans le cas contraire, il doit se représenter aux épreuves.

Le titulaire d'une attestation de formation spécialisée (A.F.S.) pourra présenter sa candidature en vue d'un D.F.M.S.A., dès lors qu'il sera spécialiste dans son pays. Il relèvera de la procédure fixée aux articles 4 à 7 de l'arrêté et devra donc satisfaire aux épreuves écrites de contrôle de niveau des connaissances et produire, notamment, une attestation de connaissance de la langue française.

Le contrôle de la recevabilité des candidatures sera effectué, postérieurement à ces épreuves, par l'université de Strasbourg, chargée de centraliser les dossiers.

II - Offres de formation en DFMS et DFMSA

Il n'est pas prévu d'ouverture de postes en vue d'un D.F.M.S. en médecine générale, dans la mesure où cette discipline ne constitue probablement pas une formation spécialisée dans la majorité des pays de provenance des candidats.

III - Épreuves de contrôle des connaissances

Elles se déroulent dans les ambassades et les consulats généraux. Un centre d'examen est prévu en France, à l'université de Strasbourg, pour les réfugiés politiques et les apatrides. Les candidats auront la possibilité de télécharger le formulaire d'inscription aux épreuves écrites de contrôle de niveau des connaissances sur le site internet des ambassades et consulats, mais aussi sur le site web de l'unité de formation et de recherche de médecine de l'université de Strasbourg qui comportera un onglet spécifique aux D.F.M.S. - D.F.M.S.A. sur le portail d'accueil :

<http://www-ulpmed.u-strasbg.fr>

Pour l'ensemble des candidats, quelle que soit la formation de D.F.M.S. ou de D.F.M.S.A. postulée, il est prévu 2 épreuves. Chaque épreuve comporte 60 Q.C.M. à renseigner en une heure et demie. Les candidats, qu'ils postulent un D.F.M.S. ou un D.F.M.S.A., passent les mêmes épreuves qui portent, pour la médecine, sur le programme des épreuves classantes nationales et pour la pharmacie, sur le programme de l'internat en pharmacie.

IV- Contrôle de la connaissance de la langue française

Il est mentionné à l'article 4 de l'arrêté que les candidats devront produire une attestation de réussite au test de connaissance de la langue française (T.C.F., TEF) équivalent au niveau B2 ou être titulaires du diplôme d'étude en langue française (DELF) au minimum de niveau B2.

Il convient de rappeler que la durée de validité des T.C.F. est de 2 ans, celle des TEF est d'un an, alors qu'il n'y a pas de limitation de durée de validité pour le DELF.

Les candidats ayant obtenu antérieurement une A.F.S. sont assujettis à la même obligation.

Les candidats ayant accompli l'intégralité de leur cursus d'études en langue française, en vue du diplôme d'exercice en médecine ou en pharmacie, sont autorisés à produire une attestation en ce sens, délivrée nominativement par leur établissement d'origine.

L'attestation de connaissance de la langue française est à produire dans le dossier qui sera adressé à l'université de Strasbourg.

V - Durée de validité de la liste établie à la suite des épreuves de contrôle de niveau des connaissances

La liste est valable pour toute l'année universitaire suivante, les candidats retenus à la suite des classements opérés par les universités françaises pourront être affectés soit au 1er novembre soit au 1er mai de l'année universitaire suivante, en fonction des possibilités d'accueil dans les services agréés pour les formations considérées.

À défaut d'obtention d'un poste durant cette période, les candidats devront satisfaire à nouveau aux épreuves de contrôle des connaissances pour être autorisés à renouveler leur candidature.

Le nombre de présentations aux épreuves de contrôle de niveau des connaissances n'est pas limité.

VI - Procédure de classement des candidats par discipline et spécialité (article 7)

Il appartient à chaque université d'organiser la procédure de sélection des dossiers.

VII - Recensement des postes d'accueil dans les services agréés

Pour 2010-2011, le recensement, dans les services agréés, des postes d'accueil disponibles et financés pour les candidats à un D.F.M.S./D.F.M.S.A. a été effectué sur la base d'une enquête de l'administration universitaire francophone et européenne en médecine et odontologie (AUFEMO) aidée des coordonnateurs des diplômes d'études spécialisées (D.E.S.) et des diplômes d'études spécialisées complémentaires (D.E.S.C.). Cette enquête a permis d'établir le nombre de postes actuellement consacrés, au niveau national et dans chaque université, aux attestations de formation spécialisée (A.F.S.) et attestations de formation spécialisée approfondie (AFSA) qui, tendant à disparaître (plus aucune inscription en A.F.S./AFSA ne sera autorisée à compter de l'année universitaire 2010-2011), pourront être remplacés par des postes destinés aux médecins et pharmaciens inscrits en D.F.M.S./D.F.M.S.A.

Sur la base de cette enquête la direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins (D.H.O.S.) a pu solliciter les directions régionales des affaires sanitaires et sociales (DRASS) et établissements pour vérifier le financement de ces postes. Chaque année, un arrêté conjoint des ministres chargés de l'Enseignement supérieur et de la Santé fixera le nombre de postes offerts par spécialité aux médecins et pharmaciens qui souhaitent s'inscrire en D.F.M.S./D.F.M.S.A.

Il est souligné par ailleurs que le parcours de formation des praticiens inscrits en D.F.M.S./D.F.M.S.A. sera géré par les coordonnateurs des diplômes.

Contrairement à la gestion des internes, les DRASS n'interviendront pas dans ce processus, ni au stade des inscriptions (voir point VI) ni durant le cursus.

VIII - Le calendrier

Pour l'année 2010 les principales étapes sont les suivantes :

- En vue des épreuves, les candidats pourront s'inscrire auprès des services de coopération et d'action culturelle dès la publication de l'arrêté portant ouverture des épreuves de contrôle de niveau des connaissances et **au plus tard le 15 janvier 2010**.

Les apatrides et les personnes ayant le statut de réfugié prendront leur inscription à l'unité de formation et de recherche médicale de l'université de Strasbourg.

Lors du dépôt de leur dossier d'inscription, les candidats se verront remettre une convocation aux épreuves écrites de contrôle de niveau des connaissances.

- Les épreuves de vérification des connaissances se dérouleront **le jeudi 11 mars 2010 à 11 h (heure de Paris)**.

- Les SCAC procéderont, avant la fin du mois d'avril 2010, à l'affichage des résultats de tous les candidats s'étant présentés aux épreuves dans leur centre d'examen.

- Les candidats retenus à la suite des épreuves de contrôle des connaissances devront télécharger les dossiers de demande d'inscription sur le site web de l'université de Strasbourg. Ils devront les adresser par voie postale à cette université **au plus tard le 31 mai 2010 - 18h** (le cachet de la poste faisant foi). Pour chaque candidat, le dossier de

candidature devra être établi en autant d'exemplaires que d'universités postulées auxquels il faudra ajouter un dossier supplémentaire destiné à l'université de Strasbourg.

- Après avoir procédé à la vérification de la recevabilité des candidatures, l'université de Strasbourg transmettra, au plus tard le 17 juin 2010, les dossiers aux établissements auprès desquels les candidats postulent.
- Chacune des universités concernées devra communiquer, avant le 16 juillet 2010, à l'université de Strasbourg, les classements des candidats par discipline et spécialité établis dans le respect des dispositions de l'article 7.
- Sur la base des classements des candidats proposés par les universités et de l'ordre préférentiel exprimé par les candidats, l'université de Strasbourg les répartira dans la limite des places ouvertes par discipline, spécialité et inter-région.
- L'université de Strasbourg communiquera aux universités la liste des candidats qui leur sont affectés et informera les candidats de la suite réservée à leur demande avant la fin juillet.

IX - Convention établie entre l'université d'origine ou l'organisme ayant en charge la formation des spécialistes dans le pays considéré et l'université d'accueil (article 8)

Un modèle-type de convention est actuellement en cours d'élaboration ; ce modèle sera disponible sur le site web de l'université de Strasbourg.

La convention doit être conclue au plus tard dans le mois qui précède la prise de fonctions du candidat au 1er novembre ou au 1er mai.

X - Invalidation de stages : limitation du nombre de stages pouvant être effectués à nouveau

Deux stages au maximum pourront être recommencés, chacun ne pouvant l'être qu'une seule fois.

XI - Cas des candidats concernés par des accords de coopération

L'arrêté du 8 juillet 2008 modifié ne s'oppose pas au maintien ou à la reconduction des conventions de coopération interuniversitaire existantes.

S'ils désirent se voir délivrer un D.F.M.S. ou un D.F.M.S.A., les candidats venant en France dans le cadre de ces accords devront respecter la procédure fixée par l'arrêté du 8 juillet 2008. Ils devront obligatoirement se présenter aux épreuves de contrôle de niveau des connaissances et justifier de la moyenne à chacune des épreuves. Le nom des candidats retenus au titre des accords de coopération interuniversitaire est porté sur une liste particulière en vue de leur affectation, sur la base des postes proposés par les universités en vertu des accords de coopération conclus.

XII - Suivi de la formation des candidats retenus en vue d'un D.F.M.S. ou d'un D.F.M.S.A.

Il sera demandé annuellement, au mois de novembre, aux établissements de transmettre à l'université de Strasbourg la liste des diplômés avec précision du diplôme et de la spécialité.

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
et par délégation,

Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle
Patrick Hetzel

Pour la ministre de la Santé et des Sports
et par délégation,

La directrice de l'hospitalisation et de l'organisation des soins
Annie Podeur

Annexe

Note adressée le 20 janvier 2009 aux universités comportant une unité de formation et de recherche médicale et/ou pharmaceutique

Paris le 20 janvier 2009

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
aux président(e)s d'université

sous couvert des recteurs d'académie

à l'attention des directeurs d'U.F.R. de médecine et de pharmacie

Objet : Application des dispositions de l'arrêté du 8 juillet 2008 relatif au diplôme de formation médicale spécialisée et au diplôme de formation médicale spécialisée approfondie.

L'arrêté cité en objet propose un nouveau dispositif qui remplace celui instauré par l'arrêté du 1er août 1991 régissant les attestations de formation spécialisée (A.F.S.) et les attestations de formation spécialisée approfondie (AFSA).

Ce dispositif de formation s'adresse aux médecins ou pharmaciens étrangers désireux de suivre, en France, une spécialisation ou un complément de spécialisation. Il est destiné à leur assurer la formation médicale indispensable aux besoins de santé publique de leur pays d'origine ou de provenance.

L'économie du nouveau système s'organise autour des principes suivants :

- répondre au souhait des États étrangers de voir délivrer à leurs ressortissants un diplôme et non plus une attestation ;
- procéder à une évaluation du niveau scientifique acquis et de la connaissance de la langue française pour s'assurer de leur aptitude à suivre avec profit la formation spécialisée sollicitée ;
- réguler les accès à ces formations pour garantir aux intéressés qu'ils pourront suivre des stages dans les services hospitaliers de valeur formatrice suffisante dans leur spécialité ;
- s'assurer que l'objectif de formation poursuivi par les autorités du pays de provenance a toute chance d'être atteint grâce à l'établissement d'une convention bilatérale fixant d'un commun accord entre les universités d'origine et d'accueil la durée, le contenu et le niveau des enseignements théoriques et cliniques ;
- garantir un support budgétaire pour leur prise en charge financière ;
- interdire toute réinscription à la suite de la délivrance d'un de ces diplômes pour respecter l'engagement pris envers l'État d'origine d'assurer le retour de l'intéressé.

L'article 12 de l'arrêté du 8 juillet 2008 précisait que ses dispositions seraient applicables à compter de l'année universitaire 2009-2010. Afin de permettre la mise en place de ce nouveau dispositif réglementaire dans des conditions optimales, j'ai décidé de reporter d'une année sa date d'application. Il entrera en vigueur à compter de l'année universitaire 2010-2011.

Un arrêté en cours de préparation prendra en compte cette modification calendaire et apportera un certain nombre de précisions aux dispositions initialement prévues, en particulier en ce qui concerne les épreuves de contrôle de niveau des connaissances en médecine ou en pharmacie.

Les médecins et pharmaciens étrangers pourront encore s'inscrire en A.F.S. ou en AFSA au titre de l'année 2009-2010.

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
et par délégation,

Le directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle
Patrick Hetzel

Enseignement supérieur et recherche

École nationale supérieure Louis-Lumière

Dates des épreuves du concours d'admission à la formation initiale et nombre maximal de candidats à admettre pour la session 2010

NOR : ESRS0900486A

RLR : 444-1

arrêté du 25-11-2009

ESR - DGESIP A3

Par arrêté de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en date du 25 novembre 2009, les dates des épreuves du concours d'admission à la formation initiale de l'École nationale supérieure Louis-Lumière pour la session 2010 sont fixées comme suit :

- Vendredi 26 mars 2010 : épreuves de Q.C.M. et écrits (toutes sections)
- Lundi 12 avril 2010 : épreuves écrites (section Cinéma)
- Mardi 13 avril 2010 : épreuves écrite (section Son)
- Du 3 au 5 mai 2010 : entretiens, constitution de dossier, bibliographie (section Photographie)
- Du 25 au 28 mai 2010 : aptitudes artistiques, histoire et esthétique filmique, pratique image (section Cinéma)
- Du 2 au 4 juin 2010 : culture générale, pratique et écoute critique, culture technique (section Son).

Le nombre maximum de candidats à admettre dans les trois sections de la formation initiale de l'École nationale supérieure Louis-Lumière pour la session 2010 est fixé comme suit :

- 16 en section Photographie
- 16 en section Cinéma
- 16 en section Son.

Enseignement supérieur et recherche

École nationale des chartes

Dates et conditions d'organisation des épreuves d'admissibilité des concours d'entrée en 2010

NOR : ESRS0900487A

RLR : 473-0

arrêté du 26-11-2009

ESR - DGESIP

Par arrêté de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en date du 26 novembre 2009, les épreuves d'admissibilité des concours à l'École nationale des chartes en 2010 se dérouleront ainsi qu'il suit :

Inscriptions au concours d'entrée en première année : du 5 décembre 2009 au 15 janvier 2010, pour l'ensemble des épreuves, sur le serveur de la banque commune d'épreuves : www.concours-bce.com

Épreuves écrites du concours d'entrée en première année : les 28 et 29 avril 2010 pour les épreuves communes de la banque d'épreuves littéraires et les 7, 10, 11 et 12 mai 2010 pour les épreuves propres à l'École nationale des chartes.

Pour les épreuves propres à l'École nationale des chartes, centres, au choix des candidats : Paris, Dijon, Lille, Nîmes, Poitiers, Rennes, Strasbourg ou Toulouse.

Inscriptions au concours d'entrée en deuxième année : dossier à transmettre au secrétariat de l'école entre le 4 janvier et le 15 février 2010.

Épreuves d'admissibilité au concours d'entrée en deuxième année (examen par le jury du dossier scientifique des candidats) : du 19 avril au 14 mai 2010.

Le directeur de l'École nationale des chartes est chargé de l'organisation de ces épreuves.

Mouvement du personnel

Nomination

Directeur de l'agence ITER-France au Commissariat à l'énergie atomique

NOR : ESRR0900483A
arrêté du 11-12-2009
ESR - DGRI - SPFCO - B2

Par arrêté du ministre d'État, ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministre auprès de la ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, chargé de l'Industrie en date du 11 décembre 2009, il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de François Gauché, directeur de l'agence ITER-France au sein du Commissariat à l'énergie atomique à compter du 1er janvier 2010. À compter de la même date, Jérôme Pamela est nommé directeur de l'agence ITER-France au sein du Commissariat à l'énergie atomique.

Mouvement du personnel

Nominations

Représentants de l'administration et du personnel à la C.A.P. des secrétaires administratifs d'administration centrale

NOR : MENA0901043A
arrêté du 7-12-2009
MEN - SAAM A2

Vu loi n° 83-634 du 13-7-1983 modifiée, ensemble loi n° 84-16 du 11-1-1984 modifiée ; décret n° 82-451 du 28-5-1982 modifié ; décret n° 94-1016 du 18-11-1994 modifié ; décret n° 94-1017 du 18-11-1994 modifié ; décret n° 2006-572 du 17-5-2006, notamment article 15 ; décret n° 2007-991 du 25-5-2007 ; arrêté du 16-2-1996 ; arrêté du 23-5-2006 ; arrêté du 15-9-2008 ; arrêté modifié du 5-3-2009

Article 1 - L'article 1 de l'arrêté du 5 mars 2009 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Représentants titulaires :

Au lieu de :

Xavier Turion - chef du service de l'action administrative et de la modernisation, président.

Lire :

Éric Becque - chef du service de l'action administrative et de la modernisation, président.

Au lieu de :

Geneviève Guidon - chef de service, adjointe au directeur général des ressources humaines.

Lire :

Geneviève Guidon - chef de service, adjointe à la directrice générale des ressources humaines.

Au lieu de :

Éric Piozin - chef du service du pilotage et des contrats, adjoint au directeur général de l'enseignement supérieur.

Lire :

Éric Piozin - chef du service, adjoint au directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle.

Au lieu de :

Laura Ortusi - sous-directrice de l'orientation, de l'adaptation scolaire et des actions éducatives à la direction générale de l'enseignement scolaire.

Lire :

Xavier Turion - chef du service des enseignements et des formations, adjoint au directeur général de l'enseignement scolaire.

Au lieu de :

Éric Becque - sous-directeur des ressources humaines pour l'administration centrale au service de l'action administrative et de la modernisation.

Lire :

N... - sous-directeur des ressources humaines pour l'administration centrale au service de l'action administrative et de la modernisation.

Représentants suppléants :

Au lieu de :

Marie-Line Morvan-Fischer - adjointe au chef du bureau des ressources humaines de l'administration centrale à la D.R.H.A.C.G. du ministère de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative.

Lire :

Marie-Line Morvan-Fischer - adjointe au chef de pôle du personnel jeunesse et sports à la direction des ressources humaines du ministère de la Santé et des Sports.

Article 2 - Le chef du service de l'action administrative et de la modernisation du ministère de l'Éducation nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale et au Bulletin officiel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Fait à Paris, le 7 décembre 2009

Pour le ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du Gouvernement,

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

et par délégation,

Le secrétaire général

Pierre-Yves Duwoye

Mouvement du personnel

Nominations

Composition de la C.A.P. des adjoints techniques d'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale

NOR : MENA0901044A
arrêté du 7-12-2009
MEN - SAAM A2

Vu loi n° 83-634 du 13-7-1983 modifiée, ensemble loi n° 84-16 du 11-1-1984 modifiée ; décret n° 82-451 du 28-5-1982 modifié ; décret n° 2006-572 du 17-5-2006 ; décret n° 2006-1458 du 27-11-2006 ; décret n° 2006-1761 du 23-12-2006 ; décret n° 2007-991 du 25-5-2007 ; arrêté du 14-9-2007 ; arrêté du 1-10-2007 ; arrêté du 7-3-2008 modifié

Article 1 - L'article 1 de l'arrêté du 7 mars 2008 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Représentants titulaires :

Au lieu de :

Xavier Turion - chef du service de l'action administrative et de la modernisation, président.

Lire :

Éric Becque - chef du service de l'action administrative et de la modernisation, président.

Au lieu de :

Éric Becque - sous-directeur des ressources humaines pour l'administration centrale au service de l'action administrative et de la modernisation.

Lire :

Xavier Turion - chef du service des enseignements et des formations, adjoint au directeur général de l'enseignement scolaire.

Au lieu de :

Françoise Liotet - sous-directrice des ressources humaines pour l'administration centrale du ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports.

Lire :

Françoise Liotet - chef du département de la gestion du personnel Jeunesse et Sports à la direction des ressources humaines du ministère de la Santé et des Sports.

Représentants suppléants :

Au lieu de :

Jean Lecoin - chef du département de l'administration générale à la direction de l'encadrement.

Lire :

Lionel Hosatte - chef du bureau des personnels administratifs, techniques, ouvriers, sociaux et de santé à la direction générale des ressources humaines.

Au lieu de :

Marie-Line Morvan-Fischer - adjointe au chef du bureau des ressources humaines de l'administration centrale à la D.R.H.A.C.G. du ministère de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative.

Lire :

Marie-Line Morvan-Fischer - adjointe au chef de pôle du personnel Jeunesse et Sports à la direction des ressources humaines du ministère de la Santé et des Sports.

Au lieu de :

Patrick Fetter - chef du bureau des services techniques au service de l'action administrative et de la modernisation.

Lire :

Anthony Larose - chef du bureau des services techniques au service de l'action administrative et de la modernisation.

Article 2 - Le chef du service de l'action administrative et de la modernisation du ministère de l'Éducation nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale et au Bulletin officiel de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Fait à Paris, le 7 décembre 2009

Pour le ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du Gouvernement,

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,

et par délégation,

Le secrétaire général

Pierre-Yves Duwoye

Mouvement du personnel

Nominations

Composition de la C.A.P. des adjoints administratifs d'administration centrale du ministère de l'Éducation nationale

NOR : MENA0901045A
arrêté du 7-12-2009
MEN - SAAM A2

Vu loi n° 83-634 du 13-7-1983 ensemble loi n° 84-16 du 11-1-1984 modifiée ; décret n° 82-451 du 28-5-1982 modifié ; décret n° 2006-572 du 17-5-2006 ; décret n° 2006-1458 du 27-11-2006 modifiant le décret n° 2005-1228 du 29-9-2005 ; décret n° 2006-1760 du 23-12-2006 ; décret n° 2007-991 du 25-5-2007 ; arrêté du 14-9-2007 ; arrêté du 1-10-2007 ; arrêté modifié du 19-2-2008

Article 1 - L'article 1 de l'arrêté du 19 février 2008 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Représentants titulaires :

Au lieu de :

Xavier Turion - chef du service de l'action administrative et de la modernisation, président.

Lire :

Éric Becque - chef du service de l'action administrative et de la modernisation, président.

Au lieu de :

Éric Becque - sous-directeur des ressources humaines pour l'administration centrale au service de l'action administrative et de la modernisation.

Lire :

Xavier Turion - chef du service des enseignements et des formations, adjoint au directeur général de l'enseignement scolaire.

Au lieu de :

Éric Piozin - chef du service du pilotage et des contrats, adjoint au directeur général de l'enseignement supérieur.

Lire :

Éric Piozin - chef de service, adjoint au directeur général pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle.

Au lieu de :

Françoise Liotet - sous-directrice des ressources humaines pour l'administration centrale du ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports.

Lire :

Françoise Liotet - chef du département de la gestion du personnel Jeunesse et Sports à la direction des ressources humaines du ministère de la Santé et des Sports.

Représentants suppléants :

Au lieu de :

Didier Sabine - sous-directeur de la gestion des carrières à la direction générale des ressources humaines.

Lire :

Christian Duc - adjoint à la déléguée à la communication.

Au lieu de :

Isabelle Roussel - sous-directrice des contrats d'établissements, de pôles et de sites à la direction générale de l'enseignement supérieur.

Lire :

Isabelle Roussel - chef de service, adjointe à la directrice des affaires juridiques.

Au lieu de :

Élisabeth Arnold - sous-directrice des formations professionnelles à la direction générale de l'enseignement scolaire.

Lire :

Sandrine Batal - chef du bureau de la formation au service de l'action administrative et de la modernisation.

Au lieu de :

Vincent Goudet - chef du bureau de gestion statutaire et des rémunérations au service de l'action administrative et de la modernisation.

Lire :

Céline Le Mao - chef de section au sein du bureau de gestion statutaire et des rémunérations au service de l'action administrative et de la modernisation.

Au lieu de :

Marie-Line Morvan-Fischer - adjointe au chef du bureau des ressources humaines de l'administration centrale à la D.R.H.A.C.G. du ministère de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative.

Lire :

Marie-Line Morvan-Fischer - adjointe au chef de pôle du personnel Jeunesse et sSports à la direction des ressources humaines du ministère de la Santé et des Sports.

Article 2 - Le chef du service de l'action administrative et de la modernisation du ministère de l'Éducation nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale et au Bulletin officiel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Fait à Paris, le 7 décembre 2009

Pour le ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du Gouvernement,

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,

et par délégation,

Le secrétaire général

Pierre-Yves Duwoye

Mouvement du personnel

Nominations

Composition de la C.A.P. des A.A.E.N.E.S. affectés dans les services centraux de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Jeunesse et des Sports

NOR : MENA0901046A
arrêté du 7-12-2009
MEN - SAAM A2

Vu loi n° 83-634 du 13-7-1983 modifiée, ensemble loi n° 84-16 du 11-1-1984 modifiée ; décret n° 82-451 du 28-5-1982 modifié ; décret n° 2005-1215 du 26-9-2005 ; décret n° 2006-1732 du 23-12-2006 ; arrêté du 11-10-2007 ; arrêté du 11-10-2007 ; arrêté modifié du 19-2-2008

Article 1 - L'article 1 de l'arrêté du 19 février 2008 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Représentants suppléants :

Au lieu de :

Xavier Turion - chef du service de l'action administrative et de la modernisation.

Lire :

Éric Becque - chef du service de l'action administrative et de la modernisation.

Au lieu de :

Patrick Allal - chef de service, adjoint au directeur général de l'enseignement scolaire.

Lire :

Xavier Turion - chef de service, adjoint au directeur général de l'enseignement scolaire.

Article 2 - Le chef du service de l'action administrative et de la modernisation du ministère de l'Éducation nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale et au Bulletin officiel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Fait à Paris, le 7-12-2009

Pour le ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du Gouvernement,

Pour la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,

et par délégation,

Le secrétaire général

Pierre-Yves Duwoye

Informations générales

Vacance de poste

Inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche de première classe

NOR : MENI0922487V
avis du 5-12-2009 - J.O. du 5-12-2009
MEN - IG

Le ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du Gouvernement, et la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche procèdent au recrutement d'un inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche de première classe.

Conformément aux dispositions de l'article 5 I B et III du décret n° 99-878 du 13 octobre 1999 modifié relatif au statut du corps de l'inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche, les inspecteurs généraux de première classe sont choisis parmi :

- Les directeurs généraux et directeurs d'administration centrale, les recteurs d'académie, les délégués ministériels et interministériels ;
- Les chefs de service, directeurs adjoints et sous-directeurs des administrations centrales de l'État ;
- Les autres fonctionnaires occupant ou ayant occupé un emploi fonctionnel doté d'un indice terminal correspondant au moins à l'échelle lettre B et justifiant d'une durée minimale de service dans cet emploi de trois ans.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, doivent être adressées au ministère de l'Éducation nationale, secrétariat administratif des services d'inspection générale, 110, rue de Grenelle, 75357 Paris SP 07, par la voie hiérarchique, **dans un délai d'un mois** à compter de la date de publication du présent avis au Journal Officiel.

Informations générales

Vacance de poste

Directeur de l'IUFM de l'académie de Caen

NOR : ESRS0900482V
avis du 1-12-2009
ESR - DGESIP A3

Les fonctions de directeur de l'institut universitaire de formation des maîtres de l'académie de Caen, école interne de l'université de Caen, sont déclarées vacantes.

Conformément aux dispositions de l'article L. 713-9 du code de l'Éducation, le directeur est choisi dans l'une des catégories de personnels ayant vocation à enseigner dans l'école, sans condition de nationalité. Le directeur est nommé par le ministre chargé de l'Enseignement supérieur sur proposition du conseil d'école. Son mandat est de cinq ans, renouvelable une fois.

Les dossiers de candidature, comprenant notamment un curriculum vitae, devront parvenir, **dans un délai de deux semaines** à compter de la parution du présent avis au Bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale et au Bulletin officiel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, à la présidente de l'université de Caen Basse-Normandie, Campus 1, Bâtiment Présidence, Esplanade de la Paix, 14032 Caen cedex 05.

Les candidats devront adresser une copie de leur dossier à l'adresse suivante : ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, direction générale pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle, service de la stratégie de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle, département de l'architecture et de la qualité des formations de niveau master et doctorat, DGESIP A3, 1, rue Descartes, 75231 Paris cedex 05.

Informations générales

Vacance de poste

Remplacement d'un membre élu au Conseil national des universités

NOR : ESRH0900484V
avis du 30-11-2009
ESR - DGRH A 1-3

Section 04 : Science politique, collège des professeurs des universités et personnels assimilés, un siège est déclaré vacant en remplacement de Pierre Bréchon.

Les candidatures devront parvenir dans un **délai de trois semaines** à compter de la parution du présent avis au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, direction générale des ressources humaines, service des personnels enseignants de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, sous-direction des études de gestion prévisionnelle, statutaires et des affaires communes, bureau des affaires communes, de la contractualisation et des études - bureau DGRH A1-3, 72, rue Regnault, 75243 Paris cedex 13. Elles seront transmises à la section correspondante du Conseil national des universités.

Annexe

Déclaration de candidature à l'élection des membres des sections du Conseil national des universités

Section n°

Collège :

Madame, Mademoiselle, Monsieur (1)

Nom de naissance :

Nom d'usage (ou marital) :

Prénom :

Corps :

Établissement :

Adresse administrative :

U.F.R. (ou autre désignation) :

Rue :

n° :

Code postal :

Ville :

Téléphone :

Télécopie :

Courrier électronique :

Adresse personnelle :

Rue :

n° :

Code postal :

Ville :

Téléphone :

Télécopie :

Adresse à laquelle vous souhaitez recevoir tout document en cas d'élection :

Adresse personnelle (1) :

Adresse administrative (1) :

Fait à

le

Signature :

(1) Rayer les mentions inutiles